

15 ANS



UN SYSTÈME FONDAMENTALEMENT VICIÉ

# **15 ans de REDD. Un système fondamentalement vicié**

**Auteurs :** Boaventura Monjane, Chris Lang, Dercy Teles de Carvalho, Euridse Samuel, Izzuddin Prawiranegara, Joanna Cabello, Jutta Kill, Larry Lohmann, Letícia Yawanawa, Muyissi Environnement, Natacha Bruna, Prince Lungungu, Tamra L. Gilbertson, Tom Goldtooth et el Secrétariat International du WRM.

**Éditeurs :** Joanna Cabello et Jutta Kill

**Mise en page et illustrations :** Edições Athena

Cette publication est disponible en portugais, espagnol, anglais et indonésien.

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (WRM)  
2022

Ce travail a été rendu possible grâce aux contributions de Misereor/KZE (Allemagne), de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida) par l'intermédiaire de la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC) et de Pain pour le prochain, de Suisse. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle des contributeurs ou de leurs bailleurs de fonds.



**Mouvement Mondial pour les  
Forêts Tropicales**

Av Bolivia 1962 BIS  
CP 11500 - Montevideo, Uruguay  
Tél: +598 2605 6943  
Email: [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)  
[www.wrm.org.uy/fr](http://www.wrm.org.uy/fr)

# Sommaire

- 4** **Avant-propos**  
WRM SECRETARIAT
- 6** **Mises en garde concernant certains termes utilisés dans cette publication**
- 11** **REDD : pas seulement un échec**  
JUTTA KILL
- 14** **Que se cache-t-il derrière les lettres R-E-D-D?**
- 27** **Le carbone est-il le même, quelle que soit son origine?**  
Carbone fossile, violence et pouvoir  
JOANNA CABELLO
- 32** **Pour mettre fin au colonialisme, il faut mettre fin à REDD+**  
LARRY LOHMANN
- 37** **On ne nous a pas seulement pris notre terre...  
On nous a pris notre identité**  
ENTRETIEN AVEC TOM GOLDTOOTH
- 47** **10 ans de REDD+ dans l'État d'Acre et ses impacts sur les femmes autochtones et les femmes extractivistes**  
ENTRETIEN AVEC LETÍCIA YAWANAWA ET DERCY TELES DE CARVALHO
- 55** **« Charbon de sang » contre « carbone de sang » en Colombie : le développement des taxes carbone avec REDD+ met en évidence l'échec de la tarification du carbone**  
TAMRA L. GILBERTSON
- 62** **Le projet REDD+ du Katingan en Indonésie : la marchandisation de la nature, du travail et de la reproduction des communautés**  
IZZUDIN PRAWIRANEGARA
- 71** **L'héritage du projet carbone communautaire à Nhambita, au Mozambique : nostalgie, désillusion et indignation**  
BOAVENTURA MONJANE, NATACHA BRUNA ET EURIDSE SAMUEL
- 80** **Le Projet REDD+ PIREDD/Plateaux à Mai-Ndombe, RDC : conflits et mécanisme de gestion des plaintes**  
PRINCE LUNGUNGU
- 90** **Dangereuses pour les communautés et le climat : les solutions fondées sur la nature au Gabon**  
MUYISSI ENVIROMENTAL ET WRM
- 102** **Grands pollueurs, compensation carbone et REDD+**  
CHRIS LANG
- 113** **Documents recommandés**

## Avant-propos

Depuis son introduction en 2007, la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) est devenue la politique forestière dominante dans le monde et s'accompagne d'un impact négatif sur les communautés forestières, en particulier dans les pays dotés de forêts tropicales.

L'expérience a démontré de manière accablante l'échec catastrophique de REDD à lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts et, pire encore, le dispositif a également renforcé la crise climatique et n'a eu aucune influence sur les causes de la déforestation. La REDD, en fait, est devenue une cause sous-jacente de la déforestation et du changement climatique lui-même.

Cela ne devrait pas être une surprise : il y a au cœur de ce dispositif une logique complètement viciée.

**Pendant 15 ans, REDD a contribué à dissimuler les crimes des projets de compensation carbone grâce à une comptabilité carbone « créative », une propagande « verte » et des engagements climatiques sans fin que les entreprises et les gouvernements prennent sur la base de promesses trompeuses et mensongères**

La REDD permet aux principaux responsables de la pollution et de la déforestation de poursuivre et de développer leurs activités en toute légalité. C'est une logique qui permet aux entreprises polluantes, aux gouvernements et aux élites de nier que l'extraction de combustibles fossiles est à l'origine de la crise climatique, tout en trompant de nombreuses personnes en leur faisant croire que les problèmes sont résolus et que rien ne doit vraiment changer. C'est une logique basée sur des oppressions coloniales, racistes et patriarcales, qui reproche à ceux qui ont entretenu et protégé les forêts et les autres espaces de vie pendant des générations de les détruire, qui jette l'opprobre sur ces populations parce qu'elles conservent leurs pratiques, leurs moyens d'existence et leurs croyances ancestrales, et leur refuse l'accès à leurs territoires.

Pendant 15 ans, REDD a contribué à dissimuler les crimes des projets de compensation carbone grâce à une comptabilité carbone « créative », une propagande « verte » et des engagements climatiques sans fin que les entreprises et les gouvernements prennent sur la base de promesses trompeuses et mensongères.

Les peuples autochtones et les autres communautés vivant dans et autour des projets REDD se sont toujours vu refuser l'accès à leurs forêts ancestrales. Ils ont vu leurs communautés et leurs cultures détruites ou ont été expulsés. On leur a interdit de conserver leur mode de vie et on les a empêchés de poursuivre leurs activités agricoles, de pêche ou de chasse. Des arbres ont été plantés dans des monocultures industrielles sur des terres dont les communautés dépendaient pour leur survie et sur des terres qu'elles considèrent comme sacrées, des sites funéraires et des lieux de rituels. De nombreux projets REDD déploient des gardes, des militaires

ou des forces de sécurité pour protéger le carbone stocké dans les arbres, ce qui entraîne davantage de violence et de peur, en particulier pour les femmes et les filles. De nombreux projets REDD utilisent également des tactiques de coercition et de manipulation pour obtenir les terres, détruisant ainsi le tissu social et créant des conflits au sein des communautés.

Grâce à la REDD, les entreprises d'énergies fossiles et le complexe industriel et financier qui en dépend ont pu continuer à dévaster, déboiser et polluer de plus en plus de territoires et d'espaces de vie. Ils ont pu le faire en toute impunité. Pour eux, la REDD n'est pas un échec.

De nombreuses communautés forestières se sont opposées à la REDD depuis son introduction. Quinze ans plus tard, il est plus que jamais nécessaire de s'opposer à cette dangereuse diversion qui empêche de s'attaquer aux causes de la déforestation ; une opposition qui se fait entendre de plus en plus fortement. Et cette opposition ne doit pas se limiter à REDD, elle doit aussi s'attaquer à ses nouveaux noms, comme les « solutions fondées sur la nature », le « zéro net » ou tout autre terme qui sera inventé sur la base de la même logique trompeuse et mensongère.

Cette publication rassemble 11 articles qui se penchent sur les dimensions fondamentales et dangereuses de la REDD. Nous espérons que chacun d'entre eux contribuera à renforcer nos arguments et nos actions contre la compensation carbone et à dévoiler ce qu'elle est vraiment : un système raciste qui ne pourra jamais être amélioré ou corrigé, car il est conçu pour « maintenir ouvert le robinet du pétrole » et, avec lui, le système capitaliste qui est à l'origine des crises climatiques, forestières et sociales actuelles.

WRM International Secretariat

## Mises en garde concernant certains termes utilisés dans cette publication

Un terme peut apparaître de nombreuses fois dans la publication et dans ce cas, il sera à chaque fois surligné **comme ceci**.

**1** **La culture sur brûlis**, ou **culture itinérante**, décrit une grande variété de systèmes agricoles dans lesquels une parcelle de terre dans une forêt ou une savane est défrichée et cultivée pendant un certain temps, puis laissée à se régénérer. Il est de plus en plus largement admis que les pratiques d'*agriculture itinérante* s'inscrivent dans des systèmes complexes d'utilisation des terres qui contribuent à la diversité des forêts et maintiennent leur fonctionnement écologique. Pourtant, les pratiques de rotation des cultures sont encore souvent appelées de manière péjorative des cultures des « *cultures sur brûlis* ». L'utilisation de cette expression renforce la fausse affirmation selon laquelle la *culture itinérante* est un moteur de la déforestation. La Banque mondiale et les gouvernements du monde entier utilisent depuis longtemps l'expression « *culture sur brûlis* » dans le cadre de leurs efforts visant à éradiquer la *culture itinérante*. De nombreuses activités REDD se sont concentrées sur l'interdiction ou la restriction de la *culture itinérante*, par exemple en interdisant l'utilisation du feu pour préparer les terres à la culture.

Pour plus d'informations, voir: Survival International. Shifting cultivation. What is it and who does it? <https://www.survivalinternational.org/about/swidden>

**2** **Coupe sélective**. Ce terme est trompeur. Selon l'industrie forestière, la *coupe sélective* ne cause pas de dommages à la forêt, car seuls quelques arbres soigneusement sélectionnés (ayant une valeur commerciale particulièrement importante) sont abattus. En réalité, cependant, la plupart des *coupes sélectives* relèvent d'une *exploitation forestière industrielle* qui détruit et dégrade de vastes zones forestières pour extraire ces quelques arbres de valeur commerciale. Décrire la pratique comme *sélective* cache la réalité que, en particulier dans les régions forestières tropicales, *l'exploitation forestière industrielle* – qu'elle soit sélective ou non – est liée depuis longtemps à des conflits violents, des conditions de travail abusives et des effets extrêmement préjudiciables pour les personnes vivant à proximité de ces activités.

**3** **Zéro émission nette**. De nombreuses entreprises (et gouvernements) ont promis de réduire leurs émissions nocives pour le climat à un niveau *zéro net*. Le petit mot *net* permet aux entreprises de continuer à brûler du pétrole, du gaz et du charbon tout en prétendant que cela ne nuit pas au climat. Comment opère cette magie ? Les entreprises préparent un bilan qui montre comment la même quantité d'émissions qu'elles continuent de rejeter *dans* l'atmosphère a été retirée *de* l'atmosphère par quelqu'un d'autre (voir *les compensations carbone* pour savoir pourquoi cela ne fonctionne pas pour le climat et met en danger la souveraineté des populations sur leurs territoires). Certaines insistent sur le fait que les promesses de *zéro émission nette* doivent s'accompagner de fortes réductions d'émissions et que seules les émissions « difficiles à éviter » devraient être compensées, mais ce n'est pas la réalité. Les promesses de *zéro émission nette* masquent la croissance du trafic aérien, l'ouverture de nouveaux

gisements de pétrole et de gaz, etc. Sur le fond, ces promesses sont avant tout une tactique visant à protéger les profits exorbitants des entreprises qui brûlent des combustibles fossiles.

Pour plus d'informations, voir: Amis de la Terre International et al. (2021). La Grosse Arnaque: Comment les grands pollueurs mettent en avant un agenda « zéro émission nette » pour retarder, tromper et nier l'action climatique. <https://www.foei.org/fr/publications/grosse-arnaque-climat-zero-emission-nette/>

**4 Les compensations carbone**, ou **compensations**, ont pris de l'ampleur en tant qu'outil dans le contexte de « l'économie verte » parce qu'elles permettent la poursuite d'un modèle économique fondé sur la destruction de la « nature » sous prétexte que les dommages causés à un endroit peuvent être compensés par des activités supplémentaires destinées à restaurer la « nature » ailleurs. Pour protéger le plus longtemps possible leurs profits liés à la disponibilité de combustibles fossiles bon marché, les entreprises ont particulièrement fait un lobbying intense pour que la *compensation carbone* soit considérée comme une alternative à une intervention gouvernementale qui pourrait accélérer la fin de la combustion des combustibles fossiles.

Pour une brève explication des contradictions qui pèsent sur les compensations carbone et qui en font une dangereuse diversion pour les efforts destinés à éviter le dérèglement climatique, voir la brochure WRM: « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés »: <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/10-alertes-sur-redd-a-lintention-des-communautes>

**5 Racisme environnemental.** L'exploitation menée par les entreprises, qui expose de manière disproportionnée les communautés ou les zones avec des populations en majorité noires, autochtones et de couleur à la pollution la plus toxique et aux opérations les plus destructrices, contaminantes et risquées, est l'une des réalités du *racisme environnemental*. Le refus de reconnaître cette réalité est une autre forme de *racisme environnemental*. Ce *racisme* se manifeste également lorsque les conceptions non occidentales de la territorialité ne sont même pas reconnues comme existantes ou lorsque les cosmologies des peuples autochtones sont présentées comme des obstacles au développement des entreprises. Les peuples autochtones sont régulièrement confrontés au *racisme environnemental* lorsque leurs territoires sont déclarés aires protégées ou sites de projets REDD+. Le bulletin WRM 223 *Le racisme dans les forêts: Un processus d'oppression au service du capital* analyse comment ce *racisme* se manifeste de façon structurellement inhérente au capitalisme: <https://www.wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-223>

**6 Comptabilité carbone.** Au-delà des chiffres largement utilisés pour représenter le volume des émissions rejetées ou prétendument compensées, la *comptabilité carbone* cache peut-être plus qu'elle ne révèle. Elle cache notamment le *racisme environnemental* inhérent à l'économie des combustibles fossiles. La *comptabilité carbone* transforme les conflits violents qui se déroulent sur les sites d'extraction, de traitement et de raffinage des combustibles fossiles, ainsi que sur les lieux où s'effectue la compensation carbone, en chiffres nets et sans conflit d'un bilan carbone.

Dans ce contexte, la *comptabilité carbone* est utilisée pour suivre les *estimations* par les gouvernements et les entreprises des émissions produites par différents secteurs de l'économie ou les activités d'une entreprise au point où ces émissions sont rejetées dans

l'atmosphère. Cela permet aux conflits de se poursuivre, car l'objectif n'est pas de mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles. Les gouvernements utilisent également la *comptabilité carbone* pour montrer combien d'émissions causées dans un secteur de l'économie du pays ont été *compensées* par un stockage supplémentaire de carbone dans les sols, les arbres et d'autres végétaux du pays. Les entreprises utilisent également la *comptabilité carbone* pour montrer que leurs émissions ont été compensées par l'achat de *crédits carbone*.

La *comptabilité carbone* a créé l'hypothèse désormais largement acceptée selon laquelle les dommages climatiques causés par différents gaz à effet de serre et par des émissions provenant de différentes sources peuvent être rendus comparables grâce à l'unité de l'*équivalent CO<sub>2</sub>*. Cela a ensuite ouvert la voie à la REDD et aux « solutions fondées sur la nature » – des projets fondés sur l'hypothèse selon laquelle le fait d'éviter une déforestation prétendument planifiée peut compenser les dommages climatiques causés par les émissions de combustibles fossiles. La *comptabilité carbone* est donc un outil clé pour les entreprises et les gouvernements qui promettent de gérer leurs économies ou leurs activités sur la base d'*émissions zéro nettes* à l'avenir.

Pour plus d'informations, voir : Larry Lohmann (2009). Neoliberalism and the Calculable World. <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/neoliberalism-and-calculable-world>

**7 La marchandisation de la nature** dépouille un lieu de sa singularité – les histoires, les souvenirs et les interactions entre la vie humaine et non humaine qui rendent un lieu différent des autres – et le redéfinit à l'aune des unités de tout ce qui intéresse ceux qui dirigent la *marchandisation* au moment où la *marchandisation* est initiée. Les territoires identifiés par les souvenirs, les histoires et les cosmologies distincts d'un peuple ont été transformés en terres tracées sur des cartes qui montrent où se trouvent les minéraux, les sols fertiles, les réservoirs d'eau ou les arbres précieux. Une fois ainsi cartographiée, la propriété privée ou étatique a pu être revendiquée et les minéraux, l'eau, les arbres, etc. ont pu être requalifiés en ressources disponibles à la vente. Plus récemment, des fonctions écologiques telles que la capacité de stockage de carbone des forêts sont la cible de la *marchandisation*. Dans ce processus, la valeur d'une forêt n'est déterminée que par sa capacité à stocker du carbone. La teneur en carbone supposée de chaque forêt est cartographiée par des arpenteurs-géomètres modernes et l'unité de prix est cette fois la tonne de carbone par hectare de forêt.

Comme l'histoire l'a montré, les processus de *marchandisation* se traduisent par des conflits violents et des déplacements. La *marchandisation* des fonctions écologiques telles que la capacité de stockage du carbone des forêts ne fait pas exception. Des cartes montrant la répartition de la capacité de stockage du carbone dans différentes forêts ou dans différentes parties d'une forêt sont déjà utilisées par des entreprises pour restreindre l'accès des communautés à leurs territoires : Les projets REDD ne seraient pas possibles sans dépouiller les forêts de leur singularité et les réduire à des « installations de stockage de carbone » offertes aux entreprises polluées, et pour lesquelles la seule chose qui compte, et qui est comptée et transformée en argent, ce sont les tonnes de carbone dans les arbres.

Pour plus d'informations, lire la note du WRM sur le commerce des services écosystémiques. Quand le « paiement pour services environnementaux » équivaut à l'autorisation de détruire

<https://www.wrm.org.uy/fr/publications/le-commerce-des-services-ecosystemiques>

(disponible également en bahasa indonésien)

**8 certification / Mesures de sauvegarde.** Les partisans des marchés du carbone et de la REDD n'ont jamais contesté le fait que les compensations carbone en général, et les projets REDD en particulier, sont susceptibles de créer des conflits lorsque les propriétaires de projets transforment les terres utilisées par les peuples forestiers en zone de compensation carbone. Leur réponse à ceux qui mettent en garde contre cette violence a consisté à élaborer des directives volontaires censées être capables de prévenir ces conflits. Les négociateurs de l'ONU sur le climat ont adopté des sauvegardes de ce type et les grands programmes REDD ont souvent mis en avant leurs « mesures de sauvegarde rigoureuses » pour parer aux critiques. En réalité, ces sauvegardes n'ont ni empêché les conflits ni permis que les largesses du financement REDD des 15 dernières années parviennent à ceux qui ont été confrontés aux changements d'utilisation des terres imposés, à savoir les communautés dont les terres ont été déclarées zone de projet REDD. Pour vendre des crédits carbone, les projets REDD avaient cependant besoin d'un outil de marketing plus fort : la certification. Les normes de certification aident à enjoliver les scénarios de projets REDD, basés sur des futurs hypothétiques de ce qui se produirait en l'absence de projets, en les parant de calculs confus et de formules mathématiques.

La certification apporte donc une caution externe qui transforme les scénarios d'émissions futures prétendument programmées qui ont été évitées en un produit commercialisable : les tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> prétendument non rejetées dans l'atmosphère comme cela était prévu. Il a été démontré que de nombreux projets REDD certifiés ont considérablement exagéré le volume d'émissions qu'ils auraient évité. La plupart des projets REDD reposent sur une norme de certification appelée Verified Carbon Standard (VCS) qui est gérée par une organisation appelée Verra. Comme cela a été très bien documenté, la certification n'a ni empêché les projets de vendre des crédits carbone qui n'existent que sur papier ni évité les conflits et la violation des droits des communautés sur leurs terres.

Pour plus d'informations, lire les documents du WRM sur la certification : <https://www.wrm.org.uy/fr/themes/systemes-de-certification>

**9 Feu et forêts.** Un passage d'un article dans le Bulletin WRM 238 - *Feu bénéfique ou destructeur, qui décide ? Une réflexion sur le feu et les forêts* (<https://wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-238>) met en évidence comment une conception capitaliste du feu domine aujourd'hui le monde et détermine si une forme particulière de feu est jugée bonne ou mauvaise : « Sous le capitalisme, le feu passe du paysage ouvert aux chaudières, aux turbines et aux chambres de combustion. Dans le même temps, le feu de plein air utilisé depuis des milliers d'années pour créer et entretenir des forêts et des champs agricoles devient suspect, dénigré, voire criminalisé. Par ailleurs, le feu alimenté par les combustibles fossiles à l'intérieur des moteurs et des turbines, beaucoup plus intense et destructeur, devient un signe de civilisation et de progrès, avec l'extraction et le gaspillage qui l'accompagnent. Ainsi, lorsque vous allumez la télévision pendant la saison sèche dans les zones de plantations d'arbres du Chili ou du Portugal, ou dans les forêts domaniales de l'ouest de l'Amérique du Nord, il est probable que vous pourrez regarder des reportages effrayants sur des feux de forêt incontrôlables et les criminels qui, selon la rumeur, en sont à l'origine. Les reportages ne mentionnent jamais les feux alimentés

par des combustibles fossiles qui font rage de façon invisible dans toutes les automobiles et centrales thermiques du pays. Des feux que personne – malgré le réchauffement climatique et la dévastation qui accompagne l'extraction des combustibles fossiles – n'oserait considérer comme criminels. Les reportages ne mentionnent pas non plus que ces deux phénomènes problématiques ne sont que les deux faces d'une même pièce.

Peu de domaines font apparaître l'impact de cette conception capitaliste dominante du *feu* sur les réponses dominantes à la dégradation du climat plus clairement que les compensations REDD : l'utilisation de petits feux contrôlés pour l'*agriculture itinérante* est dénigrée et criminalisée pour fournir des crédits carbone à ceux qui aggravent le dérèglement climatique avec leurs moteurs et leurs turbines alimentés par le *feu des combustibles fossiles*.

**10 Aires protégées.** Ce terme est marqué par la conception coloniale violente des *aires protégées* comme moyen de protéger la « nature » des peuples autochtones et de la préserver en tant que « nature vierge » réservée à la chasse aux trophées de l'élite et au plaisir de la beauté des paysages et du tourisme de safari. Cette approche coloniale et raciste de la conservation a fait naître l'état d'esprit de « conservation-forteresse », qui expose les communautés dont les territoires ont été déclarés aires protégées à des atrocités indicibles, des violations des droits de l'homme, des expulsions violentes et à la destruction ciblée de leurs moyens de subsistance <sup>1</sup>. Malgré les attestations des ONG écologistes selon lesquelles il s'agit d'actes horribles appartenant au passé, pour de nombreuses communautés qui vivent à l'intérieur des aires protégées, les attaques violentes restent une réalité à ce jour. Les ONG internationales de conservation sont impliquées d'une manière ou d'une autre dans la plupart des aires protégées, souvent dans le cadre d'alliances avec des entreprises qui encouragent la déforestation ailleurs.

1 Bulletin WRM 249 (2020). *Les aires protégées alimentent les profits des entreprises et les destructions.* <https://wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-249/>



## **REDD : pas seulement un échec**

Depuis les quinze dernières années, la REDD domine la politique forestière internationale en promettant que les arbres sur pied auront plus de valeur que les arbres abattus et, ce faisant, offriront un moyen rapide et bon marché de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les entreprises qui empochent des milliards en transformant les forêts en plantations en monoculture, en pâturages pour le bétail ou en les détruisant pour construire des mines, des réservoirs hydroélectriques, des autoroutes ou d'autres infrastructures, ont montré peu d'intérêt pour la REDD. La REDD n'a clairement pas réussi à réduire la déforestation à grande échelle. Pourtant, se concentrer sur l'échec évident de la REDD ne permet pas de donner une image complète de son héritage nuisible.

REDD est l'abréviation de l'anglais « Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation » (« Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts ») ; ce concept a dominé la politique forestière internationale au cours des 15 dernières années. Le point de départ du mécanisme REDD était l'hypothèse selon laquelle offrir des avantages financiers convaincrat les

responsables de la destruction des forêts de renoncer à leurs projets ; au lieu de cela, en échange des paiements REDD, ils protégeraient la forêt. Grâce à REDD, les arbres sur pied deviendraient donc plus de valeur que les arbres abattus et, ce faisant, fourniraient un moyen rapide et bon marché de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour les partisans de la REDD, tout ce qu'il fallait pour mettre fin à la déforestation, c'était une offre de récompenses financières pour protéger, pas pour détruire.

Mais les entreprises qui empochent des milliards en transformant les forêts en plantations de palmiers à huile ou de soja, en pâturages pour le bétail ou en les détruisant pour construire des mines, des réservoirs hydroélectriques, des autoroutes ou d'autres infrastructures, n'étaient pas intéressées par la REDD. Certaines n'étaient pas intéressées, car elles pouvaient encore gagner beaucoup plus si elles continuaient à détruire les forêts. Quiconque « répond à des incitations purement économiques optera pour l'huile de palme », comme l'écrivait déjà en 2014 le groupe pro-REDD Ecosystem Market Place. D'autres n'étaient pas intéressées parce que leur déforestation était illégale. Quelle entreprise allait demander des paiements REDD en affirmant qu'elle serait disposée à abandonner ses projets de destruction illégale de forêts ? Il y avait aussi celles qui s'étaient lancées dans la déforestation principalement pour avoir un moyen de revendiquer la propriété des terres, ou de renforcer leurs revendications de droits fonciers. Pour ce groupe, la promesse de paiements REDD était de peu d'intérêt parce que leur principale motivation pour défricher les terres n'était pas le profit financier immédiat<sup>1</sup>.

Quinze ans plus tard, le concept introduit dans les négociations climatiques de l'ONU avec la promesse qu'il conduirait à une réduction rapide et peu coûteuse des émissions dues à la destruction des forêts tropicales, n'a pas réussi à réduire la déforestation à grande échelle. Dans des pays comme le Brésil, le Pérou ou la République démocratique du Congo, la déforestation est même en augmentation depuis l'introduction de la REDD<sup>2</sup>.

Cet échec de la REDD à réduire la déforestation a été largement documenté<sup>3</sup>. Une étude récente sur l'efficacité du financement de la REDD par le gouvernement allemand explique pourquoi il existe néanmoins de multiples exemples de la réussite de la REDD : un « ajustement à la baisse des attentes » concernant les résultats de la REDD a permis à ses partisans de créer « des effets apparemment positifs dans le contexte de l'attrait limité de l'instrument ». Cet ajustement a un prix : « la dilution de l'objectif plus global d'arrêt de la déforestation »<sup>4</sup>

Il semble cependant qu'en se concentrant uniquement sur l'échec évident de la REDD à contribuer à réduire la déforestation, on obtient une image incomplète du lourd héritage négatif de cet instrument.

## **La REDD n'est pas un échec pour tout le monde**

La REDD n'a pas été un échec pour ceux qui l'ont utilisé comme un outil pour accroître le contrôle sur les terres cultivées par les communautés forestières. Le récit selon lequel **l'agriculture « sur brûlis »** détruit la forêt, l'agriculture paysanne cause la déforestation et les pratiques agricoles des populations forestières doivent être «

modernisées » – bien qu'il soit faux et renforce les schémas de domination coloniale – est encore plus largement accepté aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 15 ans<sup>5</sup>. Qui plus est : comme la quasi-totalité des activités REDD sont axées sur le changement du mode d'utilisation des forêts par les paysans et les populations forestières, et *non* sur la déforestation à grande échelle, les destructions perpétrées par les entreprises ont été rendues moins visibles grâce à la REDD.

La REDD, et en particulier sa version la plus récente, appelée « solutions fondées sur la nature » (SFN) ou « solutions climatiques naturelles », n'a pas non plus été un échec pour l'industrie des combustibles fossiles. La REDD a fourni une excuse à cette industrie pour continuer à détruire les réserves souterraines de carbone qui sont au cœur à la fois de son modèle économique et du dérèglement climatique. Avec la REDD, et maintenant les SFN, les sociétés de pétrole, de charbon et de gaz fossiles prétendent qu'elles peuvent poursuivre leur destruction rentable sans nuire au climat. Tout ce qu'elles ont à faire, c'est de payer quelqu'un qui prétend économiser du carbone ailleurs<sup>6</sup>. Les compagnies aériennes, les sociétés minières, les entreprises agro-industrielles, les entreprises d'engrais et d'alimentation, entre autres, ont également fait appel à la REDD comme stratégie pour maintenir le modèle capitaliste des modes de production et de consommation dépendant des combustibles fossiles dont elles profitent.

En réalité, cependant, il est impossible de compenser l'impact climatique causé par la libération du carbone des gisements souterrains de carbone qui ont mis des millions d'années à se former. Prétendre qu'une telle compensation peut être obtenue en payant pour des activités REDD telles que planter plus d'arbres ou éviter une déforestation prétendument planifiée, est une illusion dangereuse (voir *Le carbone est-il le même, quelle que soit son origine ? Carbone fossile, violence et pouvoir*). En nourrissant cette illusion, la REDD contribue à retarder les discussions inévitables sur la fin de l'utilisation des combustibles fossiles et, ce faisant, devient elle-même un facteur du dérèglement climatique.

Enfin et surtout, les cabinets de conseil, les ONG internationales de conservation et les *think tanks* ont tous bénéficié des généreux programmes de financement REDD des pays industrialisés et des organisations philanthropiques, ainsi que des achats de crédits carbone par les entreprises<sup>7</sup>. Les agences de vente spécialisées dans la REDD, les propriétaires de projets REDD du secteur privé, les développeurs de normes de **certification** et les sociétés d'audit se sont également taillé une niche lucrative. Pour eux également, la REDD n'a pas été un échec.

## Que se cache-t-il derrière les lettres R - E - D - D ?

### À quoi correspondent les lettres REDD ?

C'est l'abréviation de l'anglais « *Reducing emissions from deforestation and forest degradation* » (« Réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts »).

### Pourquoi discute-t-on des forêts lors des réunions de l'ONU sur le climat ?

Le fait que le carbone se trouve aussi bien dans le charbon, le pétrole et le gaz que dans les arbres est souvent utilisé pour affirmer que la réduction de la déforestation est importante pour prévenir le chaos climatique (voir *Le carbone est-il le même, quelle que soit son origine ? Carbone fossile, violence et pouvoir*). Le groupe de scientifiques qui conseille l'ONU sur les questions climatiques a entériné cet argument discutable en affirmant que pour éviter le dérèglement climatique, ce qui compte, c'est la quantité de dioxyde de carbone des gaz à effet de serre qui s'accumule dans l'atmosphère, et non et non l'origine de ce dioxyde de carbone<sup>8</sup>. Les entreprises de combustibles fossiles et les gouvernements des pays industrialisés utilisent cet argument pour détourner l'attention de l'urgente nécessité de protéger les réserves anciennes de carbone souterrain d'où provient la majeure partie du carbone des gaz à effet de serre. Cela signifie mettre fin à l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz. La REDD aide à retarder cette décision inévitable en prétendant que la protection des forêts (ou la plantation de millions d'arbres) peut réparer les dommages causés par la poursuite de la combustion du carbone fossile. C'est donc une dangereuse diversion.

### Pourquoi y a-t-il tant de noms différents pour la REDD et quelle est la différence entre eux ?

L'explication sur la façon dont la REDD devait aider à mettre fin à la déforestation a changé plusieurs fois depuis son introduction en 2005. Ces changements traduisent en partie l'influence de différents groupes d'intérêt sur la conception de la REDD. Initialement, la REDD devait permettre de réduire les émissions liées à la déforestation en offrant de l'argent aux entreprises qui détruisent les forêts. Avec chaque changement ultérieur, de plus en plus d'activités sont devenues éligibles à ce qui, à l'époque, était considéré comme une porte d'accès à d'importants volumes de financement international. La plantation d'arbres, l'exploitation forestière, la conservation des forêts et l'intensification de pratiques agricoles traditionnelles telles que la **culture itinérante** ont finalement été déclarées activités éligibles au financement REDD. Il existe *au moins* cinq variantes différentes de REDD, chacune avec son propre nom.

- Cela a commencé en 2005 avec **RED**, dans lequel l'accent était mis sur le D = déforestation. L'hypothèse était que les paiements RED donneraient plus de valeur aux forêts sur pied qu'à leur abattage. L'argent RED convaincrerait les entreprises prévoyant de détruire des forêts d'arrêter d'abattre les arbres.

- Un deuxième D = dégradation, a été ajouté en 2007 : La REDD a permettait désormais aussi de verser des paiements à ceux qui dégradent une forêt dont certains arbres sont maintenus sur pied, de sorte que ce qui reste est encore appelé une forêt dans les statistiques internationales.

Que ce soit dans la RED ou dans la REDD, des paiements étaient promis à tous ceux qui envisageaient de détruire ou de dégrader une forêt mais acceptaient de renoncer à ces projets. C'était une incitation très perverse, car cela invitait au chantage : si vous ne me payez pas, je détruirai la forêt.

- Peu de temps après, un +/plus a été ajouté : La REDD+ permettait des paiements aux entreprises d'exploitation forestière et de plantation ainsi qu'au secteur de la conservation. Plus précisément, le « + » ajoute « l'amélioration des stocks de carbone » (plantations), « la gestion durable des forêts » (exploitation forestière industrielle) et la conservation (**aires protégées**) comme activités pour lesquelles des paiements REDD peuvent être demandés.

Les arguments en faveur de ces ajouts sont variables. Parmi les justifications les plus courantes, il y a le fait que les arbres absorbent du carbone au cours de leur croissance et que la plantation de nombreux arbres devrait donc être bénéfique pour le climat<sup>9</sup>. Par ailleurs les sociétés d'exploitation forestière ont besoin d'argent supplémentaire pour pouvoir se permettre d'exploiter avec plus de précautions et de pratiquer une « **exploitation sélective** » en accordant une attention accrue au climat.

L'argument en faveur de l'ajout de la conservation à la liste est encore plus problématique. Pour que ceux qui protègent déjà les forêts puissent bénéficier du financement REDD, ils doivent accepter l'un des récits suivants : **1** certaines de leurs activités (**culture itinérante**, généralement) nuisent à la forêt et ils devront arrêter ou modifier ces activités en échange de l'argent de la REDD. Ou, **2** leur forêt est menacée par des intrus qui empiètent sur leur territoire. Cette intrusion et la déforestation qui en résulte ne peuvent être traitées que grâce à l'argent REDD ; sans la REDD, ceux qui protégeaient la forêt n'auraient pas assez de fonds pour arrêter la déforestation.

Ces récits renforcent la fausse perception que les populations forestières sont à l'origine de la déforestation, ou bien elles exonèrent l'État de son obligation d'empêcher la destruction des forêts ou les intrusions dans les territoires des peuples autochtones. Le second récit fait abstraction du fait que dans de nombreux pays, la protection des territoires autochtones contre l'intrusion est une obligation légale des autorités étatiques. La REDD transfère cette responsabilité aux peuples forestiers dont les forêts sont envahies.

- Le changement suivant a entraîné la création des dénominations **paysage REDD+** et **REDD+ juridictionnelle**. L'argument était que la REDD+ devait couvrir des zones plus vastes sans se limiter à des projets individuels. Des programmes REDD couvrant des régions entières, des provinces ou des États-nations entiers étaient désormais jugés nécessaires pour réduire la déforestation. Sinon, la destruction pourrait tout simplement se déplacer au-delà des limites du projet REDD. L'Accord de Paris de 2016 sur le changement climatique, sous l'égide de l'ONU, fait référence à cette version de la REDD. Comme de nombreuses zones forestières différentes, sous différents régimes d'occupation et de propriété, sont concernées, les gouvernements assument la responsabilité de comptabiliser les changements dans le volume de carbone stocké

dans les forêts auxquelles s'applique la REDD+ juridictionnelle. Les comptes carbone des projets REDD+ individuels doivent être intégrés d'une manière ou d'une autre dans le bilan national ou provincial du carbone forestier du gouvernement. Le Fonds BioCarbone de la Banque mondiale a lancé des initiatives de ce type. Dans ce qu'on appelle le marché volontaire du carbone, les projets REDD individuels continuent de dominer, même si ces projets sont censés être intégrés d'une manière ou d'une autre dans les plans de REDD+ juridictionnelle. Il reste difficile de savoir comment et quand cela se produira, et ce que cela signifiera pour les projets REDD individuels.

- Le nom REDD n'a jamais bien fonctionné pour les services de relations publiques ; le terme était trop long, trop technique, trop difficile à expliquer, trop lourd à traduire dans d'autres langues. Avec l'opposition croissante à la REDD et les défauts de conception de la REDD devenant de plus en plus apparents, les grandes ONG de conservation ont commencé à promouvoir REDD sous un autre nom : les **Solutions fondées sur la nature (SFN)** ou **Solutions climatiques naturelles**<sup>10</sup>.

- La **REDD autochtone** était une concession à la pression des peuples autochtones, rappelant à ceux qui avaient promu la REDD que c'était la résistance des peuples autochtones à la destruction des forêts et à la démarcation des territoires autochtones qui maintenait les forêts sur pied en de nombreux endroits. Cette proposition est apparue après que la conservation est devenue une activité éligible dans le cadre de REDD. La démarcation et la reconnaissance légale des territoires autochtones ont été une demande fondamentale des peuples autochtones pour s'engager dans la REDD autochtone. Dans la plupart des cas, cette promesse n'a pas encore été tenue<sup>11</sup>.

## Qui a eu l'idée de la REDD et qui en fait la promotion ?

Les discussions remontent au début des pourparlers climatiques de l'ONU. Les projets qui prétendent réduire les émissions en évitant la déforestation (les entreprises d'huile de palme ou de soja qui ne défrichent pas les forêts pour étendre leurs plantations, par exemple) ont été exclus du commerce du carbone dans le cadre du protocole de Kyoto de l'ONU en 1997. Les négociateurs sur le climat ont donné quatre raisons principales à cette décision : **1** ces projets généreraient tellement de crédits carbone qu'ils « inonderaient le marché » et feraient baisser le prix des crédits carbone ; **2** les forêts peuvent brûler, et lorsque cela arrive, la compensation des émissions de carbone fossile est perdue (la formulation utilisée dans le débat à l'époque était que le stockage du carbone dans les forêts n'avait pas la permanence nécessaire pour permettre la compensation des émissions de carbone fossile) ; **3** le ralentissement de la déforestation dans la zone limitée d'un projet de compensation du carbone forestier n'empêche pas les destructeurs de forêts de tout simplement poursuivre leurs activités destructrices ailleurs ; et **4** il n'existe aucun moyen direct de mesurer la quantité de carbone stockée dans une forêt, par conséquent les chiffres sont très peu fiables et les calculs ont révélé de grandes variations et des inexactitudes.

Des ONG internationales de conservation comme Environmental Defence et Nature Conservancy et des *think tanks* comme le World Resources Institute (WRI) avaient mené une campagne soutenue pour que les projets de compensation forestière soient inclus dans le mécanisme d'échange de carbone du Protocole de Kyoto. Ils ont poursuivi

leurs campagnes et en 2005, la « Coalition for Rainforest Nations », par l'intermédiaire de représentants des gouvernements de Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Costa Rica, a réintroduit l'idée dans les négociations climatiques de l'ONU sous le nom de RED (réduction des émissions dues à la déforestation, voir ci-dessus). Cette coalition est souvent décrite à tort comme une coalition de nations de la forêt tropicale alors que son nom correct « Coalition for Rainforest Nations » (« Coalition pour les nations de la forêt tropicale » révèle sa véritable nature d'ONG. Elle a été créée par deux diplômés de la Columbia Business School des États-Unis et d'Italie, dont l'un a grandi en Papouasie-Nouvelle-Guinée et a régulièrement fait partie de la délégation du pays aux conférences de l'ONU sur le climat.

Soutenue par les gouvernements de pays industrialisés comme la Norvège, l'Allemagne et le Royaume-Uni, cette « Coalition for Rainforest Nations » a joué un rôle clé dans l'enracinement solide de la REDD dans les négociations climatiques de l'ONU à Bali, en Indonésie, en 2007. La même année, la Banque mondiale a lancé le **Fonds de Partenariat Pour le Carbone Forestier (FCPF)**, avec l'intention de « relancer un marché du carbone forestier »<sup>12</sup>. Plus tard, elle a également lancé le **Fonds Biocarbone** et le **Programme d'investissement Forestier (FIP)**. Avec des initiatives telles que le programme REDD Early Movers (REM) du gouvernement allemand et l'**Initiative Internationale Norvégienne pour le Climat et les Forêts (NICFI)** du gouvernement norvégien, ces programmes ont été le fer de lance de la REDD+ dans de nombreux pays du Sud.

Même si les arguments en faveur de la non-inclusion du carbone forestier dans les mécanismes de compensation du protocole de Kyoto sont restés inchangés, la REDD s'est imposée comme un outil de politique forestière internationale. Soutenue par un large éventail de programmes de financement gouvernementaux et philanthropiques, un tout nouveau secteur est apparu. Il comprenait des consultants, des sociétés de projets REDD comme Wildlife Works Carbon, des normes de **certification** comme les normes CCBS (Climate, Community and Biodiversity Standards) et des agents commerciaux spécialisés pour les projets REDD. Dans la mesure où des emplois et des carrières sont désormais liés à la REDD, il est peu probable que ce groupe de partisans de REDD ait pour priorité de mettre en doute l'efficacité et la pertinence du concept.

## Et l'argent promis par la REDD ?

Le financement de la REDD provient principalement de quatre sources. La plupart des fonds proviennent des gouvernements, directement et par l'intermédiaire d'entités telles que la Banque mondiale et le Fonds vert pour le climat<sup>13</sup>. Les organisations philanthropiques et les entreprises intéressées par l'achat de crédits carbone ont financé des projets REDD individuels et des organisations faisant la promotion de la REDD.

La Banque mondiale et d'autres initiatives REDD bilatérales ont utilisé leur « assistance technique » pour superviser la préparation de « bases de référence » pour les émissions dues à la déforestation et le stockage du carbone dans les arbres, ainsi que la mise en place de systèmes de mesure, notification et vérification (MRV) des mouvements de carbone forestier. Ils ont également préparé l'inclusion des secteurs dans les systèmes de comptabilisation et d'échange de carbone et ont mis en œuvre les changements juridiques nécessaires pour permettre la participation des pays du Sud aux marchés du carbone dans le cadre de l'Accord de Paris des Nations Unies ou d'autres systèmes internationaux

d'échange de carbone tels que le système CORSIA de l'industrie aéronautique<sup>14</sup>.

La Banque mondiale, en particulier, a également utilisé des initiatives REDD telles que le **Programme d'Investissement Forestier (FIP)**, le **Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF)**<sup>15</sup> ou l'**Initiative pour des Paysages Forestiers Durables (ISFL)** du Fonds biocarbone pour ouvrir davantage les économies du Sud aux marchés du carbone et des matières premières agricoles. L'ISFL, par exemple, fait intervenir des activités dans cinq pays (Éthiopie, Zambie, Indonésie, Colombie et Mexique). Son impact sur les politiques nationales qui affectent l'agriculture paysanne peut être durable et préparer le terrain pour une intégration progressive de l'agriculture paysanne dans l'agriculture industrielle. Le Fonds biocarbone ne fait pas mystère de l'objectif de l'initiative : créer des programmes pilotes qui permettent aux pays et au secteur privé « d'adopter des changements dans la façon dont les agriculteurs travaillent sur le terrain »<sup>16</sup>. Même si ces programmes vendent finalement peu de crédits carbone, ils pousseront encore un peu plus l'agriculture paysanne vers la production agro-industrielle et fragiliseront les pratiques culturelles traditionnelles telles que la **culture itinérante** et l'utilisation de **feux** contrôlés pour la préparation des sols.

## **Des paiements REDD et des crédits carbone malgré la déforestation croissante. Comment est-ce possible ?**

En 2019, le Fonds vert pour le climat a versé 96,5 millions de dollars au gouvernement de Jair Bolsonaro au Brésil pour avoir prétendument réduit la déforestation ; depuis 2015, le programme REDD Early Movers du gouvernement allemand a transféré des millions de dollars en paiements de « performance » REDD+ aux gouvernements des États brésiliens d'Acre (25 millions d'euros/28 millions de dollars) et du Mato Grosso (44 millions d'euros). Cet argent a été versé alors même que la déforestation a augmenté dans les deux États depuis l'introduction de la REDD.

Il n'est pas rare que de l'argent soit versé dans le cadre de la REDD, alors que la déforestation est en augmentation dans la zone du programme ou du projet REDD. Cela est lié à la façon dont le « succès » est défini dans le cadre de la REDD. Dans le cas du Fonds vert pour le climat et des paiements REDD Early Movers, les gouvernements concernés ont convenu que les paiements REDD seraient effectués tant que la déforestation réelle resterait inférieure au taux de déforestation moyen pendant une certaine période dans le passé. Dans le cas des États brésiliens d'Acre et du Mato Grosso, les années de pointe de la déforestation, 2004 et 2005, ont été incluses dans le calcul. La déforestation avait chuté de façon radicale après ces années en raison des mesures prises par le gouvernement brésilien pour réduire la déforestation, avant même l'existence de REDD. Parmi ces mesures figuraient la démarcation des territoires des peuples autochtones et des contrôles réguliers et des amendes pour ceux qui détruisaient illégalement la forêt. Lorsque la REDD a été introduite, la démarcation et l'application de la loi ont été remplacées par la logique d'incitations financières sur laquelle repose la REDD. Résultat : la déforestation a repris de plus belle.

Pourquoi les fonds REDD sont-ils encore versés dans ce type de cas ? Parce que la période de référence a été choisie de manière à faire apparaître une déforestation passée très élevée. Par conséquent, même des augmentations massives de la déforestation après l'introduction de la REDD sont considérées comme un succès de la REDD : comme la déforestation était beaucoup plus élevée à un moment donné dans le passé, la déforestation actuelle – même si elle augmente – est inférieure à ce qu'elle aurait pu être sans la REDD.

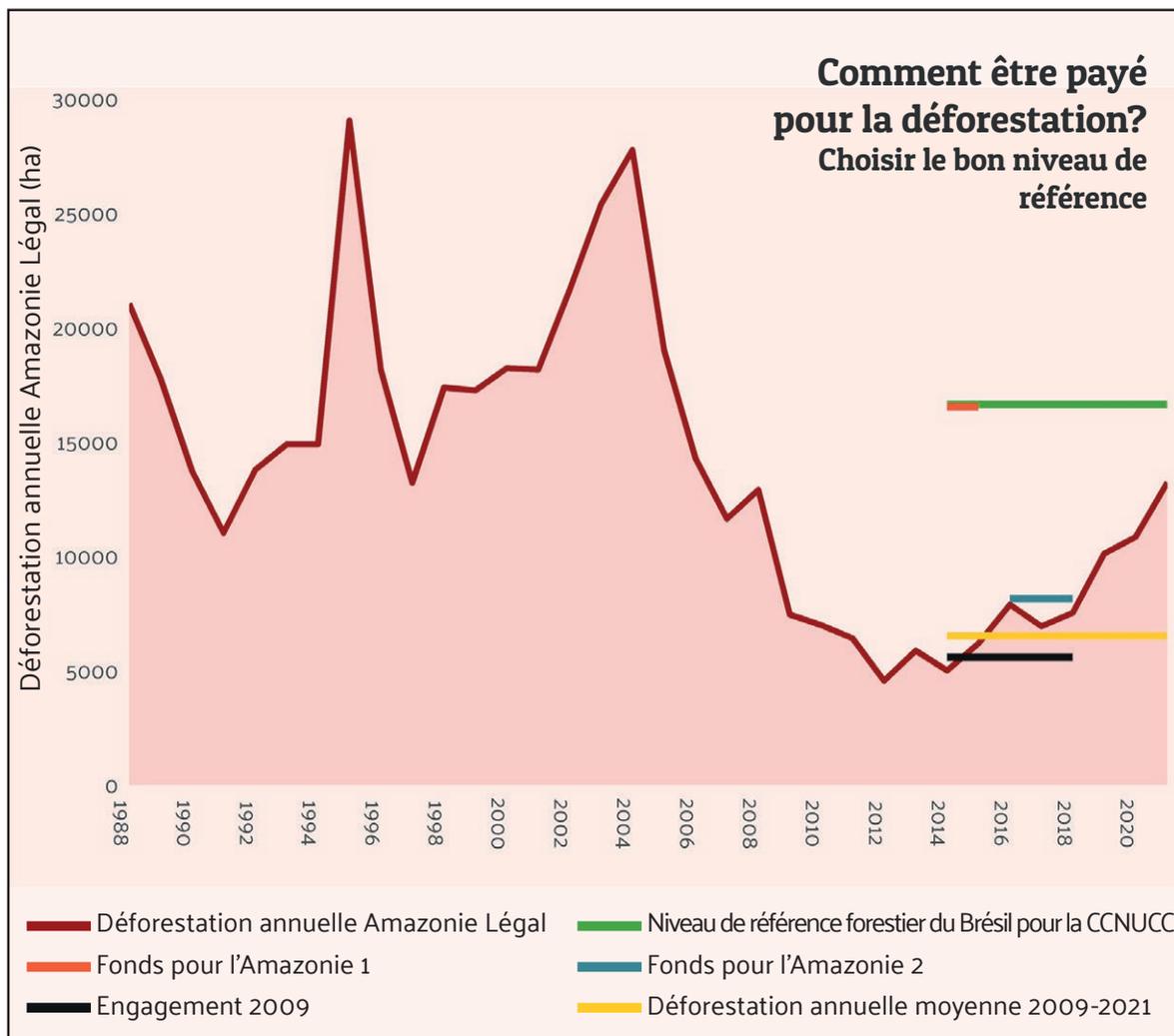
L'image suivante montre comment le montant du paiement REDD dépend des chiffres de référence négociés plutôt que de ce qui se passe réellement dans les forêts. La ligne vert foncé indique la déforestation réelle en Amazonie brésilienne. Les barres colorées entre 2014 et 2018 montrent différents chiffres de référence qui ont été négociés par le gouvernement brésilien dans le cadre de différentes initiatives REDD. Bien que le gouvernement n'ait pas respecté son propre engagement de 2009 de réduire la déforestation, il était toujours éligible au financement REDD. Le montant du financement REDD reçu dépendait moins de la déforestation réelle que de la différence entre la déforestation réelle et le chiffre de référence négocié (la ligne rouge) : Plus la déforestation était supposée élevée en fonction du chiffre de référence, plus la somme versée dans le cadre de la REDD était importante – même si la déforestation était en hausse.

Ces paiements de REDD+ juridictionnelle se basent sur le passé pour établir un niveau de référence (exagéré). Les projets REDD+ individuels utilisent une méthode encore plus douteuse : Ils comparent la déforestation réelle au sein du projet avec le récit fictif de l'ampleur de la déforestation *qui se serait produite* sans le projet REDD. Plusieurs rapports ont révélé comment cette méthode a conduit à une exagération flagrante des prétendues réductions d'émissions<sup>17</sup>.

Pour ne rien arranger, REDD inclut une incitation perverse intégrée pour exagérer la destruction de la forêt qui se serait produite sans le projet REDD : **Plus la destruction hypothétique est importante, plus la différence entre la déforestation réelle et ce qui se serait produit selon le porteur du projet est grande. Et c'est cette différence qui est transformée en crédits carbone que le projet peut vendre.** De nombreux projets REDD existants, sinon la plupart, sont basés sur des affirmations invraisemblables selon lesquelles les forêts allaient être détruites sans le projet REDD<sup>18</sup>.

Un exemple de cette situation est donné par un projet REDD géré par la plus grande ONG mondiale de conservation, The Nature Conservancy (TNC). Le récit REDD développé par TNC est que, sans le projet, TNC allait exploiter la forêt et extraire le bois le plus précieux dans les années à venir. C'est très peu plausible, notamment parce que deux décennies plus tôt, TNC avait mené une campagne de financement réussie pour acheter le terrain. Lors de la campagne de financement, TNC avait fait valoir que l'achat de la forêt la protégerait de la menace de l'exploitation forestière<sup>19</sup>.

**Il n'est pas rare que de l'argent soit versé dans le cadre de la REDD, alors que la déforestation est en augmentation dans la zone du programme ou du projet REDD**



La déforestation de l'Amazonie brésilienne pourrait doubler dans le cadre du choix du niveau de référence FP100 proposé par le PNUD et continuer à générer des « paiements REDD basés sur les résultats »

(a) *FREL* Niveau de référence des forêts brésiliennes CCNUCC. (Base de conversion en tonnes de CO<sub>2</sub> mises en avant comme résultat d'atténuation dans la proposition du PNUD pour l'appel d'offres du programme pilote du FVC sur le paiement REDD+ basé sur les résultats) : Moyenne 1996-2010 : 16 640 km<sup>2</sup>.

(b) Niveau de référence du *Fonds pour l'Amazonie 1* brésilien pour les paiements 2011-2015 : Moyenne 2001-2010 : 16 540 km<sup>2</sup>

(c) Niveau de référence du *Fonds pour l'Amazonie 2* brésilien pour les paiements 2016-2020 : Moyenne 2006-2015 : 8 150 km<sup>2</sup>

(d) Engagement du gouvernement brésilien de 2009 à réduire la déforestation en Amazonie de 80 % d'ici 2020, par rapport à la moyenne de 1996-2005 : 3 925 km<sup>2</sup>

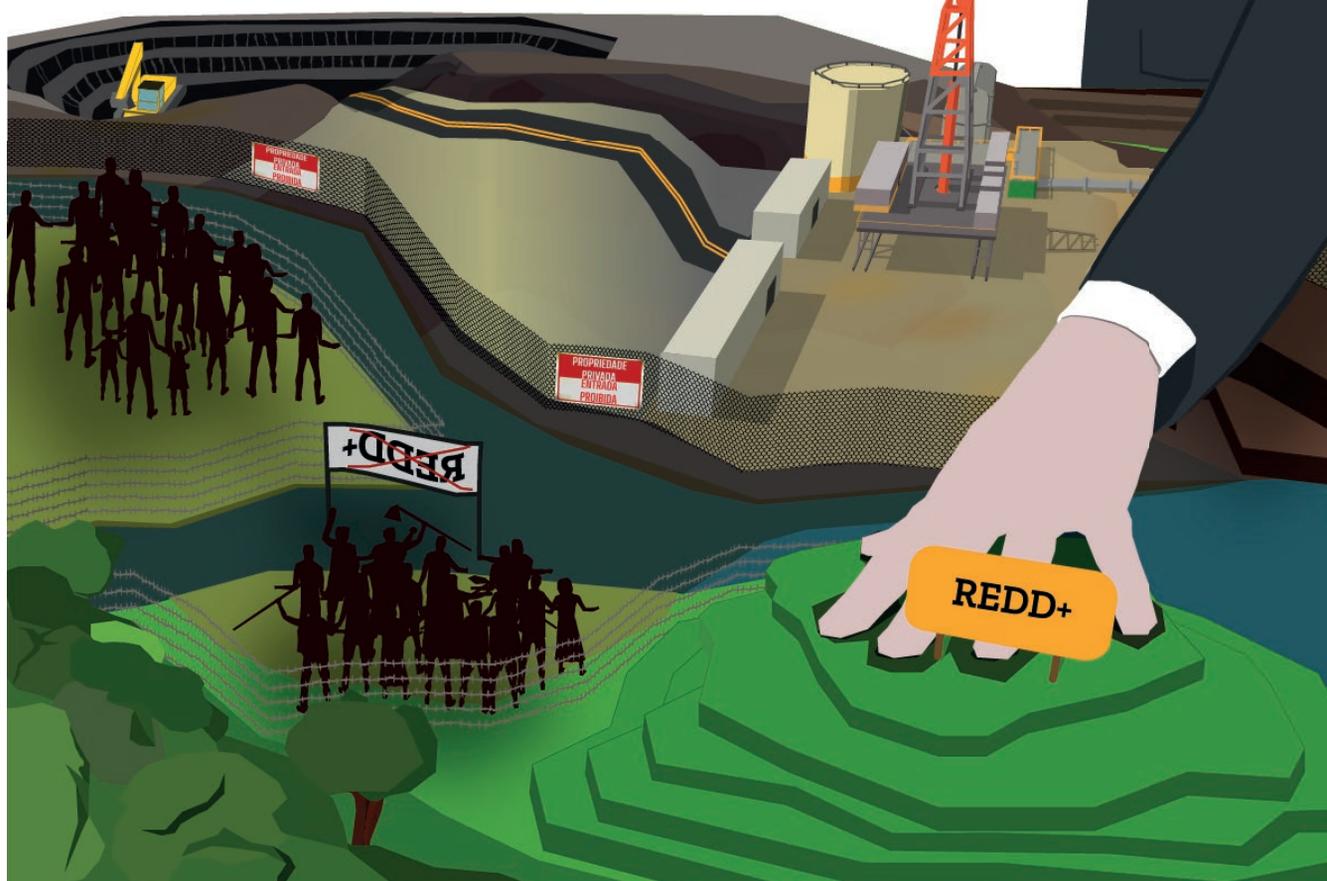
## La REDD comme outil pour accroître le contrôle sur les terres utilisées par les populations forestières

Les conflits causés par les projets REDD et leur impact négatif sur les populations forestières ont été largement documentés<sup>20</sup>. Ces conflits surviennent fréquemment lorsque des projets sont mis en place sur des terres dont la propriété est contestée. Des conflits surviennent, par exemple, lorsque le projet REDD impose des restrictions sur l'utilisation des terres à l'intérieur de la zone du projet. Ceux qui imposent les restrictions ont tendance à ne pas tenir compte du fait que leur revendication sur ces terres peut être contestée et que les peuples forestiers utilisent depuis longtemps le territoire désormais déclaré projet REDD<sup>21</sup>.

Les restrictions comprennent souvent l'interdiction de ramasser du bois de

chauffage et des pratiques agricoles utilisant le **feu**. Les familles touchées par les projets REDD ont également mentionné des restrictions d'accès et la confiscation de leur bétail, par exemple lorsque le projet REDD ne permet plus aux gens d'utiliser les terres qui leur étaient auparavant accessibles comme pâturages pour leurs animaux. Les conflits homme-faune ont également augmenté. Les familles impactées par le projet REDD du corridor de Kasigau au Kenya, par exemple, ont indiqué que leurs cultures sont fréquemment détruites par les éléphants sans compensation adéquate du projet REDD ou du parc national voisin. Chacun prétend que les éléphants sont de la responsabilité des autres, les communautés se retrouvant prises entre deux feux, sans compensation pour leurs récoltes détruites.

La REDD a également permis aux gouvernements et aux ONG de conservation de justifier plus facilement des programmes restreignant des pratiques telles que la **culture itinérante sur brûlis** (« slash-and-burn »). Bon nombre de ces initiatives imposent des changements qui renforcent la dépendance des pratiques agricoles des populations forestières et des paysans aux technologies et introduisent des méthodes agricoles contrôlées par les grandes entreprises. Elles peuvent promouvoir des pratiques qui reposent sur l'utilisation d'engrais et de semences spécialisées, contrôlées par les entreprises, pour soi-disant augmenter le rendement par hectare (l'argument étant que les populations forestières défricheront moins de terres). Cela permet aux entreprises, aux consultants et aux



organismes d'État d'accroître le contrôle sur les terres utilisées par les populations forestières et d'intégrer davantage l'agriculture paysanne aux marchés mondialisés des produits alimentaires. La REDD contribue ainsi à ce que les paysans et les populations forestières perdent leur autonomie, leurs connaissances et leur culture ancestrales sur leurs terres et leurs espaces de vie.

De nombreux projets REDD utilisent également des drones et des caméras pour surveiller qui utilise les terres et comment les zones du projet REDD sont utilisées<sup>22</sup>. Parfois, cette surveillance est présentée comme quelque chose de positif, un moyen de repérer les intrus qui détruisent illégalement les forêts à l'intérieur des territoires des peuples autochtones, par exemple. Mais ce type de contrôle n'est-il pas un moyen de contrôler comment, où et quand une communauté utilise son territoire, en particulier dans les zones où les droits fonciers sont contestés ? Les populations forestières se verront-elles infliger une amende si des images prises par drone dans le cadre du projet REDD montrent qu'elles ont coupé des arbres sur leur territoire, par exemple pour la construction d'une maison communautaire ? Les développeurs de projets et les consultants REDD auront-ils la possibilité de collecter des informations cruciales à partir des équipements de cartographie numérique qu'ils fournissent aux membres de la communauté impliqués dans une activité REDD ? Qui contrôle ces informations ?

Qu'elle soit centrée sur les pratiques agricoles des communautés forestières ou sur leur utilisation de la forêt, dans sa mise en œuvre effective, la REDD a eu tendance à mettre en péril l'autonomie et la souveraineté alimentaire des communautés d'une manière ou d'une autre. Elle a également accru l'influence des gestionnaires et des consultants du projet REDD sur l'utilisation des terres dans les forêts situées à l'intérieur du projet REDD. En attribuant une valeur financière aux arbres en tant que réservoirs de carbone, la REDD (et plus largement les « solutions fondées sur la nature ») a également renforcé l'accaparement des terres comme moyen de tirer profit de la nouvelle valeur carbone des terres<sup>23</sup>.

## La REDD comme facteur du chaos climatique

En s'avérant une excuse commode pour retarder la fin de l'utilisation des combustibles fossiles, la REDD favorise en fait la poursuite et l'expansion de l'utilisation des combustibles fossiles. Dans un contexte de pression croissante sur les entreprises pour qu'elles montrent qu'elles « prennent des mesures pour réduire leur impact sur le climat », beaucoup d'entre elles se présentent comme de fervents défenseurs des forêts. Des compagnies pétrolières comme Eni et Shell écrivent sur leur « engagement à protéger et à conserver les forêts » (Eni) et comment « les solutions fondées sur la nature peuvent apporter une grande contribution à l'ambition de Shell d'être une entreprise énergétique **zéro émission nette** d'ici 2050, ou plus tôt ». (Shell)

Pourtant, ces mêmes entreprises n'affichent pas le même enthousiasme pour s'engager à « protéger et conserver » les réserves **souterraines** de carbone qu'elles continuent de détruire pour extraire le pétrole, le charbon et le gaz. Où

est l'engagement pour mettre fin à cette destruction qui est la principale cause du dérèglement climatique ?

Un article de REDD-Monitor de décembre 2020 résume les raisons pour lesquelles des entreprises comme Eni, Shell et bien d'autres sont si enthousiastes à l'égard des forêts, de la REDD et des « solutions fondées sur la nature » ou des solutions climatiques naturelles : « Les grands pollueurs les adorent parce qu'elles leur permettent de continuer à faire des affaires comme d'habitude. Une série de sociétés pétrolières et gazières, dont Shell, BP, Total, Gazprom, Eni, Petronas, PetroChina et Occidental, ont récemment annoncé des livraisons de gaz naturel liquéfié « neutre en carbone ». Des combustibles fossiles ne peuvent, bien sûr, pas être « neutres en carbone » et les affirmations selon lesquelles les émissions ont été « compensées » en achetant des crédits de carbone sont un pur greenwashing. Les escroqueries climatiques telles que REDD et les solutions climatiques naturelles existent exactement dans ce but. Permettre au secteur des combustibles fossiles de reverdir son image. »<sup>24</sup>

C'est parce qu'il permet ce greenwashing de la poursuite de l'utilisation des combustibles fossiles et l'exploitation économique et la destruction socio-écologique et culturelle inextricablement liées à l'extractivisme des combustibles fossiles que REDD est bien pire qu'un simple échec colossal dans la réduction de la déforestation.

Jutta Kill

Secrétariat international du WRM

**1** Branford, S. & T. Borges (2021). Facebook enabling Amazon land grabbing, deforestation, finds investigation. <https://news.mongabay.com/2021/03/facebook-enabling-amazon-land-grabbing-deforestation-investigation/> and Branford, S. & M. Torres (2017). Crime and not enough punishment: Amazon thieves keep stolen public land. <https://news.mongabay.com/2017/03/crime-and-not-enough-punishment-amazon-thieves-keep-stolen-public-land/> ; voir également, Forest Trends (2014). Consumer Goods and Deforestation. An Analysis of the Extent and Nature of Illegality in Forest Conversion for Agriculture and Timber Plantations. [http://www.forest-trends.org/documents/files/doc\\_4718.pdf](http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_4718.pdf)

**2** Pour des statistiques sur la déforestation en Amazonie brésilienne, voir le projet PRODES du gouvernement brésilien : <http://www.obt.inpe.br/OBT/assuntos/programas/amazonia/prodes> et [http://www.inpe.br/noticias/noticia.php?Cod\\_Noticia=5811](http://www.inpe.br/noticias/noticia.php?Cod_Noticia=5811) ; fpour l'évolution de la déforestation dans des pays particuliers, voir également l'ensemble de données de Global Forest Watch : <https://tinyurl.com/ncseahyh>

**3** Voir par exemple : Song, L. (2019). An even more inconvenient truth. Why carbon credits for forest preservation may be worth than nothing. <https://features.propublica.org/brazil-carbon-offsets/inconvenient-truth-carbon-credits-dont-work-deforestation-redd-acre-cambodia/> ; sur le FCPF de la Banque mondiale, voir REDD-Monitor (2022). . Congo's forest 'emissions reductions programme': Germany, Norway and UK taxpayers paying for nothing, as the World Bank-backed Forest Carbon Partnership Facility produces

only 'hot air' emissions reductions. <https://redd-monitor.org/2022/01/19/congos-forest-emissions-reductions-programme-germany-norway-and-uk-taxpayers-paying-for-nothing-as-the-world-bank-backed-forest-carbon-partnership-facility-produces-only/>; WRM (2019) : REDD+ : Un dispositif fondamentalement vicié. <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/redd-un-dispositif-fondamentalement-vicie>; Milne, S. et al. (2019). Learning From 'Actually Existing' REDD+. <https://www.environmentandsociety.org/mml/learning-actually-existing-redd-synthesis-ethnographic-findings>

**4** Institut allemand d'évaluation du développement (DEval) (2020). Germany's Contribution to the Forest and Climate Protection Programme REDD+. <https://www.deval.org/de/publikationen/germanys-contribution-to-the-forest-and-climate-protection-programme-redd>

**5** Geist, H. and Lambin, E. F. (2002). Proximate causes and underlying driving forces of tropical deforestation. *BioScience*, 52 (2002), 143-150.

**6** REDD and Natural Climate Solutions are a massive distraction from real climate solutions. REDD-Monitor, 14 Décembre 2021. <https://redd-monitor.org/2021/12/14/redd-and-natural-climate-solutions-are-a-massive-distraction-from-real-climate-solutions/>

**7** Lund, J. F. et al. (2016). Promising Change, Delivering Continuity: REDD+ as Conservation Fad. *World Development*. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0305750X15312821> and Svarstad H. & Benjaminsen, T. (2017). Nothing succeeds like success narratives: a case of conservation and development in the time of REDD, *Journal of Eastern African Studies*. [https://www.researchgate.net/publication/318754737\\_Nothing\\_succeeds\\_like\\_success\\_narratives\\_a\\_case\\_of\\_conservation\\_and\\_development\\_in\\_the\\_time\\_of\\_REDD](https://www.researchgate.net/publication/318754737_Nothing_succeeds_like_success_narratives_a_case_of_conservation_and_development_in_the_time_of_REDD)

**8** Voir la conférence 'Carbon Policy is not Climate Policy' par Larry Lohmann qui montre certaines des raisons pour lesquelles cette hypothèse est contestable : <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/carbon-policy-not-climate-policy>

**9** WRM (2020) : Que pourrait-il y avoir de mal à planter des arbres ? <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/que-pourrait-il-y-avoir-de-mal-a-planter-des-arbres>

**10** Counsell, S. (2021). Conservation NGOs Gift Polluters a Massive Land Grab called 'Nature Based Solutions'. In: "Nature-based Solutions": Concealing a Massive Land Robbery. WRM Bulletin 255 – March/April 2021. <https://wrm.org.uy/bulletins/issue-255/>

**11** Voir par exemple une lettre du 25 septembre 2020 de l'AIDSESEP au FCPF : Lettre n° 156-2020-Aidesep. <http://www.aidesep.org.pe/sites/default/files/media/COMUNICADOS/Letter%20N%C2%B0%20156-2020-Aidesep%20about%20PRE.pdf>; Forest Peoples Programme (2021). La realidad de REDD en Peru. Entre el dicho y el hecho. [https://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/11/la-realidad-de-redd-en-peru-entre-el-dicho-y-el-hecho-para-el-sitio-web\\_0.pdf](https://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/11/la-realidad-de-redd-en-peru-entre-el-dicho-y-el-hecho-para-el-sitio-web_0.pdf) and Rights and Resources Initiative (2018). Mai-Ndombe: Will the REDD+ Laboratory Benefit Indigenous Peoples and Local Communities? <https://rightsandresources.org/publication/mai-ndombe-will-redd-laboratory-benefit-indigenous-peoples-local-communities/>

**12** Forest Carbon Partnership Facility Takes Aim at Deforestation. <https://archive.md/BDXmG>

**13** Coalition mondiale des forêts (2020). 15 years of REDD. Has it been worth the money? <https://globalforestcoalition.org/wp-content/uploads/2020/09/REDD-briefing.pdf> WRM (2019). Un financement mal placé : le soutien du Fonds vert pour le climat à REDD+. <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/un-financement-mal-place-le-soutien-du-fonds-vert-pour-le-climat-a-redd>

**14** Cabello, J. (2013). The World Bank and 'market readiness': A 'carbon bible' for Southern countries. <https://www.twn.my/title2/resurgence/2013/269-270/cover09.htm>

**15** Fern and Forest Peoples Programme (2011). Smoke and Mirrors: A critical assessment of the Forest Carbon Partnership Facility. <https://redd-monitor.org/2011/03/15/smoke-and-mirrors-a-critical-assessment-of-the-forest-carbon-partnership-facility/>

**16** <https://www.biocarbonfund-isfl.org/> et [https://www.biocarbonfund-isfl.org/sites/isfl/files/2020-04/ISFL%20CSO%20Briefing\\_June%202016.pdf](https://www.biocarbonfund-isfl.org/sites/isfl/files/2020-04/ISFL%20CSO%20Briefing_June%202016.pdf) pour un panorama complet de ceux qui sont impliqués dans les différentes initiatives.

**17** Voir entre autres : Foodwatch (2021). Offsetting: 'climate neutral' through forest protection? Assessment of the 'climate neutral' claims related to the Tambopata-area REDD project in Brazil nut concessions in Madre de Dios, Peru. [https://www.foodwatch.org/fileadmin/-DE/Themen/Windbeutel/Bilder/2021/Dokumente/foodwatch2021\\_Tambopata-offset-project\\_Assessment.pdf](https://www.foodwatch.org/fileadmin/-DE/Themen/Windbeutel/Bilder/2021/Dokumente/foodwatch2021_Tambopata-offset-project_Assessment.pdf); West, Th. et al. (2020). Overstated carbon emission reductions from voluntary REDD+ projects in the Brazilian Amazon. PNAS. <https://www.pnas.org/content/117/39/24188>

**18** Outre les rapports mentionnés en **17** et **19**, voir également : REDD-Monitor (2017). Is Wildlife Work's Mai Ndombe REDD+ project "additional"? <https://redd-monitor.org/2017/09/13/is-wildlife-works-mai-ndombe-redd-project-additional/>; Seyller, C. et al. (2016). The 'Virtual Economy' of REDD+ Projects. International Forestry Review. [https://www.researchgate.net/publication/303634286\\_The\\_Virtual\\_Economy\\_of\\_REDD\\_Projects\\_Does\\_Private\\_Certification\\_of\\_REDD\\_Projects\\_Ensure\\_Their\\_Environmental\\_Integrity](https://www.researchgate.net/publication/303634286_The_Virtual_Economy_of_REDD_Projects_Does_Private_Certification_of_REDD_Projects_Ensure_Their_Environmental_Integrity); Mulungu, K. (2021). The Luangwa Community Forests Project (LCFP) in Zambia. A review of the biggest REDD+ project in Africa financed by the Italian oil and gas company ENI. Report commissioned by Greenpeace Italy. [https://www.greenpeace.org/static/planet4-italy-stateless/2021/06/719f406b-gp-lcfp\\_scientific-report\\_english-version-1.pdf](https://www.greenpeace.org/static/planet4-italy-stateless/2021/06/719f406b-gp-lcfp_scientific-report_english-version-1.pdf); REDD-Monitor (2019). Indonesia's Katingan REDD project sells carbon credits to Shell. <https://redd-monitor.org/2019/12/12/indonesias-katingan-redd-project-sells-carbon-credits-to-shell-but-that-doesnt-mean-the-forest-is-protected-its-threatened-by-land-conflicts-fires-and-a-palm-oil-plantation/>.

**19** La plupart des activités REDD+ se trouvent dans les pays du Sud, mais il existe également des projets REDD+ aux États-Unis et au Canada. Voir par exemple, Ben Elgin (2020). These Trees Are Not What They Seem. How the Nature Conservancy, the world's biggest environmental group, became a dealer of meaningless carbon offsets. Bloomberg Green. <https://www.bloomberg.com/features/2020-nature-conservancy-carbon-offsets-trees/>

**20** Parmi les projets REDD+ qui ont provoqué des conflits figurent le projet REDD

du corridor de Kasigau au Kenya, les projets REDD de la Chaîne des Cardamomes au Cambodge, les projets REDD+ d'Alto Mayo, Cordillera Azul et Tambopata au Pérou, les projets REDD de Russas et Valparaiso au Brésil, le projet Katingan REDD+ en Indonésie, les projets Mai Ndombe REDD en République démocratique du Congo. REDD-Monitor a publié des articles sur tous ces projets. [www.redd-monitor.org](http://www.redd-monitor.org). Voir également : Nel, A (2017). Contested carbon: Carbon forestry as a speculatively virtual, falteringly material and disputed territorial assemblage. *Geoforum* 81: 144-152; Flynn, G. (2021). REDD+ Projects Still Struggling to Live up to Expectations in Cambodia. <https://cambodianess.com/article/redd-projects-still-struggling-to-live-up-to-expectations-in-cambodia>

**21** Voir par exemple REDD-Monitor (2021).. Indigenous Kichwa community takes the Peruvian State and Cordillera Azul National Park to court. <https://redd-monitor.org/2021/07/02/indigenous-kichwa-community-takes-the-peruvian-state-and-cordillera-azul-national-park-to-court/> et Comunidad Kichwa Puerto Franco se reúne con representantes del Parque Nacional Cordillera Azul y exige que respeten sus derechos. <https://www.idl.org.pe/comunidad-kichwa-puerto-franco-se-reune-con-representantes-del-parque-nacional-cordillera-azul-y-exige-que-respeten-sus-derechos/>

**22** Basta! & Amis de la Terre (2013): <http://www.bastamag.net/Avec-Air-France-compenser-les> ; Vidéo : <https://vimeo.com/69531685> ; En anglais : "REDD+ in Madagascar: You Can't See the Wood for the Carbon": <http://vimeo.com/79770272>

**23** BBC News Brésil (2021) : Documentário: BBC revela venda ilegal de terras na Amazônia pelo Facebook.

**24** <https://redd-monitor.org/2021/12/14/redd-and-natural-climate-solutions-are-a-massive-distraction-from-real-climate-solutions/>

Extraction de pétrole en Amazonie équatorienne.  
Photo : Équateur sans pétrole



## **Le carbone est-il le même, quelle que soit son origine ? Carbone fossile, violence et pouvoir**

---

**L'hypothèse sur laquelle repose la REDD est un dangereux mensonge : l'idée est que l'impact climatique du carbone est le même, qu'il s'agisse du carbone libéré par la végétation (« carbone biotique ») ou de celui qui est libéré par l'extraction du pétrole, du gaz ou du charbon (« carbone fossile »). Cette hypothèse occulte le fait que c'est la combustion du « carbone fossile » qui est à l'origine du changement climatique. Elle dissimule aussi la violence, les destructions et les abus qui sont à la base des empires des combustibles fossiles. Alors, quelles sont exactement les différences et pourquoi sont-elles si importantes ?**

Les scientifiques et les décideurs conventionnels ont largement souscrit à l'idée que l'impact climatique du **carbone** est le même... qu'il s'agisse du **carbone** libéré par la végétation ou du **carbone** libéré par l'extraction du pétrole, du gaz ou du charbon. C'est l'une des hypothèses fondamentales qui sous-tendent les marchés du carbone, REDD+, les « **émissions nettes zéro** », la « déforestation nette zéro » et désormais aussi les « solutions fondées sur la nature ». Fondamentalement, sans l'hypothèse selon laquelle les émissions provenant de différentes sources ont le

même impact sur le climat, il serait impossible de mettre en place des **compensations carbone**.

Quelle que soit sa source, lorsque le **carbone** entre en contact avec l'oxygène, il se transforme en dioxyde de carbone gazeux. Et il est également vrai que l'accumulation excessive de dioxyde de carbone dans l'atmosphère déséquilibre le climat. Au-delà de son impact sur le climat, cette suraccumulation de dioxyde de carbone est également liée à des histoires de violence, de pouvoir et de spoliation.

Dans le contexte du chaos climatique actuel, prétendre que l'impact climatique du **carbone** est le même, quelle que soit son origine, est un dangereux mensonge.

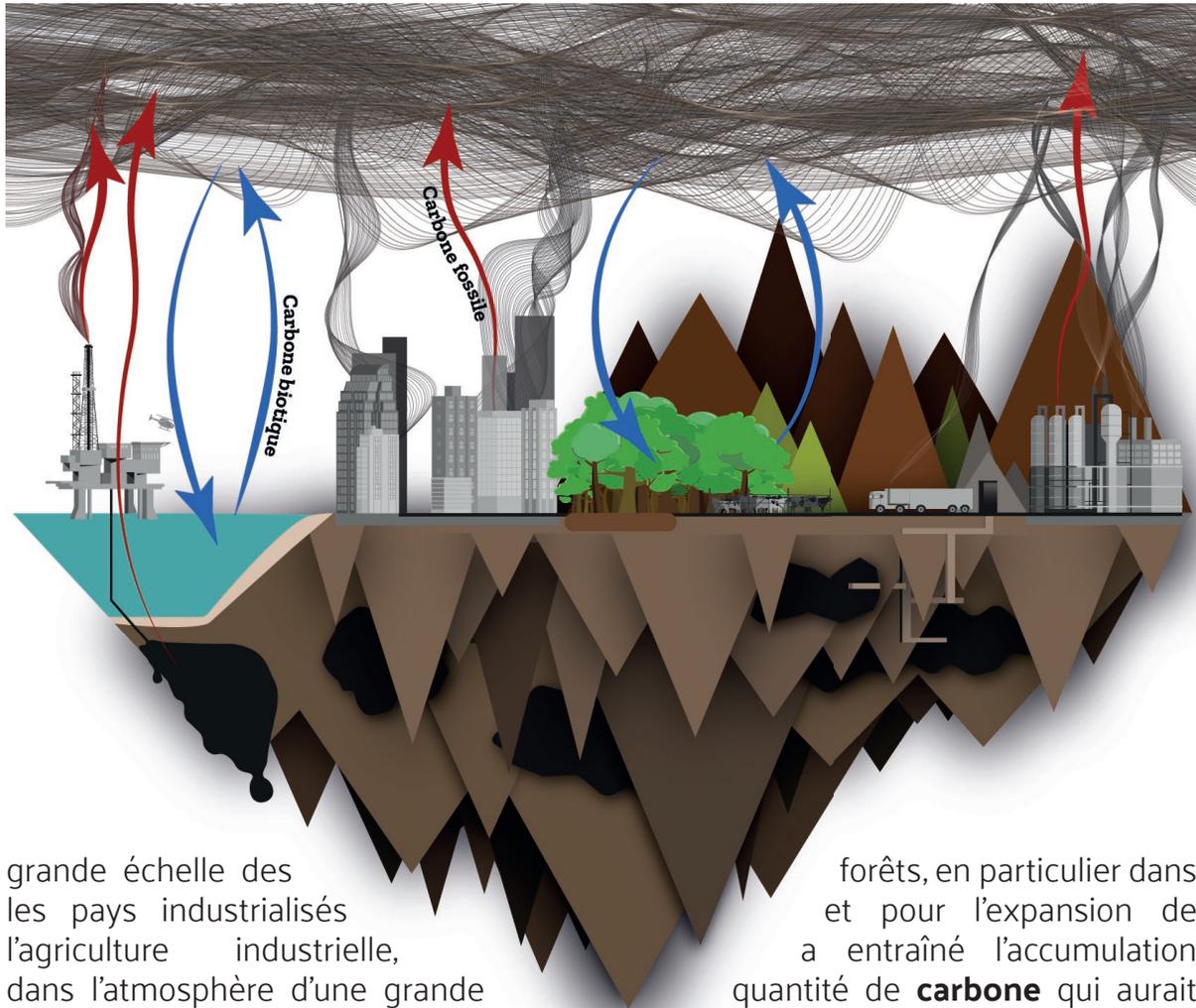
Pourquoi tant de gens, y compris des scientifiques comme ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), continuent-ils d'insister sur le fait qu'il n'y a pas de différence entre l'impact climatique du carbone qui est présent au-dessus du sol et celui qui est libéré lors de l'extraction du pétrole, du charbon et du gaz du sol ?

Il est bien sûr plus facile et plus commode de supposer que l'impact climatique du carbone est le même, quelle que soit l'origine de ce dernier. C'est le fondement de l'affirmation selon laquelle les gaz à effet de serre provenant de différentes sources (usines, raffineries, utilisation des terres, transport, production de ciment, production d'énergie, etc.) et même différents gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane et autres gaz liés à la production industrielle), ont le même impact sur le climat et selon laquelle, par conséquent, les dommages causés par les émissions d'une source peuvent être compensés en réduisant les émissions d'une autre. C'est pourquoi les scientifiques qui conseillent les négociations de l'ONU sur le climat ont converti les différents gaz à l'origine du changement climatique en unités équivalentes de dioxyde de carbone ou CO<sub>2</sub>éq. Cette équivalence est une condition préalable à la compensation. Mais l'impact climatique du **carbone** n'est pas le même, quelle que soit sa source. Prétendre que c'est le cas revient à dissimuler les histoires violentes, les conflits et l'oppression liés à l'extraction du **carbone** dans la plupart des régions du monde.

Il est essentiel de reconnaître que l'impact climatique de la libération du **carbone** qui a été emprisonné sous terre pendant des millions d'années et qui est maintenant brûlé sous forme de pétrole, de gaz ou de charbon en grandes quantités sur une courte période, est différent de l'impact résultant du cycle du carbone à évolution rapide au cours duquel est libérée une partie du carbone temporairement stocké au-dessus du sol, dans les arbres par exemple.

### **Et pourquoi cette différence est-elle si importante ?**

Le carbone qui circule dans l'air, les océans, la végétation et les sols (au-dessus de la surface) est souvent appelé **carbone biotique**. Il peut être stocké temporairement dans n'importe lequel de ces endroits, y compris dans la végétation, comme les arbres. À partir de là, ce **carbone biotique** peut facilement être libéré naturellement à l'occasion d'incendies, de tempêtes ou d'invasions d'insectes, pour ne citer que quelques exemples importants. Pourtant, la destruction historique à



grande échelle des les pays industrialisés l'agriculture industrielle, dans l'atmosphère d'une grande pu être autrement stockée dans déforestation ont créé un déséquilibre dans le cycle du **carbone biotique** : une trop grande quantité de **carbone biotique** s'accumule dans l'atmosphère sous forme de dioxyde de carbone. Il vient s'ajouter au dioxyde de carbone qui s'est accumulé dans l'atmosphère en raison de la combustion de combustibles fossiles.

forêts, en particulier dans et pour l'expansion de a entraîné l'accumulation quantité de **carbone** qui aurait les forêts. Le défrichage et la

Pour brûler des combustibles fossiles, des anciens gisements de **carbone fossile** qui sont conservés sous terre depuis des millions d'années doivent être détruits. Ces dépôts souterrains sont constitués de restes de végétaux qui ont poussé il y a des millions d'années. Le processus qui a transformé la végétation en **carbone fossile** a nécessité de très longues durées et des niveaux énormes de pression et de chaleur, ce qui a entraîné une concentration extrême du carbone. Cette forte concentration de carbone dans les gisements souterrains de **carbone fossile** en fait un vecteur d'énergie très puissant. De petites quantités de **carbone fossile** contiennent beaucoup d'énergie par rapport à celle qui était contenue dans le bois ou le charbon de bois.

Pour transformer le **carbone fossile** en essence, diesel et charbon, l'être humain a besoin de grosses machines pour creuser et extraire le carbone de ces gisements souterrains. Lorsque ce **carbone fossile**, qui a été conservé hors de l'atmosphère pendant des millions d'années, est brûlé comme combustible fossile, il reste en surface pendant un temps très long.

**Dans le contexte du chaos climatique actuel, prétendre que l'impact climatique du carbone est le même, quelle que soit son origine, est un dangereux mensonge.**

La végétation, les océans et les sols de la planète ne peuvent absorber qu'une partie de cet excès ; et ils ne sont certainement pas capables d'en absorber suffisamment ni assez rapidement, pour réguler le déséquilibre du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère terrestre. En conséquence, une grande partie de cet excès de **carbone fossile** s'accumule dans l'atmosphère, où il a un impact sur le climat mondial.

La plupart des scientifiques reconnaissent maintenant que la combustion du **carbone fossile** est à l'origine du changement climatique. Pourtant, dans leurs discussions et leurs recommandations politiques, ils traitent le **carbone fossile et le carbone biotique** comme s'ils avaient tous deux le même impact sur le climat. En conséquence, le débat sur le climat se concentre sur l'équivalence des gaz à effet de serre dans l'atmosphère plutôt que sur la nécessité d'empêcher que davantage de **carbone fossile** ne quitte les gisements souterrains où il est stocké.

Cette situation est très problématique. En promouvant l'hypothèse erronée selon laquelle le **carbone** est le même partout, les scientifiques et les décideurs politiques minimisent radicalement la contribution de l'industrie des combustibles fossiles en tant que principale cause du chaos climatique. Et les dégâts vont encore plus loin. Prétendre que le **carbone** est le même, quelle que soit son origine, permet également de dissimuler la violence, la destruction écologique et l'abus de pouvoir qui sont à la base des empires des industries des combustibles fossiles. Cela permet également de propager cette violence et ces abus là où les projets de compensation sont censés stocker une quantité équivalente au **carbone** rejeté.

Ce récit commode d'un « **carbone** identique quelle que soit son origine » a permis aux entreprises de combustibles fossiles et à toutes les industries qui dépendent de ces combustibles de continuer à faire comme si de rien n'était, malgré les presque trois décennies de négociations climatiques de l'ONU. Il a également protégé les bénéficiaires des entreprises et leurs profits financiers, tandis que les slogans « neutre en carbone » ou « **émissions nettes zéro** » légitiment la poursuite des destructions par les entreprises.

## **Demander des comptes à l'industrie des combustibles fossiles !**

Le capitalisme dépend de l'énergie du **carbone fossile**. Les combustibles fossiles sont le moteur et l'ingrédient dont le capitalisme mondialisé d'aujourd'hui est dépendant.

Le chaos climatique est donc une conséquence directe de la destruction constante des gisements de **carbone fossile souterrain** et de leur utilisation comme combustibles fossiles. Le récit qui affirme la fausse équivalence entre le **carbone biotique** et le **carbone fossile** est clairement politique. Il permet à l'industrie des combustibles fossiles et à ses alliés de poursuivre leurs activités très lucratives et destructrices. Cette équivalence donne un exemple supplémentaire de la puissance

de l'industrie des combustibles fossiles qui, au cours des deux derniers siècles, a détruit et militarisé les territoires qu'elle occupe pour extraire, traiter et transporter le **carbone fossile** par d'immenses réseaux d'infrastructures, de pipelines, de routes, de ports et voies navigables, jusqu'aux raffineries polluantes mortelles et aux points chauds de pollution qui les entourent.

Lorsque, par exemple, la compagnie pétrolière Shell prétend faussement compenser le **carbone fossile** qu'elle extrait en créant des plantations d'arbres à grande échelle, elle diffuse au moins trois mensonges : le premier est que le **carbone fossile** peut devenir équivalent au **carbone biotique** et que ses dommages climatiques peuvent être compensés par le stockage temporaire de ce dernier au-dessus du sol. Le deuxième mensonge est que le « problème du changement climatique » est en train d'être traité, alors qu'en réalité les **compensations** permettent de continuer à brûler des combustibles fossiles. Et le troisième est que la « nature » est juste là, vide, pour que les entreprises puissent s'en emparer et en faire leurs réserves de crédits carbone. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

Il est important de dénoncer les mensonges et les récits trompeurs qui se cachent derrière ces hypothèses. Adhérer à la fausse hypothèse selon laquelle le **carbone fossile** et le **carbone biotique** ont le même impact sur le climat signifie simplement que le chaos climatique, et la destruction constante des territoires qui l'accompagne, sont encore accélérés.

Joanna Cabello  
Secrétariat international du WRM

Pour en savoir plus :

Carbon Trading – A Critical Conversation on Climate Change, Privatisation and Power, Larry Lohmann: <https://www.daghammarskjold.se/publication/carbon-trading-critical-conversation-climate-change-privatisation-power/>

Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ? : <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/quels-rapports-y-a-t-il-entre-les-forets-le-changement-climatique-le-marche-du-carbone-et-redd>

À la poursuite de chimères carbonées : les concepts trompeurs des marchés du carbone et du « zéro émission nette » <https://www.foei.org/fr/publications/chimeres-carbonees-marches-carbone-zero-emission-nette/>



## **Pour mettre fin au colonialisme, il faut mettre fin à REDD+**

---

**Pour que la REDD+ fonctionne, elle doit diviser les gens en trois classes. La première est celle qui est censée sauver les forêts : « les personnes actives qui font preuve d'initiative ». Une seconde classe est censée laisser mourir les forêts lorsqu'aucun financement REDD+ n'est versé pour les maintenir en vie : ce sont des « êtres dont la passivité est prévisible ». Et une troisième classe qui applaudit principalement les efforts de la première classe. Ceci est basé sur les divisions entre les êtres humains que les colonialistes et les racistes ont inventées et réinventées pendant des siècles. Le fait est que la REDD+ fonctionne d'autant mieux qu'elle est plus colonialiste. Comment la REDD+ a-t-elle réussi à dissimuler sa véritable nature pendant tant d'années ?**

Avant de pouvoir rapporter de l'argent à qui que ce soit, le programme REDD+ doit commencer par diviser la population mondiale en trois classes différentes.

La première classe est celle qui est censée sauver les forêts. C'est cette classe qui, selon REDD+, fait toute la différence entre sauver les forêts et les laisser mourir.

En échange du versement de sommes d'argent qui sont censées faire cette différence, cette première classe est autorisée à continuer d'extraire et d'utiliser les combustibles fossiles, activités cruciales pour son identité, sa richesse et son pouvoir. Pour cette classe, REDD+ doit être un investissement rentable. Chaque dollar dépensé dans REDD+ doit lui permettre d'épargner plus d'un dollar en évitant de renoncer aux combustibles fossiles.

Il existe ensuite une deuxième classe. Il s'agit de la classe dont on dit qu'elle laisse les forêts mourir lorsqu'aucun financement REDD+ n'est versé pour les maintenir en vie.

Il se pourrait que cette classe laisse mourir les forêts parce que, en l'absence des financements REDD+, elle ne dispose tout simplement pas d'un pouvoir suffisant pour stopper l'avancée de l'exploitation forestière et minière, des barrages et de l'agriculture commerciale de plantation sur ses terres. Ou peut-être laisse-t-elle les forêts mourir parce que, sans l'argent de REDD+, elle ne peut pas apprendre comment leur faire absorber suffisamment du dioxyde de carbone émis par la combustion de carburants fossiles. Ou peut-être parce que, sans l'argent de REDD+, cette classe est simplement composée de « destructeurs de forêts » nés, pratiquant en toute ignorance la **culture sur brûlis**, ramassant du bois de chauffage et des produits forestiers, se faisant engager par des sociétés minières ou d'exploitation forestière, ou construisant des villages là où ils ne sont pas censés le faire.

Peu importe: ce qui compte, c'est que, pour que REDD+ fonctionne, une deuxième classe d'êtres dont la passivité est prévisible doit être inventée afin de faire ressortir par contraste une première classe de personnes actives faisant preuve d'initiative. Sinon, il serait impossible d'affirmer que la sauvegarde d'un peuplement forestier est le « résultat » de l'argent de REDD+ plutôt que celui des capacités d'organisation des populations rurales, par exemple, ou de l'augmentation des précipitations.

Enfin, il existe une troisième classe. Cette classe, c'est le public auquel s'adresse l'affirmation selon laquelle la première classe sauve les forêts du monde de la malédiction qui résulterait de l'inaction de la deuxième classe. Les applaudissements de cette troisième classe sont cruciaux pour la survie de la première classe.

**[ Comment le mécanisme REDD+ a-t-il réussi à dissimuler sa nature colonialiste pendant tant d'années ? ]**

## **Un vieux dualisme**

Le contraste entre la première et la deuxième classe vous semble familier ? Cela devrait être le cas, car il est l'héritier des divisions entre les êtres humains que les colonialistes et les racistes ont inventées et réinventées pendant des siècles.

La division entre la première et la deuxième classe ressemble à la vieille division impérialiste entre les conquérants blancs qui « font l'histoire » et les « peuples sans histoire »<sup>1</sup> non blancs qui creusent obstinément la terre de la même manière, année

après année. Cela ressemble au vieux contraste que des penseurs comme John Locke ont établi entre les Européens « productifs », propriétaires de biens privés, et les peuples autochtones, qui n'ont jamais apporté d'« améliorations » à leurs terres et n'ont donc aucun droit sur elles<sup>2</sup>. Ceci est comparable à la dichotomie mise en avant par les capitalistes lorsqu'ils affirment que c'est l'« initiative » et l'« ingéniosité » qui leur sont propres qui leur donnent le droit de récolter le fruit de la sueur de leurs travailleurs, paresseux et moins intelligents

En fait, le programme REDD+ fonctionne d'autant mieux qu'il est plus colonialiste. Plus la seconde classe est présentée comme impuissante, et plus l'avenir de ses forêts est prévisible, plus il est facile d'inventer des chiffres précis sur le nombre d'arbres « sauvés » par l'argent de REDD+. Non seulement le programme REDD+ est fondé sur le **racisme**, mais il intègre des incitations à devenir de plus en plus raciste à mesure qu'il s'affine et s'« améliore ».

Pourquoi tout cela a-t-il suscité si peu de scandale ? Comment le mécanisme REDD+ a-t-il réussi à dissimuler sa nature colonialiste pendant tant d'années ?

## Caché derrière le jargon

Le secret de REDD+, c'est la **comptabilité carbone**.

La **comptabilité carbone** de REDD+ est comparable au droit et à la littérature dans le colonialisme classique. Elle est là pour maintenir les inégalités. La différence est que la **comptabilité carbone** de REDD+ ne proclame pas ouvertement son double discours. Elle le cache sous des millions de pages de jargon technique. Elle n'utilise jamais de mots comme « personnes de seconde classe » et « personnes de première classe ». Elle n'utilise jamais des mots comme « terres en friche » pour désigner les terres des personnes de seconde classe, ni « hectares productifs » pour désigner les terres des personnes de première classe. Au lieu de cela, elle utilise les termes « niveau de référence » et « projet ou programme financé par REDD+ ».

Le terme « niveau de référence » est un nom de code pour « destin ». Un niveau de référence est ce qui, par décision des puissances coloniales, ne peut pas changer jusqu'à ce qu'elles arrivent pour « faire la différence ». Cela peut être la nature statique des sauvages (« bons sauvages » ou autres) qui habitent les territoires forestiers. Ceci semble assez similaire à la vision de Locke, qui considérait les Amériques comme un territoire destiné à être éternellement arriéré jusqu'à l'arrivée des Européens. Ou cela pourrait renvoyer à la marche ininterrompue du progrès capitaliste vers des « zones sacrifiées » à l'extraction, toujours plus nombreuses, sur terre ou dans l'espace : la destinée universelle imaginée aujourd'hui par de nombreux idéologues capitalistes.

Quoi qu'il en soit, le « taux de référence » pour la destruction des forêts dans une zone de projet REDD+ est toujours statistiquement prévisible – que ce soit par le biais de la modélisation économique, de l'imagerie satellitaire, des mesures des arbres, de l'extrapolation linéaire à partir d'exemples sélectionnés ou de toute autre méthode. Les « comptables du carbone » de REDD+ sont professionnellement convaincus qu'ils peuvent, par principe, prédire l'avenir des forêts des populations forestières de la même manière que les chimistes prédisent les résultats des réactions chimiques.

**REDD+ sans colonialisme est aussi inconcevable  
que l'extractivisme sans colonialisme.**

Pour un projet REDD+, c'est différent. Selon les règles de la **comptabilité carbone** REDD+, on ne doit jamais prédire statistiquement ce que fera un projet REDD+ sur la base du comportement antérieur des consultants REDD+ ou des financements REDD+. Contrairement à un niveau de référence, un projet REDD+ n'est jamais défini par le passé. Alors qu'on imagine que les populations forestières sont confinées par un destin statistique, les bailleurs de fonds de REDD+, eux, ne le sont pas.

En l'absence de cette fiction dualiste, les projets REDD+ ne pourraient jamais être définis comme « additionnels » (ou faisant une différence). Les « résultats » obtenus grâce aux financements REDD+ ne pourraient jamais être calculés, et les permis d'émissions de carbone ne pourraient jamais être générés.

Les consultants REDD+ – ainsi que les entreprises et les gouvernements pour lesquels ils travaillent – seraient sans aucun doute extrêmement offensés si des comptables du carbone tentaient de prédire leur comportement futur en matière de carbone sur la base de leurs lamentables résultats passés, pour ensuite les réduire à un simple chiffre. Les populations forestières, en revanche, sont censées rester les bras croisés pendant que les comptables du carbone leur dictent le sort inévitable de leurs territoires si elles n'acceptent pas les projets REDD+.

À bien des égards, la **comptabilité carbone** REDD+ n'est donc qu'un exercice supplémentaire d'écriture colonialiste de l'histoire. En traitant faussement les habitants des forêts comme des peuples captifs du passé, les comptables du carbone effacent simultanément les parties gênantes de leur propre histoire. REDD+ sans colonialisme est aussi inconcevable que l'extractivisme sans colonialisme.

**REDD+ doit être  
éliminé, et non  
réformé.**

## **Aller plus loin dans la critique de REDD+**

En résumé, le **racisme** de la **comptabilité carbone** REDD+ va bien au-delà du simple fait que les comptables du carbone ont généralement la peau blanche (bien que ce soit le cas). Le véritable problème est que la **comptabilité carbone** REDD+ est colonialiste, même lorsqu'elle est utilisée par des personnes à la peau noire, brune, jaune ou rouge. Et plus REDD+ s'acquitte de son travail technique consistant à montrer que l'argent de REDD+ fait une différence, plus le programme devient colonialiste.

Paradoxalement, cela est vrai même lorsque REDD+ tente de traiter les peuples autochtones et les paysans comme des parties prenantes actives dans la sauvegarde des forêts plutôt que comme d'irresponsables occupants illégaux des forêts. REDD+ n'a pas d'autre choix que de supposer que les pratiques des populations forestières, aussi bonnes soient-elles, peuvent être rendues plus efficaces de manière mesurable

grâce à l'argent de REDD+. Mais l'argent de REDD+ a besoin de la comptabilité des molécules de carbone pour quantifier les droits de pollution que REDD+ accorde à l'industrie des combustibles fossiles.

Cela signifie que les pratiques positives des populations forestières ne peuvent être reconnues et « activées » que si elles sont décrites, mesurées, reconceptualisées, réorganisées, certifiées et payées par des institutions généralement dominées par les pays du Nord. Des institutions qui sont contractuellement obligées de défendre la poursuite de l'extraction de pétrole, de charbon et de gaz, qui met en danger tant d'autres populations forestières dans le monde.

Une fois de plus, c'est donc un « supplément blanc » qui assure les flux de financement de REDD+. Ce n'est pas l'organisation politique des populations forestières elles-mêmes qui, on le suppose sans preuve, ne pourrait jamais être efficace. Dans le cadre de REDD+, les peuples autochtones et les paysans ne peuvent obtenir la reconnaissance de leurs pratiques forestières – et de leur propre capacité d'action – que si on leur apprend à les traiter comme des moyens de fabriquer des droits de polluer bon marché pour les pouvoirs dominants.

C'est pourquoi REDD+ doit être éliminé, et non réformé. Les réformes qui préconisent des « niveaux de référence plus précis » et un programme « REDD+ autochtone » ne peuvent conduire qu'à une intensification du colonialisme et à un affaiblissement des mouvements forestiers. À l'heure où même certains des plus anciens partisans des **compensations de carbone** constatent qu'ils ne peuvent plus défendre cette pratique<sup>3</sup>, il est temps que les critiques de REDD+ deviennent plus sévères afin que cette institution puisse être éliminée une fois pour toutes.

Larry Lohmann  
The CornerHouse

1 Eric Wolf, *Europe and the People Without History*, 2010, <https://www.ucpress.edu/book/9780520268180/europe-and-the-people-without-history>

2 *The 18th Century Common, Locke's American Wasteland*, 2018, <https://www.18thcenturycommon.org/lockes-american-wasteland/>

3 REDD/Monitor, *Bloomberg Green: "How the Carbon Offset Market is Slowing the Fight Against Climate Change"*, 2021, <https://redd-monitor.org/2021/04/29/bloomberg-green-how-the-carbon-offset-market-is-slowing-the-fight-against-climate-change/>; et *The Conversation, Climate scientists: concept of net zero is a dangerous trap*, 2021, <https://theconversation.com/climate-scientists-concept-of-net-zero-is-a-dangerous-trap-157368>



## **« On ne nous a pas seulement pris notre terre... On nous a pris notre identité »**

Entretien avec Tom Goldtooth, Environmental Indigenous Network

**Pour réfléchir à ce que REDD+ a signifié pour les Peuples autochtones et leurs luttes, il faut replacer ce mécanisme dans une réflexion beaucoup plus large sur l'histoire des Peuples autochtones. Une histoire marquée par la résistance à la colonisation et au racisme, ainsi qu'au capitalisme et à la mondialisation néolibérale. Dans cette perspective, la résistance à REDD+ n'est pas une question qui concerne uniquement les Peuples autochtones des forêts tropicales ; il s'agit de leur lutte historique mondiale pour la justice.**

Le WRM s'entretient avec Tom Goldtooth, de l'Indigenous Environmental Network, et également membre du comité consultatif du WRM.

**WRM : Pouvez-vous présenter et expliquer pourquoi et comment vous en êtes venu à intervenir sur le problème de REDD+, étant donné que vous venez d'une région sans forêts tropicales ni projets REDD+ ?**

## Cela a toujours été une question de terres. Et cela concerne l'ensemble des différentes ressources et concepts sur la façon de considérer la nature

**Tom** : J'ai reçu un mandat de certaines tribus autochtones, de chefs spirituels autochtones et de groupes locaux en 1998 lorsque nous avons tenu une réunion sur le changement climatique au sein de l'Indigenous Environmental Network (IEN) que je représentais. Je pense qu'il est bon que les gens sachent que le gouvernement américain reconnaît chacune de nos 574 tribus, y compris les populations autochtones de l'Alaska, et certains aspects de notre souveraineté. L'IEN est une organisation communautaire composée de membres. Nous ne sommes pas des représentants des dirigeants autochtones élus. Quand j'utilise le mot *traditionnel*, cela signifie les méthodes qui étaient employées à l'origine.

Dans les années 1700 et 1800, il y a eu un énorme conflit avec l'arrivée des colons, les colonisateurs venus d'Europe. Au début, nous étions plutôt gentils avec les colons ; c'est notre nature, notre façon d'être. Mais au bout d'un moment, nous avons appris que ces gens poursuivaient leur propre objectif : s'emparer de nos terres. Et il a toujours été reconnu dans le Nord que la colonisation s'accompagne toujours de la présence de l'Église. L'Église doit donner sa bénédiction à la prise de contrôle de tout un pays par des colonisateurs essentiellement européens. Le droit international à cette époque était basé sur les lois européennes, mais il était illégal de conquérir un continent entier sans obtenir la bénédiction de l'Église. Ils disaient que nous n'étions pas civilisés. En fait, ils disaient que nous n'avions pas d'âmes, que nous étions moins qu'humains. Cette fait partie du processus de colonisation. Il est essentiel de comprendre un peu mieux l'histoire des Peuples autochtones du Nord. Mais, fondamentalement, c'est le même processus qui a eu lieu dans les terres et les territoires de l'Amazonie et des forêts tropicales, avec les populations, les Peuples autochtones, les habitants qui étaient présents à l'origine.

Il y a donc une longue histoire de colonisation et d'accaparements de terres. Cela a toujours été une question de terres. Et cela concerne l'ensemble des différentes ressources et concepts sur la façon de considérer la nature. Par exemple, les colons qui sont venus en Amérique du Nord voulaient les arbres de la côte est pour construire les navires de leurs flottes maritimes. Ces flottes maritimes opéraient dans le cadre d'entreprises d'État, ou appartenaient à des particuliers ou des entreprises privées. Et beaucoup de gens ne savent pas que pendant des centaines de milliers d'années, ils avaient dévasté leurs propres forêts en Europe. Ils étaient donc à la recherche de plus de bois pour leurs navires et d'autres produits. Les Espagnols cherchaient des minerais par exemple, les Hollandais avaient leurs propres intérêts, mais tous étaient basés sur le colonialisme.

C'est en ayant cela à l'esprit que notre Réseau s'est vu confier la responsabilité de commencer à travailler sur le changement climatique en 1998. Ma première réunion des Nations Unies sur le climat a été celle de Buenos Aires et il n'y avait que cinq Peuples autochtones présents. Je ne connaissais pas bien les enjeux des mécanismes de compensation carbone. Mais à mesure que j'ai assisté à ces réunions, j'ai rapidement entendu parler des mécanismes d'échange de droits d'émission et

j'en ai appris davantage sur le Mécanisme de développement propre (MDP). Cela m'a intéressé, car l'IEN ne se limite pas aux États-Unis ou au Canada. Dans la création de notre Réseau en 1990, nous avons toujours bénéficié de la participation de Peuples autochtones de pays du Sud, en particulier autour des problèmes de protection de la biodiversité. C'était les premières années de la formation de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB). Au cours de ces premières années de 1990, la plupart des principaux problèmes concernaient les produits chimiques toxiques autour des décharges, les décharges toxiques et l'enfouissement de déchets nucléaires sur les terres autochtones. Mais au fur et à mesure, nous avons commencé à identifier la terminologie de l'injustice environnementale et du **racisme environnemental**, ce qui a élargi le dialogue avec nos 574 tribus et au-delà avec notre peuple dans ce qu'on appelle le Canada.

**À bien des égards, les luttes contre cette mondialisation économique et contre les marchés du carbone sont une seule et même lutte.**

Ces terminologies ont créé l'un de nos cadres visant à traiter les problèmes d'inégalité auxquels nous étions confrontés du fait du gouvernement des États-Unis. Nous voyions comment maintenir la santé de nos écosystèmes, mais eux ne voyaient que ce qu'ils appellent des *ressources*. Les Peuples autochtones qui étaient et qui sont des praticiens du savoir autochtone, des modes de vie autochtones, nous ont toujours conseillé de ne pas considérer la nature comme des ressources naturelles, de ne pas la considérer comme des ressources. Nous avons donc été guidés par les détenteurs de savoirs traditionnels, qui ont toujours dit que nous ne devrions pas participer au cadre colonialiste qui envisage la nature d'un point de vue capitaliste ou monétaire. Notre réseau a été formé par ce genre de représentants communautaires de nos tribus, des membres qui perpétuent encore nos connaissances traditionnelles autochtones, les instructions originales qui nous ont été données depuis la nuit des temps.

Bénéficiant de la participation de Peuples autochtones d'Amérique latine, d'Afrique et des Philippines lors de la création de l'IEN, nous nous sommes toujours mis en position les problèmes auxquels ils sont confrontés. Nous voulons nous mobiliser sur les problèmes qui pourraient entraîner une violation des droits humains de ces frères et sœurs du Sud. C'est pourquoi j'ai accepté l'invitation de me rendre à [la réunion des Nations Unies sur le climat à] Durban. J'ai commencé à voir que les plans d'atténuation étaient fusionnés au niveau de l'ONU, et qu'ils parlaient comme si ces projets sur les marchés du carbone allaient sauver la Terre Mère et sauver notre peuple, et nous amener à une situation dans laquelle nous n'aurions plus à nous inquiéter du réchauffement climatique, des changements climatiques. Je me suis toujours méfié du gouvernement fédéral ici aux États-Unis, mais je suis encore plus méfiant vis-à-vis des réunions de l'ONU qui réunissent des gouvernements, mais aussi la Banque mondiale, de grandes ONG et des entreprises. Dans ces situations, je suis méfiant par rapport à tout. C'est lors de ces réunions de l'ONU que j'ai entendu parler de Kyoto et de certains des débats sur les forêts, et j'ai appris que certains s'étaient battus pour éviter qu'elles ne deviennent un programme de compensation. J'ai donc

appris comment le MDP est devenu le plus grand programme de compensation au monde et comment, par la suite, tous ces éléments ont été réunis, y compris les forêts en tant que puits de carbone. C'est vraiment devenu une préoccupation pour moi.

Je suis originaire d'une région boisée, ici, dans les Grands Lacs, le long des frontières des États-Unis et du Canada. Je suis entouré de forêts. Je comprends le rapport aux arbres. Les arbres ont un esprit. Avec nos connaissances traditionnelles, nous comprenons comment les arbres respirent, donc je comprends le concept de carbone. Mais j'ai vite appris que les personnes vivant dans les forêts des pays du Sud couraient vraiment un risque énorme et qu'il y avait de graves problèmes, comme l'accaparement des terres, si la forêt était incluse non seulement dans ces puits de carbone, mais aussi dans le MDP. Et j'ai dû m'intéresser à une nouvelle terminologie, comme les concepts de boisement et de reboisement, et comment ceux-ci pouvaient être considérés comme une méthodologie dans le cadre du MDP. Mais dès qu'on a parlé de « crédit carbone forestier », nous avons commencé à nous mobiliser, avant de voir apparaître RED, avec un D, puis REDD, et enfin REDD+.

Comme le MDP, REDD+ a été lancé par la Banque mondiale. J'ai commencé à étudier les mécanismes financiers qui soutenaient cette fausse solution, les institutions de développement. C'est là que j'ai commencé à faire le lien avec la façon dont nous, en tant qu'IEN, pouvions aider à soutenir les droits de nos frères et sœurs autochtones des zones forestières dans les pays du Sud, car nous étions ainsi impliqués, depuis 1996, dans la Convention sur la diversité biologique (CBD). Et c'est quand j'ai participé à la CBD que ces sujets de préoccupation ont commencé à prendre du sens, m'aidant à comprendre le rôle de la Banque mondiale et des institutions de développement. Elles sont à l'origine de quelque chose que nous connaissons bien ici dans le Nord, et à savoir la mondialisation néolibérale qui a commencé à montrer son visage hideux. Et je me souviens que nous avons utilisé ce terme, la mondialisation économique et son lien avec le capitalisme.

**REDD+ n'est que la continuation de cette même logique coloniale, capitaliste et patriarcale qui a amené cette planète au bord de la violence et de la destruction.**

Une partie de l'IEN construisait alors des alliances avec d'autres personnes de couleur marginalisées ici aux États-Unis, et travaillait à établir des réseaux à l'échelle mondiale avec des organisations qui combattent le capitalisme et la mondialisation économique. Alors, tout a commencé à prendre du sens pour nous, ce qui nous a amenés à nous impliquer davantage et essayer de mettre un terme à REDD+. C'est devenu un symbole de notre résistance. À bien des égards, les luttes contre cette mondialisation économique et contre les marchés du carbone sont une seule et même lutte. J'aime le souligner. Et, si pour nous les marchés du carbone s'inscrivent dans la continuité de la colonisation, il n'est pas surprenant que lors de la réunion des Nations Unies sur le climat de 2007 à Bali, la Banque mondiale, l'ONU et le paradigme du développement aient trouvé un moyen d'élaborer des **compensations** forestières, qui ont été rédigées dans un acronyme et un langage étranges comme REDD+. J'ai l'impression que cela visait à créer de la confusion et des conflits, très

chargés en désinformation sur le climat.

Bien sûr, les organisations de conservation étaient derrière tout cela, comme le WWF, et nous commençons déjà à être présentés comme les méchants. Même à cette époque, les ONG ont essayé de trouver parmi les Peuples autochtones des alliés parmi les peuples autochtones qui travailleraient avec eux, et elles ont essayé de nous dresser les uns contre les autres, non seulement ici en Amérique, mais aussi en Asie du Sud-Est, en Indonésie et dans une réunion de l'ONU sur le climat à Bali. Je n'ai pas été surpris que les ONG de conservation qui étaient à l'origine de cette initiative commencent à intervenir en tant que « vérificateurs tiers » et cela a commencé à montrer qu'elles allaient gagner de l'argent grâce à REDD+. Et elles ont bien gagné de l'argent : Conservation International (CI), le WWF, l'Environmental Defence Fund (EDF) et d'autres, basées ici à Washington DC, ont développé leurs organisations au cours des dernières décennies pour mettre en place des **compensations de carbone** et vérifier ces programmes bidons. C'est ma réponse à votre question.

**WRM : Vous avez dit que REDD+ est devenu un symbole dans votre lutte de résistance plus globale. Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?**

J'ai mentionné le colonialisme, la colonisation. Ces programmes colonisateurs, comme REDD+, sont fondés sur la logique du développement. Ils sont construits sur le principe que les pays du Sud peuvent suivre l'exemple occidental d'expansion capitaliste et sortir de la pauvreté. Mais en tant que membre des Peuples autochtones du Nord, je sais que ce n'est pas vrai. Et nous savons que c'est un mensonge depuis la Seconde Guerre mondiale. Donc, je pense que cela m'a servi, venant du ventre de la bête, des États-Unis, à mieux comprendre ce lien avec la colonisation, avec la logique colonialiste du développement.

Les impacts sur les Peuples autochtones sont profonds. REDD+ n'est que la continuation de cette même logique coloniale, capitaliste et patriarcale qui a amené cette planète au bord de la violence et de la destruction. Il est presque impossible de dire quels ont été les impacts de REDD+ au cours des 15 dernières années, car REDD+ est ancré dans un système qui remonte à plus de 500 ans. De mon point de vue dans le Nord, cela fait ressortir le traumatisme historique lié à ce qui s'est passé depuis la colonisation de nos terres dans le Nord. On ne nous a pas seulement pris notre terre, nos arbres, notre eau, nos montagnes et nos prairies, on nous a aussi pris notre identité. C'est le remplacement de nos cérémonies traditionnelles autochtones par le christianisme, c'est notre langue qui a été prise. Cela s'accompagne littéralement du viol de nos enfants, du traumatisme historique qui est documenté au Canada dans les pensionnats fondés par l'Église. C'est un problème grave. Si nous comparons 15 ans d'une initiative mondiale qui a un tel impact sur la vie et l'avenir de nos Peuples autochtones des forêts tropicales, ce n'est pas différent pour nous par rapport aux 500 dernières années.

Je suis inquiet de la façon dont ces mécanismes de marché du carbone, assortis de promesses de partage des avantages, entraînent la division de nos peuples autochtones. Et c'est très douloureux, car cela a un impact sur notre solidarité nationale, régionale et mondiale, et sur la façon dont nous travaillons ensemble. Beaucoup d'entre nous ont travaillé pendant 19 ans à la rédaction de la Déclaration des Nations

**Ce sont des mécanismes  
qui permettent de certifier  
les vols des terres**

Unies sur les droits des peuples autochtones, et cela n'a pas été une tâche facile. Tout cela pour voir des initiatives telles que REDD+ devenir un outil de division, une stratégie qui vise à diviser pour régner. Mais encore une fois, ce ne sont pas de nouveaux impacts, il y a tout un historique de tactiques de ce type utilisées par les gouvernements coloniaux et leurs agents : les grandes entreprises. Ce niveau de **racisme** n'est pas nouveau. Les Peuples autochtones ont les réponses au changement climatique. Mais si nous sommes divisés, alors nous ne sommes pas en mesure de montrer la voie dont ce monde a besoin. En ce sens, ce sont ceux qui promeuvent le programme REDD+ qui sont véritablement à l'origine de la crise climatique. Ils portent une responsabilité importante en ce domaine.

**WRM : En réponse aux critiques et aux impacts, les promoteurs de REDD+ ont créé les **sauvegardes** de Cancun, les meilleures pratiques, les normes de **certification**, REDD+ participatif, etc., en affirmant qu'ils peuvent empêcher les violations des droits humains. Qu'en pensez-vous ?**

Pour moi, les **sauvegardes** sont des écrans de fumée qui sont utilisés pour nous faire taire, pour faire taire nos frères et sœurs autochtones. Pour donner l'impression qu'ils vont prendre leurs responsabilités. Ils créent des **sauvegardes** pour rendre plus confus le narratif et faire oublier la destruction, la violence qui accompagne cette destruction, dont ils sont responsables. Ils ne disent pas aux habitants de l'Amazonie que l'argent vient d'entreprises polluantes. Ils ne leur disent pas que dans un endroit lointain, il y a peut-être une raffinerie, une ville de raffineries, qui continue d'émettre des produits chimiques toxiques et des gaz à effet de serre, qui entraînent une longue contamination et des maladies respiratoires dans les communautés locales où se trouvent ces raffineries de pétrole, et tuent des gens. Ils ne leur diront pas tous les impacts de violence et de destruction dont REDD+ est responsable.

J'ai parlé à des représentants de Peuples autochtones après des ateliers organisés par des organisations comme EDF ou Conservation International (CI), et je leur ai demandé : « Vous ont-ils dit d'où venait l'argent ? » Et ils m'ont dit : « Non, je pense que ça vient de la Banque mondiale ». J'ai dit : « Non, ça vient de Chevron », parce que dans ce cas précis il s'agissait de Chevron, et ils ont été surpris, consternés. « Gazprom », « Quoi ? », ont-ils dit. Ça fonctionne donc comme cela. Et je leur ai également dit : « Saviez-vous qu'il y a des Peuples autochtones, des noirs, des blancs pauvres, des Mexicains hispanophones, qui vivent à côté de la raffinerie de pétrole de Richmond, en Californie, dans la région de San Francisco, qui meurent de maladies respiratoires dues aux émissions de ces raffineries de pétrole ? Et ces entreprises disent aux gens qu'elles sont devenues neutres en carbone. Elles disent aux gens qu'elles investissent leur argent dans la forêt amazonienne pour protéger les populations. »

Dans le Nord, j'ai dû expliquer ce greenwashing. Les peuples forestiers ne comprennent pas comment ça marche, mais ils sentent que leurs droits sont bafoués, qu'on cherche à les convaincre qu'il est bon de prendre de l'argent provenant de REDD+. C'est pourquoi la simple discussion sur les **sauvegardes** sème la conclusion et détourne l'attention de la violence et de la destruction dont sont responsables

ces cowboys du carbone, ainsi que les gouvernements qui les encouragent. Il y a tant de gens dans les organisations de conservation qui croient que REDD+ peut fonctionner. Ils sont induits en erreur et ne voient pas à quel point REDD+ et les autres programmes de **compensation** sont réellement racistes. Je leur ai dit que ce sont des mécanismes qui permettent de certifier les vols des terres, et ils n'aiment pas que je parle comme ça – Certifier les vols des terres. Des **sauvegardes** pour justifier davantage de combustibles fossiles et de pollution ? C'est tout simplement insensé. Les meilleures pratiques ? Pour faire quoi ? Une spoliation ? C'est ridicule.

Le multimillionnaire Jeff Bezos a créé le Jeff Bezos Earth Fund. Il a mis sur la table une centaine de millions de dollars juste après la réunion de l'ONU sur le climat à Bali pour financer le WWF, l'Environmental Defence Fund, CI et TNC. Derrière ce financement, on retrouve l'agenda politique qui vise à promouvoir leurs systèmes de compensation pour la conservation et leurs programmes de capture et de stockage du carbone. Cela représente 400 millions de dollars dans la poche des organisations qui défendent cet agenda ! L'IEN et d'autres organisations essaient encore de mettre en place des campagnes pour lutter contre ce phénomène.

Il continuera d'y avoir des violations des droits de l'homme, des expulsions. Qui va demander des comptes au Président de la République démocratique du Congo ? Qui va demander des comptes au Président de Brésil ? Ils veulent effacer l'histoire des Peuples premiers de leurs pays. Ils veulent réécrire l'histoire. Ils veulent ignorer que les Peuples premiers ont intrinsèquement des droits. C'est de cela qu'ils ont peur.

**WRM : Certaines organisations autochtones se sont activement engagées dans REDD+, ce qui a abouti à des propositions comme « REDD+ autochtone » et à des campagnes comme « Pas de droits, pas de REDD » (« No Rights, No REDD »). Avec le recul, pensez-vous qu'il est possible de concilier les droits et valeurs fondamentaux défendus par les PA, avec ce que REDD+ représente ?**

Toute l'histoire de ce travail que j'ai fait sur REDD+ nous a rattrapés, pourrait-on dire. Ce problème a toujours eu de lourdes conséquences. J'ai été invité au Forum social mondial à Belém, au Brésil, en 2009. On m'a invité à une réunion avec les Peuples autochtones pour expliquer mon point de vue et les questions et préoccupations que nous avons concernant la mise en œuvre de REDD+. Quand je suis arrivé, Steve Schwartzmann de l'EDF m'a regardé et a demandé : « Pourquoi est-il ici ? » Il avait déjà eu des conflits avec moi. C'est à ce moment-là que les ONG ont commencé à entrer en contact avec nos Peuples autochtones. L'EDF avait beaucoup d'argent et a réussi à se faire bien voir de nombreux dirigeants de l'Amazonie, dont la COICA. (1) La COICA a donc commencé à travailler avec les ONG et a développé le concept de « REDD+ autochtone ».

Mais la route a été longue. Cela fait longtemps que je travaille là-dessus. Il y a eu une réunion des Nations Unies sur le climat à Bangkok, en Thaïlande, et là-bas nous avons élaboré une stratégie [sur les droits et REDD]. Je ne pensais pas alors – et je ne pense toujours pas aujourd'hui – que les gouvernements des pays où vivent les communautés forestières et les Peuples autochtones accorderaient des droits aux peuples autochtones ; c'est-à-dire des droits fonciers, des titres sur leurs terres, et en Amazonie, cela signifie également des droits sur le sous-sol. Mais, avec

le recul, je pense que j'ai fait une erreur, car il y avait une stratégie lors de la réunion des Nations Unies en Thaïlande, avec les gens de l'Asie du Sud-Est qui essayaient de faire fonctionner REDD+, avec d'autres délégués autochtones de l'Amazonie, la COICA, et nous avons élaboré une stratégie de protestation lors de cette réunion des Nations Unies en utilisant le slogan « Pas de droits, pas de REDD ». Cela a suscité un certain intérêt. Aujourd'hui encore, cette stratégie fait l'objet de débats. Était-ce une bonne stratégie ? Elle a soulevé la question suivante : y a-t-il une possibilité au Pérou, voire en Colombie ou même au Brésil, d'accorder des droits aux Peuples autochtones ? Des droits fonciers dans les zones forestières ? Je ne le pense pas. Et cette stratégie a été à l'origine de l'approche « REDD+ autochtone ».

J'ai discuté avec des Peuples autochtones de cette question : comment pouvez-vous concilier votre mode de vie autochtone, votre cosmovision, votre spiritualité avec votre participation à un système de marché capitaliste blanc ? Même si vous obtenez la possibilité de mettre en œuvre une initiative REDD+ autochtone, vous devez toujours participer à la **marchandisation** et à la privatisation de vos forêts et du carbone de vos arbres. Ce n'est pas le gouvernement qui fait cela, ni des entités extérieures, c'est vous qui le faites maintenant en tant que Peuples autochtones. Cela semble tellement contradictoire lorsque nos frères et sœurs autochtones d'Amazonie se battent contre les concessions pétrolières et que, dans un projet REDD+ autochtone, ils découvrent que le financement REDD+ provient de Chevron et d'autres pollueurs. Et comment concilier ça ? Je pose toujours cette question. Je ne sais pas comment ils peuvent concilier cela. Cela signifie qu'ils mettent de côté ce savoir spirituel autochtone afin de participer au capitalisme climatique.

Lorsque j'aborde cette question avec des gens des groupes locaux en Amazonie, directement dans les villages reculés, ils comprennent ; ce n'est pas compliqué. Souvent, ils n'y sont pas favorables. Et ces dernières années, ils ont commencé à remettre en question les alliances autochtones de l'Amazonie qui servent d'intermédiaires et courtiers pour les projets REDD+. C'est une question très politique en Amazonie, tout comme c'est le cas dans la région d'où je viens, dans le Nord. Pour l'IEN, je soutiens toujours de vrais mécanismes qui garantissent une participation significative et, pour des problèmes aussi complexes que les marchés du carbone et les régimes de compensation, les principes du consentement libre, informé et préalable (CLIP) doivent être véritablement mis en œuvre. L'information complète sur tous les aspects de ces programmes REDD+, et maintenant ce que l'on appelle les « Solutions fondées sur la nature », est essentielle dans ces relations politiques complexes en Amazonie. C'est une structure politique complexe. Le chef Ninawa HuniKui dans l'État d'Acre, au Brésil, a son point de vue et sa position et il y a des groupes qui essaient de diviser son peuple sur cette question. Il s'est passé la même chose avec Marlon Santi, du Sarayako en Équateur, lorsqu'il a commencé à s'exprimer à ce sujet. Même Gloria Ushigua, de la Sápara de l'Amazonie en Équateur, a des différends avec des proches de son village qui soutiennent l'introduction d'un projet REDD+ dans la région. Il est très important d'avoir des informations. Le principe de la mise en œuvre du CLIP est très important. Les Peuples autochtones et les communautés forestières doivent avoir une compréhension approfondie et complète des complexités des projets REDD+ et de la manière dont ils font intervenir des industries polluantes qui sont en fait propriétaires du carbone dans les forêts. Je suis vraiment inquiet et je prie pour

qu'il n'y ait pas d'effusion de sang dans les villages à propos de ces problèmes.

**WRM : Quels sont les principaux défis pour les Peuples autochtones compte tenu des pressions renouvelées en faveur d'un mécanisme REDD+ qui porte un nouveau nom qui sonne bien : les « solutions fondées sur la nature » ?**

J'y ai réfléchi et nous en avons parlé en les considérant comme de fausses solutions. Notre défi est de savoir comment faire comprendre qu'il s'agit d'une sorte de frontière ultime de la colonisation qui s'empare systématiquement de la Terre Mère par le biais de la privatisation et de la **marchandisation** ? Ce processus mondial le fait à travers des mécanismes qui séparent et quantifient les cycles et les fonctions de la Terre Mère, tels que le carbone et la biodiversité et les transforment en « unités » à vendre sur des marchés financiers et spéculatifs.

Comment pouvons-nous faire comprendre cela et élaborer du matériel d'éducation populaire pour mieux faire comprendre les structures d'une économie fossile et une financiarisation de la nature qui n'ont aucun respect pour les droits de l'homme et des droits des Peuples autochtones. Comment construire notre mouvement de résistance pour que nos organisateurs anti-pipelines, nos militants anti-pétrole et nos défenseurs de la terre en première ligne puissent le comprendre ?

Les instruments des gouvernements des pays colonisés tournent autour des droits de propriété. Quand on parle de « solutions fondées sur la nature », on parle en fait de **compensations**. Les entreprises polluantes fournissent l'argent pour mettre des terres en compensation, en compensation pour des actions de conservation, et en fin de compte, ce sont les entreprises qui possèdent ces terres qui ont été mises en réserve à cet effet. C'est le projet qui se cache derrière le programme 30x30 [couvrir 30 % du territoire mondial en **aires protégées** d'ici 2030]. Le changement de nom de REDD+, qui devient les « solutions fondées sur la nature », est donc dangereux en ce moment.

Nous assistons à une énorme offensive en ce sens partout dans le monde. Je vis ici aux États-Unis, dans le ventre de la bête. Il y a un projet de loi, une législation en cours d'élaboration, appelée le « Growing Climate Solutions Act », qui donne au département américain de l'Agriculture l'autorité de créer un système de registre de compensation de carbone en ligne, qui va aider les agriculteurs à entrer sur le marché volontaire de la compensation carbone. C'est donc là que l'on retrouve REDD+. Mais on le trouve aussi encore à d'autres endroits, au sein des systèmes de tarification du carbone, comme en Colombie. La question principale est maintenant de savoir comment nous allons arrêter ce système de matrice qui permet ces pipelines ? Ces programmes, comme la tarification du carbone, deviennent de plus en plus complexes. Taxes avec REDD+, banque de carbone, obligations vertes, ça continue encore et encore.

Toutes ces compensations au niveau des terres sont considérées comme respectueuses de la nature. Comment peut-on contester quelque chose qui protège la nature ? C'est ce que les gens me demandent. Nous sommes inquiets parce que nous perdons la bataille, nous sommes en train de perdre la bataille ici à Washington DC, avec les fausses solutions que Biden préconise, car il est néolibéral. Et tout cela ramène au capitalisme et au colonialisme. Et certains groupes écologistes disent : « Eh,

n'insistez pas ici, nous devons travailler avec Biden.» Mais nous ne pouvons pas, nous continuons à faire campagne, avec de nombreuses campagnes de sensibilisation.

En plus de cela, il y a les promesses de « **zéro émission nette** » de nombreuses entreprises. Et il est important de faire le lien entre les problèmes et d'en parler également. Sous le terme global de « **zéro émission nette** », elles utilisent deux approches. Elles achètent des **compensations** basées sur des terres, appelées « Solutions basées sur la nature », ou elles utilisent la capture et le stockage du carbone. Ces deux approches prolongent et soutiennent l'industrie des combustibles fossiles. Cela ne permet pas aux politiques des États-Unis et du Canada, de l'Europe et d'autres pays producteurs de combustibles fossiles, de s'éloigner de ces combustibles. Cela ne leur permet pas de les garder dans le sol, mais de maintenir le statu quo. Nous continuerons donc à avoir des pipelines, nous continuerons à avoir du trafic de pétroliers, nous continuerons à avoir des transports d'énergies sales, des combustibles fossiles, jusqu'à ce que nous atteignons le cœur de la matrice, les problèmes, et ce sont les « solutions fondées sur la nature », qui constituent la privatisation ultime de la Terre Mère de la Nature.

Manifestation contre les fausses solutions du capitalisme vert à Xapuri (Acre), Brésil, 2018.



## 10 ans de REDD+ à Acre et ses impacts sur les femmes autochtones et extrativistas <sup>1</sup>

Pendant des années, les partisans de la REDD+ comme le WWF et la Banque mondiale ont présenté le programme REDD+ dans l'État d'Acre en Amazonie brésilienne comme un modèle pour le monde. Le WRM s'est entretenu avec Leticia Yawanawa, une dirigeante autochtone de l'État d'Acre, et Dercy Teles de Carvalho, ex-présidente du syndicat des travailleurs ruraux de Xapuri et défenseuse des extrativistas, sur la façon dont la REDD+ a affecté la vie des femmes dans les communautés qui dépendent des forêts.

Le programme REDD+ dans l'état de l'Acre, en Amazonie brésilienne, est utilisé par les promoteurs de REDD+, tels que le WWF et la Banque mondiale, en tant que modèle pour le monde depuis de nombreuses années. Mais rares sont les évaluations de ce programme qui traitent des impacts que la REDD+ a eus sur la vie

des femmes dans les communautés dépendantes de la forêt. WRM s'est entretenu avec Leticia Yawanawa, leader indigène du Acre, et Dercy Teles de Carvalho, ancienne présidente du Syndicat des Travailleurs Ruraux de Xapuri, porte-voix des populations *extractivistas*.

Acre est un État de l'Amazonie brésilienne qui a plus de 80% de son territoire recouvert par des forêts. L'histoire du processus de **mercantilisation de la nature** à Acre a commencé avec l'arrivée au pouvoir, en 1999, du Parti des Travailleurs. Ce gouvernement, qui s'autoproclamait « gouvernement de la forêt » a adopté un discours selon lequel il était possible de démarrer un nouveau cycle d'affaires sur le territoire de l'Acre, tout en gardant la « forêt debout », et en insérant l'État dans, la soi-disant, ère du « capitalisme vert ».

En 2010, avec la loi d'État SISA créant le Système d'État d'Incitations aux Services Environnementaux, une étape importante dans ce processus a été franchie. Cette loi a permis au premier programme juridictionnel REDD+ au monde, couvrant l'ensemble du territoire de l'État, de voir le jour<sup>2</sup>. En 2012, le gouvernement allemand, à travers sa banque publique KfW et son programme REM (*REDD Early Movers*), a récompensé le gouvernement de l'Acre pour avoir créé cette loi - à une époque où le REDD+ n'existait pas encore - et pour avoir réduit la déforestation à Acre au cours de la décennie précédente. Ensuite, KfW a transféré 16 millions d'euros (plus de 18,5 millions de dollars) sur 4 ans, suivis par d'autres transferts millionnaires.

Le WWF, qui était parmi les ONG internationales qui ont aidé à rédiger la loi SISA, a qualifié le programme REDD+ du gouvernement de l'Acre d'« initiative sans précédent et pionnière »<sup>3</sup>. Le programme a également reçu un solide soutien de la Banque mondiale, qui, au fil des ans, a facilité la visite à Acre de membres d'ONGs et de gouvernements d'autres pays du Sud Global, l'État était toujours présenté mondialement comme un excellent exemple de REDD+.

Le WRM s'est entretenu avec Leticia Yawanawá, dans la langue indigène Atai Yawanawá. Elle travaille dans le mouvement indigène depuis 1996 et est actuellement conseillère auprès de l'organisation des femmes indigènes SITOAKORE - Organisation des Femmes Indiennes de l'Acre, du Sud de l'Amazonie et du Nord-Ouest de Rondônia. Elle est restée deux mandats à la tête de l'organisation. Leticia fait également partie du Conseil National des Femmes Indiennes (CONAMI). Le WRM s'est également entretenu avec Dercy Teles de Carvalho, qui est née à Xapuri, Acre, et vit dans le « placement »<sup>4</sup> nommé Poivrier, Plantation d'hévéas Boa Vista.

Elle a été élue, en 1981, à Acre, en tant que première femme présidente du Syndicat des Travailleurs Ruraux de Xapuri et l'une des premières femmes présidentes de syndicat au Brésil. Elle a précédé Chico Mendes, élu fin 1982.

**WRM : Comment évaluez-vous, du point de vue des Peuples Autochtones, ces 10 ans de REDD+ à Acre, un programme qui a toujours dit que les Peuples Autochtones seraient l'une de ses priorités ?**

**Leticia :** J'ai une évaluation très négative. J'ai passé près de 6 ans en tant que conseillère du SISA. Lorsque la coordinatrice du REM/SISA est arrivée des COP (Conférences du Climat des Nations Unies), elle a déclaré que de nombreux peuples autochtones

en bénéficieraient. C'est à partir de là que j'ai commencé à observer de près si les peuples autochtones avaient véritablement accès aux bénéfices. Ce dont je me souviens quand j'étais coordinatrice de SITOAKORE et que je parcourais souvent les terres indigènes à l'époque, c'est de n'avoir vu aucune communauté bénéficier de ce programme REDD+. De plus, nous avons encore des terres à démarquer ici et nous n'avons jamais reçu de soutien, la démarcation des terres est toujours aujourd'hui un combat.

Maintenant, ce que je voyais en ville, chez le gouvernement, c'est qu'ils avaient de belles installations, bien équipées, avec beaucoup de techniciens, venant d'autres endroits payés par le SISA. Mais je n'ai pas vu d'indiens y travailler, ni des femmes, ni des hommes. Parce qu'on ne peut pas dire que les indiens n'en sont pas capables, il y a plusieurs indiennes dont les familles sont proches qui pourraient aussi y travailler, mais on ne voyait – et c'est toujours le cas aujourd'hui – que les techniciens.

En tant que conseillère du SISA, dans le passé, j'ai toujours dit que les ressources qui étaient destinées aux Peuples Indigènes, devaient avoir un résultat, rester dans le village, elles devraient être appliquées pour le bien de la communauté. Entrer dans le bureau du SISA était très agréable, mais les Peuples Indigènes ne disposent même pas d'une structure de référence pour les Peuples Indigènes, ni pour les femmes, ni pour les hommes. Je parlais et plusieurs fois les gens me regardaient en disant qu'« qu'elle ne vient que pour critiquer ». Il y avait d'autres indiennes membres de la communauté qui venaient à une réunion du SISA, qui gagnaient leur journée et ne pouvaient rien dire.

Je n'ai jamais été bien vue par le gouvernement. Ils étaient obligés de nous inviter parce la nôtre c'était une organisation de femmes qui était tout à fait légalisée et c'est ce qu'ils demandent [comme condition]. Il n'y avait donc aucun moyen de ne pas nous inviter, car nous étions aussi une organisation représentant trois États; l'Acre tout entier, le Sud de l'Amazonie, connu aussi comme Boca do Acre [débouché du Acre] et le Nord-Ouest de [l'État de] Rondônia. Entretemps, le SISA se présentait déclarant qu'il travaillait avec 20-30 associations, à ce que je répons: mensonge! Parce que la plupart de ces organisations n'existent plus. Aujourd'hui, vous voyez d'autres [associations] ONG qui se sont emparées de ces ressources comme la CPI (Commission Pró Índio [Commission Pro Indien]), l'AMAIAC (Association du Mouvement des Agents Agroforestiers Indigènes de l'Acre).

**WRM : Le programme REDD+ a entraîné un changement dans l'organisation des peuples, créant plus d'associations pour que le gouvernement puisse distribuer des ressources. Vous avez déjà dit que vous n'aviez pas vu de changements, que l'argent du REDD n'a pas non plus aidé à la démarcation des terres indigènes. Comment tout cela a-t-il répercuté sur les femmes indiennes dans les communautés ?**

**Letícia :** En tant que coordinatrice de l'organisation des femmes, j'ai dit que nous, les femmes indiennes, nous n'étions ni des abeilles ni des fourmis, pour vivre de l'odorat. Nous vivons d'actions concrètes, si petites soient-elles. Il y a eu une réunion où plusieurs pays étaient dans un hôtel très luxueux ici. Il y avait des autorités de plusieurs pays. Mais ils ne m'ont pas invitée parce qu'ils ne voulaient pas que je me

présente et que je dise la vérité.

Mais je suis venue à cette réunion. J'ai attendu que tout le monde parle. Il y avait beaucoup de gens qui me regardaient avec énormément d'inquiétude parce qu'ils savaient que j'allais parler. Ensuite, j'ai demandé la parole, car j'étais conseillère du REM/SISA, j'étais membre titulaire. Nous étions quatre femmes, je leur ai dit: Femmes, je vais parler. Je n'ai pas l'habitude de mentir, je n'ai pas l'habitude de dire des choses qui ne sont pas correctes. Ils parlaient de divers budgets, des millions et des millions. Là j'ai dit: Où sont les millions ? Nous les femmes, où sommes-nous incluses dans ces millions? Tout le monde m'a regardée l'air effrayé. J'ai dit: Où sommes-nous? Avec ce programme du REM - qui est le même programme du REDD - nous sommes oubliés dans la forêt. La fille qui venait d'Allemagne, Christina, elle m'a entendue et m'a dit: Mme Leticia, j'ai besoin de vous parler. J'ai attendu et quand elle est partie, elle ne m'a même plus appelée. Elle ne m'a même plus regardée. Ensuite, j'ai écrit la lettre où je demandais à me retirer du Conseil.

Donc je ne vois pas de bons résultats, nous, les femmes, n'avons pas été insérées dans ce processus, bien qu'il y ait des gens de la CPI, comme notre sœur de communauté Francisca Arara, elle est la représentante du gouvernement, pas des femmes indiennes des villages. Parce qu'une association indigène qui a une femme élue par le village, c'est autre chose, que ce soit bien clair. Je ne jette pas des pierres, je dis la vérité. Les femmes n'ont aucune participation. S'il y a des femmes qui vont à d'autre pays, ce sont des représentantes du gouvernement, c'est autre chose. Mais les femmes indigènes de l'Acre n'y ont pas de participation

**Et comment, au cours de ces 10 années, le REDD a affecté les femmes extractivistas au sein de la Réserve Extractiviste Chico Mendes, où plusieurs projets REDD+ ont été mis en œuvre pour prétendument bénéficier les familles et les femmes, par exemple, la « bourse verte », un projet de « forêt plantée » et la gestion forestière qui est nommée « coupe de bois sélective » ?**

**Dercy** : En 2010, lorsque le gouvernement de l'Acre a repris la politique REDD+, il a décrété le « feu zéro » et a proposé la « bourse verte ». Il s'agissait d'un paiement trimestriel en compensation du fait que le peuple [indien] ne pouvait plus ouvrir un lopin agricole dans la forêt, ce qui est une perte culturelle irréparable, car les femmes, aussi bien les indiennes que les femmes des populations traditionnellement *extractivistas*, ont toujours été celles qui travaillaient dans les lopins. Avec cette interdiction de 2010, elles ont cessé de produire. Et la nourriture est l'une des choses les plus fondamentales de la vie, sans nourriture, personne ne peut vivre ni être heureux. Les femmes cultivaient des légumes et les vendaient. Aujourd'hui, les gens dépendent de l'achat de nourriture, du riz poli qui vient d'un autre État, le Mato Grosso. La « bourse verte » est une aumône, je ne sais pas si sa valeur a déjà augmenté, mais c'était 100 reais [moins de 19 dollars] par mois. Et en ce moment, ICMBio<sup>5</sup> est en train de distribuer des sacs de produits industrialisés au sein de la Réserve. C'est donc quelque chose qui affecte profondément la vie des femmes car elles cessent aussi de transmettre cette culture à leurs enfants, de produire ce qu'elles consomment, sans pesticides, [des produits agricoles] de qualité dans la communauté elle-même.

Concernant le projet «forêt plantée», connu également comme «système agroforestier

», j'en ai parlé à une femme qui a participé à ce programme et elle s'en est plainte énormément. D'abord par rapport à la quantité de travail qui vient s'ajouter à la vie de la famille. Deuxièmement, parce lorsqu'ils recevaient les plants préparés pour la plantation, aucun appui ne leur était fourni pour réaliser le travail – comme une tondeuse et du carburant – et maintenir le système agroforestier comme ils le souhaitent. Et la famille était constamment contrôlée au sujet de cet entretien, par le président de l'association en charge du projet qui se rendait périodiquement pour vérifier si leur travail était dans les normes fixées par ce dernier. Elle a dit que sa vie était devenue un enfer. Un autre problème était que les plants n'étaient fournis qu'en dehors de la saison des pluies, or il aurait fallu que ce soit à ce moment-là qu'elles débarquent pour qu'elles puissent se renforcer en saison sèche. Par conséquent, la plupart des plants n'ont pas survécu, les gens étant incapables de les irriguer. En conclusion, cela n'a fonctionné que pour 5 personnes et ces 5 personnes étaient toutes liées au gouvernement, c'est-à-dire qu'elles ne se sont pas salées les mains. Elles ont payé quelqu'un pour faire le travail. C'est ainsi que cela a fonctionné pour eux.

Quant à la «gestion forestière», elle n'avait, en fait, rien à voir avec la durabilité, au contraire, elle a créé des précédents pour que les communautés elles-mêmes détruisent la forêt. Car le gouvernement, pendant ces 20 années où il a gouverné l'Acre avec ce discours de développement durable, il n'a mis en place aucune politique qui puisse assurer la pérennité des familles. La gestion forestière n'a pas laissé des ressources qui pourraient changer la vie des familles, au contraire, elle les a appauvries. Et cela a créé un précédent pour les familles en les obligeant à continuer de vendre du bois – qu'il y ait ou pas une entreprise qui fasse cette gestion forestière. Elles vendent [ce bois] aux gros éleveurs [de bétail] pour clôturer leurs pâturages. Et l'on sait que cela ne fera qu'appauvrir la population, surtout les femmes, qui finiront, dans le besoin, en périphérie des villes, voyant les filles qui leur restent se prostituer ou encore rejoindre les factions [liées au trafic de drogue].

C'est une réalité très compliquée car nous savons qu'avant les femmes étaient capables d'élever leurs enfants dans un encadrement culturel de respect et de responsabilité. Aujourd'hui, nous voyons des filles de 14 à 15 ans avec des nouveaux nés dans les bras, il y a des cas d'abus sexuels sur des mineures et des familles détruites, mais ces cas restent anonymes, invisibles et personne ne leur accorde de l'attention. Ainsi, l'entrée de ces agents extérieurs a conduit à une profonde dénaturation du mode de vie, et ils n'ont laissé que des ruines, rien de positif.

Il y a d'autres éléments qui ont contribué à une sorte de naturalisation de ce qui se passe. Par exemple, les téléphones portables les plus modernes se trouvent à l'intérieur de la Réserve, dans les coins les plus reculés. La télévision aussi. Ce sont des éléments de dispersion qui empêchent les gens de réfléchir. Un autre élément qui contribue également de manière significative, ce sont les églises évangéliques. Elles ont incité à ce processus de dispersion des personnes, cette déconnection à la réalité et à l'avenir.

**WRM : Une des propositions du programme REDD+ est de transformer les femmes indiennes en micro-entrepreneuses, de créer des marchés même à l'étranger pour**

### **l'artisanat. Que pensez-vous de ces initiatives ?**

**Letícia** : J'ai parcouru diverses terres indigènes. J'ai vu que 90% des artisans sont des femmes indiennes qui fabriquent leurs objets artisanaux, leurs peintures, pour l'usage et la commercialisation. Cela crée une autonomie au sein du village. Il y a beaucoup de femmes, des veuves, parfois des femmes délaissées par leurs maris, qui sont là, avec leurs enfants. Cette femme s'entraide avec ses enfants, fabrique ses objets artisanaux, c'est avec ces femmes que nous avons un engagement à réaliser ; avoir un espace pour recevoir l'artisanat des femmes, le vendre et leur rendre l'argent. C'est ce que nous leur avons dit, c'était le désir de ces femmes, mais cela ne s'est pas produit.

L'artisanat a toujours été destiné à notre usage, il a une valeur symbolique et ne se fait pas n'importe comment. Vous transformez cette graine en un dessin qui a un sens, pour que nous nous souvenions de nos peintures lorsque nous n'avions pas encore été en contact. Et à chaque fois que nous vendons de l'artisanat, nous faisons une cérémonie. La personne qui le portera sera bénie. Il y a une bague noire que fabriquent les [indiens] Apurinã, non? Ils font un rituel quand la femme a des coliques - une affaire véritablement de femme - et ils mettent la bague au doigt de la femme pour qu'elle n'ait pas autant de coliques. Tous les métiers ont donc pour nous un sens, une valeur culturelle et spirituelle.

**WRM : REDD+ prétend qu'il s'agit d'un mécanisme pour réduire la déforestation, mais après 10 ans de REDD à Acre, la déforestation croît, et ceci de façon encore plus accélérée avec Bolsonaro au pouvoir. Comment cela a-t-il affecté les terres autochtones et les Réserves Extractivistes? Quels sont les défis auxquels les femmes doivent faire face ?**

**[ Avec ou sans argent nous allons continuer sur nos terres, c'est notre devoir en tant qu'indiens. ]**

**Dercy** : Les femmes issues des communautés traditionnelles pratiquaient de nombreuses activités, dont la liane. J'ai été récemment dans ce qui avait été une forêt de lianes et j'ai réalisé que là où il n'y avait que de la forêt, là où je marchais quand j'étais agent de santé, la forêt a disparu. Avec cela, les femmes se sont vues touchées, car elles faisaient des choses à partir de la liane et gagnaient de l'argent: des balais; les paniers pour récolter le maïs, cueillir du riz dans les champs; des paniers pour ranger les vêtements sales, d'autres pour ranger les œufs de poule, les maintenant bien aérés et permettant de prolonger leur validité. Aujourd'hui tu ne peux plus faire ça, il n'y a plus de liane car tout est devenu pâture.

En raison de la dévaluation de l'*extractivisme*, la déforestation a connu une progression violente en cette période de Bolsonaro au pouvoir - 2019, 2020, 2021. Comme l'*extractivisme* ne répond plus à la demande de consommation croissante avec l'arrivée du téléphone et de l'énergie, les gens [des villages] sont en train de lotir les terrains de communautés des « placements » et dans la mesure où ils lotissent, ils déboisent un certain nombre d'hectares. C'est-à-dire que se forme ainsi grande

ferme avec de nombreux propriétaires. Car l'un vend 3 hectares, un autre en vend 5, un autre en vend 6. Aujourd'hui, vous quittez Xapuri et vous pouvez entrer dans la réserve *extractivista* de part et d'autre, d'un côté par la forêt de lianes et, de l'autre, par la route.

À propos de tout ce processus qui est venu avec le REDD+, ma perspective est que nous pouvons inverser cette situation grâce à un processus éducatif qui serait travaillé auprès de ces communautés, dans un langage accessible que les gens pourraient comprendre car comment les gens pourraient s'opposer s'ils [les promoteurs REDD+] utilisent un langage que personne ne peut comprendre. Et quand vous n'avez pas d'information, vous n'avez pas d'argument pour vous y opposer.

Quant aux femmes, nous devons nous investir dans le domaine politique, inclure les femmes dans ce débat pour qu'elles comprennent ce processus car nous sommes majoritaires au Brésil. Alors on pourrait véritablement faire la différence, à condition que l'on comprenne tout ce qui est en train de se produire, la gravité de ce processus et que l'on puisse se positionner politiquement.

**Letícia** : Nous suivons tout cela avec une grande tristesse. Selon notre histoire, notre spiritualité, notre Samaúma est un très grand arbre au milieu de la forêt, c'est pourquoi on l'appelle femme, car elle est fruit, elle est ombre, elle est la plus grande de toutes. Maintenant c'est pire parce qu'on voit des bois et des bois coupés, des bois qui ont poussé pendant 40 ou 50 ans, coupés en quelques minutes, c'est très triste de voir ça.

Si c'était une femme qui parlait, la Samaúma serait en train de pleurer, elle serait en train de crier lorsque ses enfants sont emmenés. Avec cela arrive la sécheresse, qui affecte le peuple de nos terres parce que nos terres sont entourées de gens que nous ne connaissons même pas. Les animaux finissent par quitter ce lieu déboisé, les *igarapés* – nom en Amazonie brésilienne d'un ruisseau qui se jette dans une rivière – se tarissent, et finalement les rivières s'assèchent. En tant que femme indienne, je vois tout cela avec une grande tristesse.

Mais, avec ou sans argent nous allons continuer sur nos terres, c'est notre devoir en tant qu'indiens. Avec du soutien, ça ira mieux et avec un budget qui ne vienne pas seulement bénéficier les bureaux du gouvernement en ville, que ce soit surtout un soutien pour les femmes, les femmes en ont besoin.

**1** *Extractivista / Extractivismo*. À ne pas confondre avec les industries extractives, l'*extrativismo* dans le contexte brésilien décrit un mode de vie mené par diverses communautés traditionnelles. L'*extrativismo* se définit par la récolte de produits forestiers non ligneux, souvent en combinaison avec la pratique de l'agriculture de subsistance. L'exploitation du caoutchouc, c'est-à-dire l'extraction du latex des hévéas poussant dans la forêt, en est un exemple. Les baies d'açai et les noix du Brésil constituent d'autres exemples de produits qui forment la base des *économies extractives*. L'*extrativismo* est souvent associé à l'exploitation du caoutchouc et à l'Amazonie brésilienne. Cependant, il existe des communautés *extrativistas* traditionnelles en dehors de la région amazonienne telles que les *quebradeiras de coco babaçu* qui cueillent et transforment les noix de babassu.

**2** « REDD+ juridictionnelle » se comprend lorsque la mise en œuvre ne se fait pas

seulement sur des terres allouées à des projets spécifiques, mais à travers une juridiction, telle qu'un département, une province, un État ou un pays. Lire la suite : <https://www.wrm.org.uy/fr/autres-informations/des-projets-redd-aux-programmes-redd-juridictionnels-encore-une-mauvaise-nouvelle-pour-le-climat-et-les>

3 <https://www.wwf.org.br/?33524/Acre--primeiro-estado-a-realizar-transaes-com-REDD>

4 Nom donné au lieu de vie et de travail des saigneurs de caoutchouc et de leurs familles. Généralement constitué par la maison et une zone destinée à la petite agriculture et à l'élevage, entouré de routes d'arbres de caoutchouc. La taille moyenne de ces emplacements est d'environ 300 ha.

5 ICMBio : Chico Mendes Institute of Biodiversity, agence du gouvernement fédéral, responsable de la gestion des réserves extractives – RESEX.

El Cerrejon, mine de charbon de La Guajira, Colombie.  
Photo : Wikimedia



## **«Charbon de sang» contre «carbone de sang» en Colombie : l'extension des taxes carbone avec REDD met en évidence l'échec de la tarification du carbone**

---

Les pays du Sud ont été « encouragés » à mettre en place leurs propres systèmes de tarification du carbone, ce qui s'est souvent traduit par la promulgation de lois et de réglementations qui ont un impact sur les territoires des communautés. Cet article décrit le système de tarification du carbone en Colombie et révèle comment les sociétés minières utilisent la REDD+ pour éviter légalement de payer des taxes tout en revendiquant la « neutralité carbone ». Glencore, une grande société minière multinationale qui est à l'origine de pollutions, de violences et d'expulsions en Colombie, bénéficie d'un allègement de la fiscalité sur le carbone en raison de son investissement dans un programme de compensation de l'accaparement de terres.

Cet article analyse comment des sociétés productrices de « charbon de sang », connues pour leurs pratiques violentes, bénéficient d'un allègement de la taxe carbone en Colombie en échange d'investissements dans un programme de compensation

forestière fondé sur l'accaparement des terres à l'autre bout du pays, avec un impact majeur sur les communautés afro-colombiennes et les peuples autochtones de part et d'autre du pays.

Les plus grandes mines de charbon à ciel ouvert du continent américain s'étendent sur les départements de Cesar et de La Guajira, dans le nord-est de la Colombie. L'exploitation de ces mines s'est accompagnée de violences pendant des décennies, depuis leur installation dans les années 1980 par la célèbre société américaine Exxon. On parle à leur propos de « charbon de sang » dans la région en raison des violences historiques et persistantes associées aux sociétés d'extraction. Les groupes et les communautés résistant à ces activités extractives sont confrontés à une extrême violence de la part des forces militaires et paramilitaires, à des menaces de morts, à la criminalisation et aux intimidations. Quatre-vingt-dix-huit pour cent du charbon de ces mines, est exporté. Historiquement, la majorité du charbon était destinée à l'Europe<sup>1</sup>.

En plus des violences sur les sites d'extraction et de combustion, les politiques d'atténuation du changement climatique créent elles-mêmes des failles dans le système financier et des subventions pour les industries extractives. C'est le cas notamment de la tarification du carbone, qui autorise l'utilisation de **compensations carbone** au lieu de s'attaquer à la réduction de l'extraction des combustibles fossiles à la source. Les **compensations de carbone** permettent aux industries extractives de continuer à polluer. Pendant des années, nous avons vu ce système défaillant assimiler les émissions provenant de la surproduction d'énergie fossile à des programmes de conservation des terres. L'extraction d'énergie à partir de combustibles fossiles ne doit pas être confondue et mélangée avec la sphère très complexe et historiquement raciste du conservationnisme. Au cours des cinq dernières années, les systèmes de tarification du carbone ont proliféré dans les pays du Sud.

Basé sur quinze mois de recherches en Colombie, cet article décrit le système de tarification du carbone dans ce pays et démontre comment Glencore, une grande société minière multinationale, bénéficie de réductions d'impôts en achetant des crédits carbone de projets REDD+ tout en revendiquant la « neutralité carbone ». Cet article se concentre sur la filiale de Glencore, Prodeco, qui opère dans le département de Cesar, dans le nord-est du pays. Pourtant, il est important de noter que depuis début 2021, Glencore est désormais le seul propriétaire<sup>2</sup> du site minier de Cerrejón et exploite le vaste complexe minier de la région voisine de La Guajira, qui ont un impact considérable sur les communautés autochtones Wayúu<sup>3</sup>.

## Tarification du carbone

Lors du Sommet des leaders sur le climat organisé par le Secrétaire général des Nations Unies en septembre 2014, en raison du faible prix des crédits carbone à ce moment-là, soixante-quatorze pays, vingt-trois États, provinces et villes, et plus de 1 000 entreprises et investisseurs représentant plus de 24 000 milliards de dollars d'actifs se sont réunis pour discuter d'une série de nouvelles initiatives visant à « déterminer le prix du carbone ». Cette initiative a été prise malgré les preuves

accablantes de l'incapacité des marchés du carbone à réduire les émissions.

Le nouveau plan de tarification du carbone visait à relier les systèmes d'échange de droits d'émission, les taxes carbone, le programme REDD+ et d'autres programmes de tarification. Dans le même temps, l'objectif était de relier les systèmes de tarification à l'échelle mondiale afin d'accroître la « flexibilité » des marchés financiers pour les industries les plus polluantes et les gouvernements industrialisés les plus puissants du monde.

Les pays du Sud ont été encouragés à mettre en place leurs propres systèmes nationaux de tarification du carbone afin de se préparer à un système mondial de tarification du carbone. Ce dernier a été établi par les plans mis en place en application de l'article 6 de l'Accord de Paris des Nations Unies. En 2015, année de l'adoption de l'Accord de Paris lors de la réunion des Nations Unies sur le climat à Paris (France), la Colombie s'est engagée à réduire de 20 % ses émissions avant 2030. Pour ce faire, des engagements ont été pris pour étendre les **zones protégées**, réduire la déforestation, protéger les *páramos* (un type de zones humides), renforcer la conservation des bassins fluviaux et construire un programme de cadres d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Depuis 2015, une série de lois pour la tarification du carbone ont également été introduites en Colombie.

La première était la loi 1753 (2015), dans laquelle l'article 175 a créé un Inventaire des émissions de gaz à effet de serre. Cette loi inclut REDD+ et stipule que le programme sera réglementé par le ministère de l'Environnement et du Développement durable. En 2016, le gouvernement a adopté une loi de réforme fiscale globale comprenant une taxe sur le carbone (loi 1819). La loi appliquait une taxe sur le CO<sub>2</sub> à la combustion de l'essence, du kérosène, du carburacteur, du diesel et du fioul, mais, étonnamment, pas du charbon. Le gaz naturel est également taxé mais uniquement pour son utilisation dans le secteur du raffinage des hydrocarbures et de la pétrochimie et le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et uniquement pour sa vente aux utilisateurs industriels. Les émissions de ces combustibles représentent environ 27 % des émissions totales du pays. La taxe a été initialement fixée à 15 000 pesos (5,5 USD) par tonne d'équivalent dioxyde de carbone (tCO<sub>2</sub>e) et devrait augmenter chaque année jusqu'à atteindre environ 11 USD par tCO<sub>2</sub>e.

**Si les entreprises respectent les dispositions relatives aux compensations, elles peuvent prétendre à la « neutralité carbone » et éviter l'application d'une taxation à taux plein.**

En 2017, le décret 926 comprenait une disposition sur la « neutralité carbone », permettant d'acheter des **compensations carbone** au lieu de payer la taxe carbone par l'intermédiaire de vérificateurs tiers. Il n'est pas rare que des amendements ou des décrets sur les **compensations soient** introduits après la mise en place d'une taxe carbone initiale, comme cela s'est passé au Mexique. Plusieurs projets sont éligibles à la vente de crédits de compensation carbone en Colombie. Parmi eux figurent les projets REDD+. Dans le cadre de ce qu'on appelle les « projets REDD+ imbriqués » (quelquefois aussi appelés « projets REDD+ juridictionnel », ce qui veut dire que plusieurs projets sont regroupés dans la même zone géographique) le

gouvernement colombien a autorisé l'enregistrement de plus de 75 projets REDD+ à partir de mai 2021 et leur nombre augmente rapidement.

Les projets REDD+ ont été largement accusés de cibler les modes de vie et les territoires des peuples autochtones, faire grimper le prix des terres, aggraver les violences et provoquer des divisions communautaires. Les organisations de peuples autochtones et les communautés forestières ont affirmé que REDD+ est un mécanisme colonial qui permet aux entreprises de prendre le contrôle des forêts en mettant un prix sur la nature. De plus, REDD+ n'a pas permis de freiner les taux de déforestation.

**Il est important de se rappeler que chacun des échanges de carbone représente une pollution réelle et une violence réelle pour les communautés locales sur les sites de pollution et d'extraction.**

La Colombie a été saluée comme un champion de la tarification du carbone (IETA 2018). En 2017, la Colombie, en tant que membre des pays de l'Alliance du Pacifique (Chili, Mexique, Colombie et Pérou), a signé la Déclaration de Cali pour réaffirmer l'Accord de Paris et renforcer les marchés volontaires de la région. La même année, la Colombie a rejoint la Coalition pour le leadership en matière de tarification du carbone (CPLC) de la Banque mondiale afin d'établir un lien entre les pays développés et les pays en développement sur les marchés de la tarification du carbone. La Colombie a participé au sommet One Planet à Paris avec le Canada, le Chili, le Mexique, le Costa Rica et sept États des États-Unis et du Canada pour lancer le cadre de coopération pour la tarification du carbone en Amérique et créer une plateforme d'échange pour relier les marchés du carbone dans tout le continent.

Si les entreprises respectent les dispositions relatives aux **compensations**, elles peuvent prétendre à la « neutralité carbone » et éviter l'application d'une taxation à taux plein. Ces **compensations carbone** doivent avoir été générées après le 1er janvier 2010 et mises en œuvre en Colombie. Le programme colombien de taxe carbone a ainsi encouragé le développement d'un plus grand nombre de projets REDD+.

À l'origine, les recettes de la taxe devaient être versées au Fondo Colombia Sostenible (FCS - Fonds Colombie durable) Il s'agit d'une initiative du gouvernement colombien financée par la Norvège, la Suède et la Suisse qui met en œuvre des programmes de conservation, notamment REDD+, dans 277 municipalités de Colombie. Le fonds est administré par la Banque interaméricaine de développement (BID) sur la base d'une déclaration commune d'intention (DCI) signée par la Colombie, la Norvège, le Royaume-Uni et l'Allemagne lors des négociations climatiques de l'ONU en 2015 à Paris. En 2019, lors des négociations sur le climat à Madrid, en Espagne, le fonds a été renouvelé.

La loi colombienne sur le changement climatique de 2018 intègre le programme national de tarification du carbone. Elle comprend, entre autres, le Programa Nacional de Cupos Transables de Emision de GEI (PNCTE - Programme national de quotas d'émission échangeables de gaz à effet de serre) géré par le gouvernement. La loi permet qu'une unité de carbone soit reconnue et fasse l'objet d'un paiement dans le

système de compensation de la taxe carbone, ce qui établit un lien entre le commerce du carbone, la taxe carbone et les systèmes de compensation du carbone.

La Colombie réfléchit en outre à la manière de relier ses programmes nationaux aux marchés internationaux. Pourtant, il est important de se rappeler que chacun des échanges de carbone représente une pollution réelle et une violence réelle pour les communautés locales sur les sites de pollution et d'extraction.

## **Des communautés afro-colombiennes touchées par l'extraction du charbon et le programme REDD+ en Colombie**

Les projets REDD+ Cocomasure et BioREDD+, sont situés sur la côte Pacifique où des communautés afro-colombiennes ont des droits fonciers sur plus de 5 millions des 10 millions d'hectares de forêt tropicale. La filiale colombienne d'extraction de charbon de Glencore, Prodeco, et la compagnie pétrolière Chevron ont été parmi les premiers acheteurs de REDD+ en Colombie.

Le directeur de l'environnement de Glencore/Prodeco a expliqué qu'ils ont été impliqués dans les négociations politiques pour élaborer la législation sur la taxe carbone, mais aussi informés par les ONG de conservation : « La taxe carbone a commencé ici en 2016 et a commencé à être mise en œuvre en 2017... *C'est nous qui en avons été à l'origine...* nous avons participé à tout ce qui concerne l'émergence de cette législation et les discussions associées. Nous avons été consultés sur la création de tous les aspects de cette législation. Mais pour l'industrie minière en Colombie, ce thème était vraiment relativement nouveau. Il nous a fallu un certain temps pour le comprendre, et finalement cela a été possible grâce à des alliés comme Conservation International, parce que nous avons déjà plusieurs projets avec eux » (communication personnelle 2019, c'est nous qui soulignons).

**Il faut éliminer progressivement les combustibles fossiles et les garder dans le sol, et les violences racistes et socio-économiques constantes sur les sites d'extraction, de combustion et de transport doivent prendre fin maintenant**

Le projet Cocomasure a débuté en 2011 et est situé dans le corridor Choco-Darien dans la région Urabá Antioqueño. Le projet a généré 40 000 crédits carbone sur l'ensemble des quelque 14 000 hectares où vivent 20 communautés. Les crédits carbone ont été achetés par la filiale colombienne de Glencore, Prodeco, pour compenser les émissions de diesel générées par ses activités. Ce premier projet était emblématique parce qu'il créait un précédent pour la mise en place d'autres projets REDD+ et, par la suite, l'établissement de liens avec le système de taxe carbone colombien.

De l'autre côté du pays, les mines de charbon de Glencore/Prodeco sont situées dans le nord-est des Caraïbes et ont également un impact sur les communautés afro-colombiennes. Les communautés vivant à proximité des mines de charbon de

Cesar souffrent de pénuries d'eau, de niveaux dangereux de pollution, d'années de violence et d'expulsions, d'accaparement des terres et de discrimination<sup>4</sup>. Prodeco a choisi de pré-acheter des crédits REDD+ au lieu de payer la taxe carbone.

Le programme BioREDD+ a été développé par l'agence de développement américaine USAID en 2013 et a reproduit le projet REDD+ de Cocomasure dans huit autres communautés.

Fondo Acción est l'opérateur contractuel du projet BioREDD+ pour l'USAID. Prodeco et Conservation International (CI) travaillent ensemble sur plusieurs projets liés à des paiements pour services environnementaux, et c'est CI qui a encouragé Prodeco à entrer en contact avec l'USAID. Prodeco a signé le contrat avec Fondo Acción pour acheter les crédits. Fondo Acción intervient dans la compensation et le financement de la conservation depuis de nombreuses années. C'est également l'ONG qui a été chargée de la mise en œuvre des échanges dette-nature avec les États-Unis en 2004. Le directeur de Prodeco a expliqué que Fondo Acción jouait le rôle de facilitateur entre Prodeco et les communautés (communication personnelle, 2019). Il a également expliqué que Fondo Acción sait comment communiquer « avec le secteur privé dans sa langue, au sujet des contrats et des questions financières » (communication personnelle 2019). Il a ajouté :

« Ils [Conservation International] ont pris contact avec l'USAID et avec Fondo Acción, qui travaillait sur le projet REDD dans le Pacifique depuis plus de cinq ans, avant même que des taxes carbone ne soient générées en Colombie. Il y a un projet de l'USAID qui est un très, très grand projet, qui s'appelle le projet BioREDD, qui a fondamentalement été l'impulsion qui a permis de structurer le projet REDD dans le Pacifique, en reproduisant le modèle du projet REDD, qui était un pionnier dans le pays (communication personnelle, 2019).

Malgré la confiance du directeur, lorsque Fondo Accion a pris contact avec les communautés pour vendre des crédits REDD+ à Prodeco, les communautés ont dit non. Elles ont résisté et ont dit qu'elles ne voulaient pas avoir affaire avec une société charbonnière. Cependant, selon le représentant de Prodeco, c'est Fondo Acción qui a plaidé en faveur de Prodeco :

« Parce qu'en fait, ils [l'assemblée communautaire ou consejo] ont dit : « Non, c'est une société minière qui va les acheter. C'est une société minière. » Mais Fondo Acción, a dit : « Ce n'est pas n'importe quelle compagnie minière, c'est une compagnie responsable, ta ta ta ta tan tan [bla, bla, bla]. Et nous sommes partis avec cet engagement et nous avons passé l'accord, mais nous devons encore leur expliquer qui est Prodeco et en apprendre plus sur eux [la communauté]. C'est un processus dans lequel nous sommes engagés » (communication personnelle, 2019).

En effet, Prodeco paierait environ un quart à un tiers du montant de la taxe carbone, ce qui représente une économie financière importante pour l'entreprise. En outre, Prodeco bénéficierait non seulement d'avantages fiscaux, mais aussi de bonnes retombées médiatiques en matière de climat en étant classée comme « neutre en carbone ».

Aujourd'hui, les plus de 75 projets REDD+ imbriqués sont essentiellement utilisés comme une subvention/compensation pour les combustibles fossiles par le biais du programme colombien de taxe carbone. Plusieurs de ces programmes sont

situés en Amazonie et concernent au moins 17 communautés autochtones.

Alors que l'ONU, les courtiers en carbone, les institutions de développement et de conservation se disputent sur la façon de parvenir à une **comptabilité carbone** précise, ils passent à côté de l'essentiel. Aucun calculateur de carbone ne peut réparer ce système défectueux. L'établissement de niveaux de référence, l'extension du système et la prise en compte du risque de rejets prématurés de carbone ne permettront jamais de maintenir les combustibles fossiles dans le sol. Il est temps de cesser de mélanger le conservationnisme avec la nécessité d'une réduction drastique des énergies fossiles. Il faut éliminer progressivement les combustibles fossiles et les garder dans le sol, et les violences racistes et socio-économiques constantes sur les sites d'extraction, de combustion et de transport doivent prendre fin maintenant.

Aucun système de tarification du « carbone de sang » n'est capable de maintenir le « charbon de sang », ou tout autre combustible fossile, dans le sol.

Tamra L Gilbertson

PhD, est conseillère en matière de changement climatique et de politique forestière auprès de l'Indigenous Environmental Network, et chargée de cours au département de sociologie de l'Université du Tennessee. Cet article est basé sur sa thèse et un article ultérieur publié dans le Community Development Journal.

Août 2021

1 PAX, European energy companies contributed to human rights violations and must now contribute to reparation, 2021, <https://paxforpeace.nl/news/overview/european-energy-companies-contributed-to-human-rights-violations-and-must-now-contribute-to-reparation>

2 CIMMagazine, Glencore to acquire full stake in Cerrejón mine, 2021, <https://magazine.cim.org/en/news/2021/glencore-to-acquire-full-stake-in-cerrejon-mine-en/>

3 Corporate Accountability Lab, El Arte de Operar con Impunidad: La Historia de Cerrejón en la Guajira Colombiana, 2021, <https://corpaccountabilitylab.org/calblog/2021/3/24/el-arte-de-operar-con-impunidad-la-historia-de-cerrejn-en-la-guajira-colombiana>

4 Community Development Journal, Financialization of nature and climate change policy: implications for mining-impacted Afro-Colombian communities, 2021, <https://academic.oup.com/cdj/article/56/1/21/5960023?questAccessKey=575b8542-aeef-441c-b66e-913f6afc4ca7>

Le projet REED du Katingan en Indonésie.  
Photo : Izzuddin Prawiranegara, Agrarian  
Resources Centre, Indonésie



## **Le projet REDD+ du Katingan en Indonésie : la marchandisation de la nature, du travail et de la reproduction des communautés**

Les « concessions carbone » créées pour générer et vendre des crédits carbone affaiblissent également profondément les structures des communautés, leur organisation et leur reproduction en tant que communautés. C'est l'histoire du village de Bapinang Hilir en Indonésie. Bien qu'il soit situé en dehors du secteur de concession du « projet REDD+ de Katingan », il a été identifié comme faisant partie de la zone de projet vérifiée par les systèmes de certification (VCS et CCBA). L'article analyse la façon dont les propriétaires de la concession ont profité de cette inclusion au détriment des villageois de Bapinang Hilir.

Le village de Bapinang Hilir est situé dans la zone administrative du district de Pulau Hanaut, dans la régence de Kotawaringin Timur (Kotawaringin Est), en Indonésie. C'est l'une des treize régences qui composent la province du Kalimantan central sur l'île de Kalimantan. Son emplacement dans l'estuaire, en bordure de la

rivière Katingan et de la rivière Mentaya, explique la présence d'une zone marécageuse avec une couche de tourbe et de pyrite. Le peuplement de cette région a commencé à être alimenté par des flux migratoires dus à l'extraction de charbon dans le sud du Kalimantan il y a 150 ans, qui ont entraîné l'expulsion et le déplacement des Banjarese vers la rivière Mentaya, un endroit l'administration coloniale préparait le circuit du capital des produits agricoles (noix de coco et caoutchouc).

Le contexte historique post-migratoire de Bapinang Hilir caractérise les conflits sur les terres frontalières entre les circuits du capital et les habitants de cette région. Les capitaux injectés de l'extérieur se traduisent principalement par l'expansion d'activités industrielles qui dévorent les espaces de vie. Les tourbières, sensibles au changement, illustrent bien cette destruction écologique, où la spirale de l'exploitation des humains et de leurs environnements exacerbe de plus en plus l'expérience de marginalisation des communautés. Au cours de la dernière décennie, les biens communs restants ont été de plus en plus enclos pour le commerce du carbone.

Ce nouveau chapitre de l'histoire de Bapinang Hilir montre l'expansion absolue de l'accumulation de capital qui consomme non seulement les espaces de vie écologiques, mais aussi la reproduction de la société<sup>1</sup>. L'excès (de pollution) qui a été continuellement induit par le capital financier et industriel des pays du Nord au cours des deux derniers siècles est désormais considéré comme une crise (climatique) et, dans la logique du capital, il est devenu une marchandise. Cela a ensuite permis la création de concessions carbone qui génèrent et vendent des crédits carbone. Paradoxalement, ce modèle transfère la responsabilité de la « réduction » des émissions aux petits agriculteurs de Bapinang Hilir. Pourtant, les crédits carbone générés ne diminuent pas les émissions, mais sont en fait censés compenser une pollution supplémentaire ailleurs.

La conclusion initiale concernant un projet commercial qui ne se contente pas de vendre des paysages de forêts de tourbières, mais modifie également les structures et l'organisation communautaires – comme l'exigent les programmes de **certification** carbone – révèle la **marchandisation** de la reproduction de la communauté. Ainsi, lorsqu'on mentionne les concessions carbone mises en place pour vendre des crédits carbone à des pays et des entreprises essentiellement situés dans le Nord, on ne peut s'empêcher d'évoquer également la façon dont l'espace (société de reproduction et nature) est également systématiquement marchandisé.

## **Le projet REDD++ de Katingan**

Les terres laissées sans concessions économiques ou activités d'extraction sont toujours considérées comme des terres communales. Cependant, depuis 2016, cette superficie restante est sous le contrôle de PT Rimba Makmur Utama (RMU) pour le projet de restauration et de conservation des tourbières de Katingan (ou projet REDD+ de Katingan), à travers la concession du permis d'utilisation des produits forestiers pour la restauration des écosystèmes (IUPHHK-RE). La société indonésienne RMU a été fondée en 2007 avec l'idée de tirer profit des activités de conservation des forêts grâce au commerce du carbone. En 2008, RMU a déposé une demande pour des

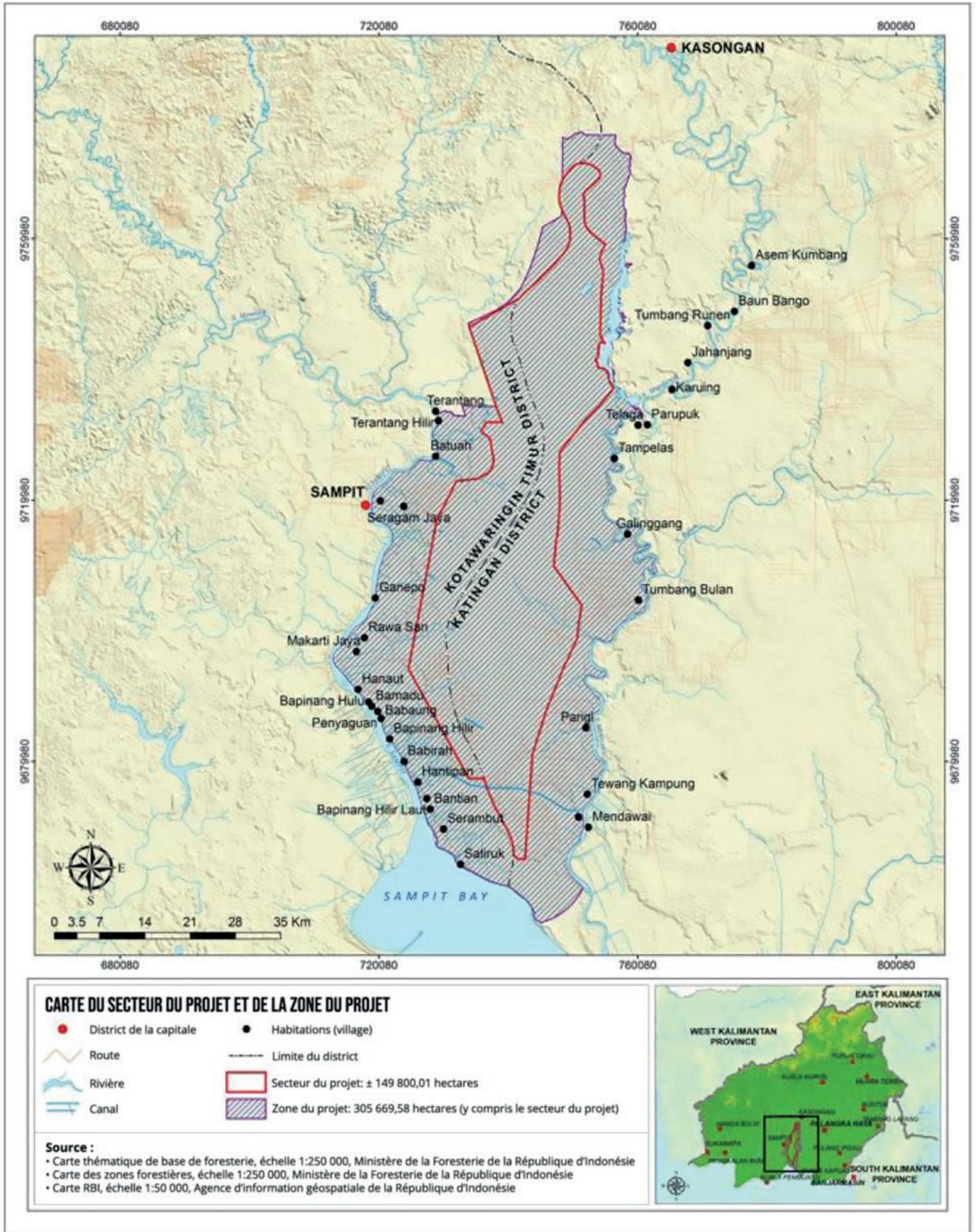
Concessions pour la restauration des écosystèmes (ERC)<sup>2</sup> couvrant une superficie de 227 260 hectares situés dans les régences de Katingan et Kotawaringin Timur. Pourtant, le ministère de l'Environnement et des Forêts n'a délivré la concession à la régence de Katingan qu'en 2013, et l'autre en 2016, couvrant une superficie de 149 800 hectares (voir Carte du secteur du projet et de la zone du projet)<sup>3</sup>. Si l'on calcule la superficie de la zone de projet, qui comprend la zone à l'extérieur des concessions de restauration des écosystèmes, la superficie atteint 305 669 hectares, ce qui fait du projet REDD+ de Katingan le plus grand projet de réduction d'émissions au monde. Le projet a reçu la **certification** de la Verified Carbon Standard (VCS) et de la Climate, Community & Biodiversity Alliance (CCBA).

Bien que la superficie de la concession de RMU soit de 149 800 hectares, la superficie totale comptabilisée en tant que zone de projet vérifiée par la VCS et la CCBA est de 305 669 hectares<sup>3</sup>. Avant de pouvoir vendre les crédits carbone, RMU s'est appuyé sur les investissements de diverses organisations et entreprises, notamment la Fondation David et Lucile Packard, le Projet de soutien de l'USAID à l'Indonésie en matière de forêts et de climat, le Fonds pour l'environnement mondial, la Fondation Clinton, la banque de développement norvégienne NORAD et la Fondation Puter, qui est le partenaire de RMU pour les activités de développement communautaire.

Outre la vente de crédits carbone, RMU, par le biais de la Fondation Puter, reçoit des fonds de diverses entreprises et fondations pour mener à bien des programmes d'autonomisation des communautés. Ceux qui apparaissent à Bapinang Hilir prévoient une cartographie participative, l'autonomisation des producteurs de sucre de noix de coco et des programmes encourageant la communauté à passer à l'horticulture biologique. Ces fonds peuvent être considérés comme un moyen pour RMU de répondre aux exigences de coût des programmes de **certification** et comme une incitation à faciliter le commerce des crédits carbone.

Les crédits carbone sont calculés sur la base du scénario de menace de déforestation associé aux concessions de plantations industrielles, des droits de culture communautaire et de l'occupation illégale des forêts par la communauté. La quantité de dioxyde de carbone qui devrait être évitée avec le projet REDD+, selon le document de projet, constitue la base du montant des crédits qui peuvent être vendus. Cette quantité est censée être basée sur des calculs dans la zone de concession (ou zone de projet) à partir de la différence entre un scénario de référence sans le projet et un scénario imaginé avec le projet. Cependant, ce calcul intègre également les zones situées en dehors de la concession, ou ce que l'on appelle la zone de projet, qui comprend les villages des communautés et les terres agricoles. Ces surfaces arrivent en déduction pour les crédits carbone qui peuvent être vendus. RMU lui-même reconnaît que ceux-ci comportent des risques pour le régime foncier et la politique locale et suggère que ces risques soient réduits grâce à des approches et des accords entre les communautés<sup>3</sup>.

La **certification** VCS obtenue par RMU est assortie de conditions. L'une d'elles est de garantir que le projet n'a pas d'impacts négatifs sur les communautés locales et d'encourager leur participation au processus de développement et de mise en œuvre du projet. La **certification** CCBS vise à garantir que le projet améliore le bien-être des populations dans la zone du projet. Cette amélioration est calculée en



Carte du secteur du projet et de la zone du projet

## L'émergence du carbone en tant que marchandise capitaliste supplémentaire change radicalement les relations de travail et de production dans les campagnes.

comparant des scénarios de bien-être communautaire sans intervention d'activité et de bien-être communautaire après intervention. Une **certification** CCBS peut augmenter la valeur d'un crédit carbone d'environ 1,6 USD par tCO<sub>2</sub>e (à partir d'un prix initial d'environ 2,3 à 3,9 dollars en 2016). De plus, ce certificat est un facteur déterminant pour réduire les risques qui pourraient avoir un impact sur la quantité de carbone pouvant être vendue, ainsi que dans le cadre d'un scénario de réduction des émissions résultant de l'occupation illégale par les communautés. On estime que RMU a le potentiel de générer environ 1,7 milliard de dollars pour la période de concession de 60 ans, sans tenir compte des fonds de subvention qu'il obtient également<sup>3</sup>.

RMU a commencé à entrer en relation avec les communautés par le biais de la Fondation Puter en 2012, en utilisant les fonds de l'USAID, pour cartographier les ressources et les moyens de subsistance des communautés et les préparer à collaborer au commerce du carbone. C'était la première étape pour que l'entreprise tente de signer un protocole d'accord avec les autorités du village. Après la signature du protocole d'accord, il était prévu que le village reçoive 100 millions de roupies indonésiennes (environ 7 000 USD) et deux millions de roupies (environ 140 USD) par mois pour renforcer les équipements du village. Les villageois pouvaient également soumettre des propositions pour le développement de leurs activités économiques. Le développement commercial d'activités communautaires réalisé est basé sur un programme agricole qui introduit des engrais organiques et interdit le brûlage et l'utilisation de produits chimiques.

La première étape a été rejetée par la quasi-totalité des autorités villageoises, créant de nombreuses difficultés à RMU pour obtenir un protocole d'accord. Cette résistance a été mobilisée par l'élite du secteur de la noix de coco qui contrôlait les administrations des villages et des sous-districts ainsi que le Groupe d'agriculteurs Dayak Misik de l'île Hanaut<sup>4</sup>. Ce refus a été motivé par les nouvelles qui circulaient dans la communauté de la régence du Katingan, selon lesquelles les habitants avaient des difficultés à accéder à la forêt en raison des restrictions progressivement imposées par RMU sur l'utilisation de la zone de concession par les habitants<sup>5</sup>. Cependant, la fourniture de fonds aux autorités du village a incité d'autres autorités villageoises à coopérer avec RMU et a développé la méfiance entre le village et le groupe Dayak Misik.

Le groupe Dayak Misik, en tant que seule institution de groupe coutumière ayant un intérêt dans l'extension des terres par la délivrance du Certificat de terre coutumière, est gêné par le contrôle des terres communales par RMU. D'autres agriculteurs qui ne font pas partie du groupe Dayak Misik, comme les administrations villageoises et les propriétaires de grandes plantations de noix de coco à Bapinang Hilir, ont tendance à soutenir Dayak Misik parce qu'ils considèrent que le protocole d'accord entre le village et RMU s'est traduit par la cession des terres communales et l'interdiction de l'entrée des villageois dans leur forêt. L'apparition d'appels<sup>6</sup> à ne pas

mener d'activités susceptibles de réduire les crédits carbone, comme la plantation d'huile de palme, la récolte de bois et la chasse, fait que certains agriculteurs se sentent encore plus menacés<sup>7</sup> par le protocole d'accord. De plus, le contrôle des terres par RMU contribue à raréfier les terres disponibles.

En 2017, l'administration du sous-district a été débarrassée de l'élite du secteur de la noix de coco et le chef du sous-district élu a été jugé apte à faciliter le processus de signature du protocole d'accord. Après le changement intervenu au niveau du sous-district, presque tous les villages ont signé un accord de coopération avec RMU parce qu'ils ont été séduits par l'exemple d'autres villages qui avaient reçu de l'argent.

## Commerce du carbone et marchandisation humaine

L'émergence du carbone en tant que marchandise capitaliste supplémentaire change radicalement les relations de travail et de production dans les campagnes. Les paysans, qui disposaient d'une certaine autonomie, contrôlaient les moyens de production et travaillaient par leurs propres moyens, sont transformés par le projet REDD+ en petits producteurs de marchandises<sup>8</sup>. En perdant leur autonomie, ils doivent produire des marchandises pour obtenir de l'argent en échange et acheter d'autres marchandises pour leurs besoins de consommation et ainsi s'intégrer dans l'économie de marché capitaliste, en dépendant de l'argent qu'ils tirent de la vente de leur travail.

Les habitants de Bapinang Hilir et les populations autochtones de Kalimantan en général ont des arrangements et des divisions du travail spécifiques en termes de brûlage d'arbustes avant la plantation<sup>9</sup>. Cela se fait de manière à ce que le **feu** ne dégage pas de fumée et ne se propage pas aux jardins des autres agriculteurs. Pendant la saison des **feux**, les personnes qui ont des jardins utilisent généralement leur travail pour éviter que leurs récoltes ne soient dévorées par le **feu**. Le brûlage des arbustes est devenu un problème litigieux à Bapinang Hilir en 2019-2020 en raison de la menace de 25 ans d'emprisonnement et d'une amende de 2 milliards de roupies indonésiennes (environ 14 000 dollars américains) pour toute personne ayant démarré un **feu**. En conséquence, les agriculteurs se sont généralement tournés vers l'utilisation d'herbicides pour éliminer les herbes ou à des brûlages de terres en secret par petites quantités. Les **feux** de terres, c'est-à-dire les **feux** incontrôlés, sont généralement causés par des terres abandonnées et propagés par l'expansion des plantations d'arbres en monoculture à grande échelle, comme le palmier à huile et l'acacia.

Les incendies de terrains de 2015 qui ont laissé des sols durs à forte acidité et brûlé des jardins potagers sont le résultat des circuits de capital qui ont apparus il y a 150 ans. A cela s'ajoute la différenciation des classes. Les petits agriculteurs sont de plus en plus marginalisés par les incendies de terrains en raison de la dureté et de la forte acidité des sols, les élites qui contrôlent les administrations villageoises et possèdent de très grandes plantations de cocotiers accumulent plus de terres et les agriculteurs moyens qui étendent leurs palmeraies. Les riziculteurs marginaux sont obligés d'utiliser des herbicides, car il leur est interdit d'utiliser le **feu**, ce qui

augmente considérablement les coûts de la culture du riz et endommage le sol et les ressources en eau. Un an après les grands incendies, le commerce du carbone est en train d'annexer et d'enfermer les terres non cultivées restantes par le biais de concessions de restauration des écosystèmes. L'inspection du commerce du carbone ne concerne pas seulement la clôture des terres, qui restreint l'accès des communautés locales, mais aussi la façon dont la reproduction de la communauté est marchandisée.

L'évaluation du niveau de référence et de la trajectoire des communautés situées en dehors de la zone de concession ainsi que les formes d'intervention proposées et convenues par le certificateur sont à l'origine de la valorisation des activités de reproduction de la communauté. La reproduction en question ne traite pas seulement des communautés marginales en crise, mais aussi de la dynamique des mutations agricoles. Ce qui est vendu ne concerne pas seulement les agriculteurs marginaux, mais aussi les questions liées aux habitudes communautaires (brûlage de l'herbe), à la reproduction du travail à long terme (éducation) et à la dynamique des classes dans les zones rurales (terres vacantes, accès restreint par les élites, agriculteurs marginaux).

Pendant ce temps, le projet REDD+ de Katingan vend des crédits carbone à des pollueurs multinationaux comme la compagnie pétrolière Shell et la compagnie aérienne KLM. Ces entreprises prétendent être « neutres en carbone » parce qu'elles ont acheté des crédits carbone générés par des projets qui, en fait, modifient structurellement le tissu et l'organisation des communautés<sup>10</sup>.

Il en résulte une fracture métabolique et la dynamique associée (changements écologiques, différenciation des classes et marginalisation) consistant en une intégration en tant que produits de la reproduction de la communauté. Les interventions énumérées dans le rapport de validation du certificat montrent que le commerce du carbone ne se contente pas de transformer en marchandises le vaste environnement du carbone, mais qu'il produit également de nouveaux espaces où l'écologie (dont l'homme fait partie) devient elle-même une marchandise.

Izzuddin Prawiranegara  
Agrarian Resources Centre, Indonésie

**1** La reproduction de la société en question renvoie aux relations et processus sociaux qui assurent ou maintiennent les structures sociales dans le temps. Pour plus de détails, voir : Bachriadi, Dianto. 2020. 24.2: Manifesto Penataan Ulang Penguasaan Tanah 'Kawasan Hutan'. Bandung : ARCBooks.

**2** <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/indonesie-quest-ce-quune-concession-pour-la-restauration-des-ecosystemes>

**3** RMU. 2016. *Katingan Peatland Restoration and Conservation Project: Project Description VCS Version 3, CCB Standards Third Edition*. Washington, DC: Verified Carbon Standards dan CCB Standards. [https://www.katinganproject.com/uploads/default/modular/CCB\\_PROJ\\_DESC\\_ENG\\_1477\\_11MAY16.pdf](https://www.katinganproject.com/uploads/default/modular/CCB_PROJ_DESC_ENG_1477_11MAY16.pdf)

**4** Le groupe Dayak Tani Misik fait partie du forum de coordination du groupe Dayak Misik Farmers (FKKT) (ci-après dénommé Dayak Misik) qui a été créé en 2014 pour assurer la sécurité des terres et des forêts au peuple Dayak et pour empêcher que les terres coutumières soient contrôlées par des migrants et des entreprises. Le FKKT Dayak Misik a un programme de cession de cinq hectares de terres aux membres du groupe Dayak Misik par le biais de la délivrance d'un Certificat de terre coutumière. Dans certains endroits, le Dayak Misik est utilisé comme un système pour lutter contre l'occupation des terres à grande échelle par les sociétés minières et les plantations d'huile de palme. À Bapinang Hilir, la gestion de Dayak Misik est contrôlée par une famille qui fait partie de l'élite du secteur de la noix de coco et ses membres ne se limitent pas aux Dayak, mais incluent également des Banjar et des Malais.

**5** Avant d'obtenir une concession dans la régence de Kotawaringin Est, RMU a obtenu une concession dans la régence de Katingan en 2012. Après avoir obtenu le certificat VCS, RMU a d'abord réussi à obtenir un protocole d'accord avec la majorité des autorités villageoises du Katingan.

**6** Avant d'obtenir une concession dans la régence de Kotawaringin Est, RMU a obtenu une concession dans la régence de Katingan en 2012. Après avoir obtenu le certificat VCS, RMU a d'abord réussi à obtenir un protocole d'accord avec la majorité des autorités villageoises du Katingan.

**7** Cette menace crée une forte méfiance vis-à-vis des personnes extérieures, ce qui rend difficiles les relations et la confiance avec les habitants de Bapinang Hilir. Afin de repérer si des personnes extérieures sont du côté de RMU ou non, les agriculteurs posent des questions sur l'autorisation de brûler les herbes sur leurs terres.

**8** Le terme paysan désigne une personne qui cultive la terre à la campagne, contrôle les moyens de production, travaille par ses propres forces, dont le surplus de production est pris par les autorités et le reste sert à échanger les produits fabriqués (par le travail) pour des biens qui – culturellement – sont considérés comme équivalents. En revanche, les petits producteurs sont uniquement un groupe de personnes qui pratiquent l'agriculture dans le but de produire des marchandises, ou des personnes impliquées dans des relations capitalistes de production de marchandises dans l'agriculture. Même si cela semble incohérent, surtout lorsqu'il s'agit de trouver des équivalents indonésiens, ici les petits producteurs de marchandises seront également appelés « agriculteurs ».

**9** Pour comparaison, voir Dove, Michael, R. 1988. Sistem Perladangan di Indonesia: Suatu Studi-studi Kasus dari Kalimantan Barat. Yogyakarta : Gadjah Mada University Press. Et, Dove, Michael R. « Theories of swidden agriculture, and the political economy of ignorance » Agroforestry systems 1.2 (1983) : 85-99, qui fournit une description très détaillée des techniques de brûlage des terres utilisées par le peuple Dayak du Kalimantan occidental pour préparer les terres agricoles. Watson, G. A. 1984. « Utility Of Rice Cropping Strategies In Semuda Kecil Village, Central Kalimantan, Indonesia. » Workshop on Research Priorities in Tidal Swamp Rice. Los Banos : International Rice Research Institute (IRRI). 49-67, décrit également comment les habitants du bassin de la rivière Mentaya cultivent le riz par brûlage.

**10** <https://www.wrm.org.uy/fr/articles-du-bulletin/rouler-neutre-en-carbone-le-projet-de-restauration-et-de-conservation-de-shell-en-indonesie>

## Références

Prawiranegara, Izzuddin. 2020. *Dari marginal menjadi lebih marginal: Pendalaman Metabolic Rift di Lahan Gambut (unpublished)*. Bandung: Agrarian Resources Center.

Großmann, Kristina. 2019. “Dayak, WakeUp: Land, Indigeneity, and Conflicting Ecologies in Central Kalimantan, Indonesia.” *Bijdragen tot de Taal-, Land- en Volkenkunde* 175 (2019) 1-28 1-28.

Hamrick, Kalley, dan Melissa Gallant. 2017. *Unlocking Potential State of the Voluntary Carbon Markets 2017*. Washington, DC: Forest Trends' Ecosystem Marketplace.

Réunion communautaire à Nhambita, Mozambique



## **Le légat du projet communautaire de carbone à Nhambita, Mozambique : nostalgie, désillusion et révolte <sup>1</sup>**

---

**La société britannique Envirotrade a lancé un projet REDD+ en 2003 impliquant les communautés de la zone tampon du parc national de Gorongosa dans le nord du Mozambique. Le projet a vendu des crédits carbone sur le marché volontaire. Envirotrade a recruté des centaines de villageois pour planter des arbres. Les familles qui ont reçu des paiements pendant seulement sept ans, ont été obligées de prendre soin des arbres pendant de nombreuses années supplémentaires. En 2018, l'entreprise a abandonné la région, laissant derrière elle des obligations non remplies, des dettes envers les villageois et des centaines de familles dans l'embarras.**

Envirotrade, société britannique ayant cessé ses activités, avait initié en 2003 un projet REDD+ dans les communautés autour et dans la zone tampon du Parc National

de Gorongosa, dans la province de Sofala, région centrale du Mozambique. Sous le titre de «Projet communautaire de carbone de Sofala », une utilisation durable des terres et des activités pour réaliser le développement rural dans la région était énoncée<sup>2</sup>. Comme il s'agissait d'un projet à but lucratif, le carbone capté de l'agroforesterie, de la conservation des forêts et de la déforestation évitée était échangé sur le marché volontaire du carbone.

Envirotrade a également recruté, en tant que « producteurs », des centaines de membres de agrégats familiaux dans la région de Pungwe - à laquelle appartient la communauté Nhambita - pour la plantation de diverses espèces d'arbres, sur la base d'un contrat qui prévoyait des paiements durant sept ans, bien que l'employé contractuel avait la responsabilité d'entretenir et de protéger les arbres bien au-delà de cette période.

Outre ces activités agro-forestières, le projet comprenait la création d'une menuiserie et d'une scierie locales qui utiliseraient des matériaux locaux de manière durable et comprenait également la création d'une pépinière de plantes fruitières parmi d'autres espèces. La pépinière avait pour objectif de soutenir les activités agro-forestières et employait principalement des femmes. Ainsi, en plus des producteurs, l'entreprise avait un lien contractuel avec des menuisiers, des agents pépiniéristes, des agents de vulgarisation rurale et des agents qui patrouillaient la forêt contre la déforestation et les incendies.

Quinze ans après, en 2018, le projet a pris fin et a laissé derrière lui des tâches non accomplies et des centaines de familles perplexes. Selon d'anciens producteurs, l'entreprise a quitté la région sans dire au revoir aux communautés et sans avoir payé les services de plantation et d'entretien des arbres qui devait se poursuivre.

*« Envirotrade n'a pas été correcte. Envirotrade doit des paiements à de nombreuses personnes. Premièrement, elle n'a pas payé aux producteurs trois ans de plantation des arbres et de travail du sol. Deuxièmement, ils doivent aux pépiniéristes, qui produisaient les plants, là aussi trois ans d'impayés. Troisièmement, ils ont aussi des dettes à l'égard des hommes qui travaillaient à la protection des surfaces plantées et qui réalisaient les coupe-feux. Quatrièmement, ils doivent également trois ans [de paiements] aux personnes qui appartenaient aux zones [forestières] individuelles pour le carbone. Enfin, ils doivent une indemnisation aux travailleurs. »<sup>3</sup>*

L'ancien gestionnaire de carbone Envirotrade renie les déclarations susmentionnées, et affirme que l'accord a pris fin en raison de la baisse du prix du carbone sur le marché mondial et de la non-viabilité financière qui en a résulté, car c'étaient bien les revenus du carbone qui étaient censés soutenir financièrement le projet<sup>4</sup>. De plus, l'entreprise affirme avoir été victime d'une «campagne anti-REDD+» qui aurait supposément discrédité les nombreuses années de travail d'Envirotrade.

Savoir dans quelle mesure le projet a réellement abouti au développement de la région est une question qui divise l'opinion à Nhambita. Cependant, certains anciens producteurs et techniciens d'Envirotrade déplorent l'arrêt du projet, en raison, surtout, de la perte des avantages monétaires issus des paiements annuels qu'ils recevaient en guise de contrepartie

## Impacts, légat, panorama et stratégies

La possibilité ou non de la reprise du projet par Envirotrade «ou par d'autres parties intéressées» maintient toujours en suspens la communauté de Nhambita<sup>5</sup>. Entre incertitude et attente, certains producteurs continuent, d'une part, à préserver les arbres plantés sans en être obligés, et, d'autre part, à ouvrir de nouvelles surfaces pour la pratique de l'agriculture. Lorsqu'Envirotrade était dans la région, il était interdit aux producteurs, dans les termes des contrats signés, d'ouvrir de nouvelles surfaces pour d'autres activités, y compris pour la pratique de l'agriculture, car Envirotrade s'intéressait surtout à une plus grande quantité de végétation et de biome lui assurant plus de capacité à séquestrer le carbone.

Des visites effectuées chez les ménages à Nhambita, on constate la présence abondante d'arbres fruitiers, principalement des manguiers et des anacardiens, plantés dans le cadre du projet. Certains des producteurs visités ont signé plusieurs contrats, adoptant des systèmes différenciés (*lisières, consortium, arrière-cour*). Cela était particulièrement viable pour les producteurs disposant de plus de terres.

L'un des principaux soucis mis en avant par les producteurs interrogés était celui de savoir ce qu'ils feraient des arbres. Cela soulève une question pertinente ; celle de savoir jusqu'à quel point les producteurs étaient au courant des objectifs et des spécificités du projet.

Selon un producteur,

*« Il ne nous est resté que les plantes (...) il y a une zone [où] ils coupaient des arbres sur l'effet de leur rage, parce qu'ils n'étaient pas payés, dans les champs agricoles ils coupaient aussi. J'ai demandé pourquoi ils coupaient, ils ont dit [qu'ils en avaient été] interdits pendant de nombreuses années [de couper] pour ensuite ne pas être payés. Les champs agricoles sont remplis de plantes et ils [disent] nous allons couper. »*<sup>6</sup>

Outre l'asymétrie de l'information circulant entre l'entreprise et les producteurs, il doit être souligné également que les discours sur l'amélioration de la vie des communautés grâce aux projets environnementaux ne se matérialisent pas. Il a été constaté que l'entreprise a géré un niveau important de dépendance économique au sein des communautés, ce qui a entraîné, peu de temps après son départ, une perturbation des niveaux de revenus et de moyens de subsistance. Le projet n'a pas donné lieu à des stratégies qui promeuvent la souveraineté et l'indépendance, mais c'est bien le contraire qui s'est produit.

## Souveraineté alimentaire

L'une des principales critiques faites au projet carbone de Nhambita par les chercheurs et les activistes était liée au risque potentiel du projet pour la sécurité alimentaire de la région<sup>7</sup>, puisque les producteurs sous contrat (quelques centaines), auraient tendance à négliger la production de cultures vivrières, pour se consacrer à la plantation et à l'entretien des arbres.

C'était en fait la perception qu'avait eu une enseignante de l'école primaire locale, après avoir observé la dynamique de mise en œuvre du projet pendant une dizaine d'années. Elle a trouvé qu'avec le projet, la communauté de Nhambita présentait une particularité qui n'était pas observée dans les autres communautés où elle enseignait. Elle a constaté que les paysans consacraient moins d'heures de travail dans les champs agricoles afin de pouvoir investir leur temps dans des activités agroforestières. « [Les paysans] se sont un peu perdus car ils étaient plus impliqués dans les activités de l'entreprise et la production alimentaire était devenue leur deuxième priorité ». En dépit de compenser les pertes en subsistance alimentaire par les revenus issus de la plantation des arbres, "en abandonnant la production alimentaire, ils finissaient par subir des préjudices", a-t-elle déclaré.

Des évidences suggèrent que les paysans semblent avoir rejoint le projet pour le simple fait qu'ils en recevraient des valeurs monétaires. Bien que la valeur des arbres plantés pour la communauté ne puisse être minimisée, car ils fournissent, par exemple, de l'ombre et des fruits<sup>8</sup>, ou, en raison de la protection qu'ils offrent en cas de vents forts et de cyclones, dans une perspective plus large, les arbres plantés ne semblent pas être d'une grande utilité pour les producteurs. Si certains choisissent d'ouvrir de nouveaux espaces, d'autres coupent (quoique à petite échelle) quelques-uns des arbres plantés, ce qui indique que le projet finira par produire l'effet inverse de celui souhaité par ses promoteurs, à savoir Envirotrade, les financeurs et les acheteurs de carbone. Ce qui a certainement déterminé l'acceptabilité du projet dans la communauté, c'est le problème structurel du manque d'emplois ruraux au Mozambique.

En l'absence d'une étude spécifique, il est évidemment prématuré d'évaluer les changements intervenus à Nhambita en ce qui concerne la réduction de la productivité agricole locale et ses effets sur le régime alimentaire. Le phénomène qui semble émerger avec la fermeture du projet prend les contours d'un retour à l'activité agricole, démontré par la reprise de sa pratique, désormais comme activité principale des ménages.

## Perceptions sur l'impact

Comme indiqué ci-dessus, les opinions sur les impacts économiques du projet sur la communauté divergent. De l'avis des nostalgiques, le projet permettait aux travailleurs contractuels d'acquérir certains matériels et biens de consommation, tels que des blocs de ciment et de zinc pour la construction de maisons améliorées et certains appareils électroménagers (radios, panneaux solaires, entre autres), encore que, comme l'a observé notre équipe de recherche, peu de maisons soient véritablement construites avec des matériaux non locaux.

Parmi les voix les plus sceptiques, s'élève la voix du chef de la communauté de Nhambita, pour qui Envirotrade a simplement « exploité les gens ». Ce leader communautaire a lui-même refusé de devenir producteur d'Envirotrade, considérant que les montants économiques offerts étaient en deçà de l'effort requis pour garder les arbres en vie et en bonne santé, sans compter que, selon lui, les termes du contrat

ne bénéficiaient qu'à Envirotrade. Ce leader a décidé de continuer à investir avec sa famille dans la production alimentaire. En plus de ce leader communautaire, de nombreuses familles ont choisi de ne pas s'impliquer dans le projet.

L'expérience de certaines femmes est distincte de celle des autres producteurs impliqués dans le projet. Lors d'un entretien avec une productrice, elle a raconté avoir été embauchée pour travailler dans la pépinière d'Envirotrade de 6h00 à 16h00 et que ceci l'avait obligée de travailler dans son lot agricole avant et après les heures de travail dans la pépinière ; à cela s'ajoutaient les activités de reproduction sociale du ménage. Interrogée sur la charge de travail dont elle était responsable et le faible salaire qu'elle percevait, elle a affirmé qu'il avait été nécessaire à sa survie et notamment à la santé et à l'éducation de ses enfants. Après l'abandon de l'entreprise, des femmes comme elle, qui avaient encore de l'argent à recevoir de l'entreprise, ont perdu la source de revenus provenant du travail dans la pépinière, elles ont également perdu la source de revenus des arbres plantés et sont retournées dans leurs champs agricoles pour assurer leur subsistance.

## Qu'en est-il du carbone ?

Malgré cette divergence d'opinions, il existe un doute partagé par plusieurs membres de la communauté Nhambita : «Est-ce que le carbone des arbres qu'ils ont plantés et soignés va-t-il continuer d'être capturé? Est-ce qu'Envirotrade continuera à vendre les crédits-carbone même après avoir cessé de leur verser des paiements ?»

Comme mentionné ci-dessus, le modèle utilisé dans le projet carbone de Nhambita consistait, une fois que les arbres avaient été plantés, à payer les producteurs pendant sept ans durant, ce qui, selon la société, seraient des paiements anticipés, car le producteur devrait assumer l'obligation de prendre soin et de protéger les arbres pendant beaucoup plus longtemps, jusqu'à une période de 100 ans<sup>9</sup>.

En ce qui concerne le REDD+, il ne serait pas illogique de penser qu'Envirotrade continue de vendre du carbone, même si aux paysans de la région le projet apparaît comme abandonné. Ce soupçon a été démenti par l'ancien responsable carbone d'Envirotrade <sup>10</sup>, selon lequel le projet a pris fin de façon définitive.

Ce qui alimente cette méfiance chez les agriculteurs, c'est le fait qu'ils ont reçu en 2019, après le départ d'Envirotrade de la région, la visite d'une équipe qui a cherché à vérifier l'inventaire forestier. La question reste ouverte : Serait-il possible que les arbres continuent à servir leur objectif initial (captage du carbone) sans que les producteurs ne reçoivent les avantages financiers dus ? En plus des dettes non réglées ?

## Le piège des solutions à la crise climatique vue d'en haut (*from above*)

Nhambita et d'autres projets environnementaux pour la capture du carbone démontrent les faiblesses et les contradictions de ce que les auteurs de cet article con-

sidèrent comme des solutions et des politiques climatiques vues d'en haut (*climate action from above*). Bien que le récit de ses promoteurs présente le projet comme favorisant, d'une part, l'utilisation durable des terres et protégeant la biodiversité locale, et, d'autre part, permettant le développement rural par le biais du paiement de services environnementaux aux paysans sous contrat, ce projet a échoué sur les aspects suivants :

- **Condescendance environnementale**

Outre que ce projet ait été conçu de haut en bas, ses promoteurs se sont passés des avis, des connaissances, des expériences et des intérêts réels des bénéficiaires. Bien que les agriculteurs aient été informés des impacts et des bénéfices environnementaux du projet, les producteurs n'avaient pas été mis au courant des objectifs économiques du projet. Par exemple, ils n'avaient pas connaissance de ce que le carbone est un bien qui fait l'objet de transactions et qu'il serait vendu sur le marché international, ni à qui il serait vendu et à combien, à quoi il servait, etc. En d'autres termes, une asymétrie considérable d'informations sur les objectifs économiques réels du projet est indéniable: le captage du carbone et la vente ultérieure de ses crédits sur le marché international. De même, les producteurs n'ont pas également été informés sur ce que ces crédits-carbone sont en fin de compte utilisés pour rendre légitimes des activités polluantes dans d'autres régions du monde.

Le fait que le projet ait été conçu sans tenir compte des aspirations et des priorités des producteurs a eu pour résultat, lors du départ de l'entreprise, la baisse des niveaux de revenu des producteurs car, plutôt que de concentrer leurs efforts sur des activités qui procurent des bénéfices à long terme et sans dépendance économique vis-à-vis de l'entreprise, ils avaient investi de la main-d'œuvre et des terres dans le projet en vue d'obtenir les avantages économiques à partir des arbres.

Bien que certains avantages aient émergé de l'inventaire forestier, les producteurs se retrouvent actuellement avec des zones occupées par des arbres fruitiers et d'autres espèces à faible utilité économique, par faute de marché et d'unités de transformation, les fruits finissent par pourrir. Le scénario qui se dessine à Nhambita aujourd'hui est le résultat de politiques qui sont en décalage avec les réalités et les priorités locales et qui n'accommodent que les intérêts économiques extérieurs.

- **L'échec du REDD+ et du marché du carbone**

Bien qu'ils réussissent en termes de compensation de leurs activités polluantes, il n'y a pas eu, jusqu'à ce jour, de projets REDD+ connus pour avoir atteint leurs objectifs en stoppant la déforestation. Certaines études présentent déjà des évidences de ce que ce type de projet, en plus de son impact social négatif, ne serait pas non plus efficace dans la réalisation de ses objectifs environnementaux, en d'autres mots, elles remettent en question l'efficacité de telles politiques dans l'atténuation et la lutte contre le changement climatique<sup>11</sup>. Cependant, il est nécessaire de réfléchir et de remettre en question les fondements des politiques telles que le REDD+, car elles dépendent des stimulus du marché international pour leur matérialisation. La société

Envirotrade au Mozambique, en est l'un des exemples, la chute du prix du carbone sur le marché international étant l'une des raisons ayant entraîné son échec. Sans la vente de crédits-carbone, le projet est devenu financièrement irréalisable, ce qui révèle une dépendance aux cours internationaux du carbone et aux incitations du marché international.

En effet, durant les 5 dernières années, le prix des crédits-carbone - comme cela a pu être le cas pour ce type de projet REDD+ - a varié de 5 à 36 USD par tonne<sup>12</sup>. Cette oscillation pose des risques pour la mise en œuvre et la durabilité des projets REDD+ qui dépendent de la vente de crédits-carbone. Outre le risque économique, ce facteur présente des risques sociaux car un prix faible du carbone pourrait signifier encore moins d'avantages pour les ménages touchés par le projet ou l'échec même du projet comme cela s'est produit avec Envirotrade au Mozambique. Néanmoins, il existe un risque de plus lié à ce mécanisme qui vient directement de la volatilité du taux de change USD/Meticais (monnaie locale). Plus l'appréciation du dollar par rapport au metical est importante, plus les revenus en monnaie locale seront nombreux et plus les ressources disponibles pour les projets sociaux seront appréciables. Cependant, l'inverse représente un risque. Par conséquent, au-delà de la dépendance au prix du carbone, le succès de ces programmes dépend également de la volatilité des taux de change. En d'autres termes, les moyens de subsistance des producteurs impliqués dépendront de la dynamique du marché international et du marché de change et seront soumis à tous les risques que comporte ce schéma.

Par conséquent, la façon dont le REDD+ a été conçu présente non seulement des risques sociaux et une intensification de la pauvreté rurale, mais favorise également un mécanisme qui continue de miner l'environnement car il permet aux acteurs pollueurs de reproduire leurs activités polluantes. En d'autres termes, la logique de marché dans laquelle le REDD+ fonctionne fait que sa composante économique s'impose sur ses objectifs environnementaux et sociaux.

- **La nécessité de construire une justice climatique**

La mise en œuvre du REDD+ au Mozambique, et particulièrement le cas de Nhambita, révèle la manière par laquelle l'injustice climatique se matérialise. Le Mozambique est, historiquement, l'un des pays en possession de la plus faible empreinte environnementale au monde. Cependant, le pays a accueilli de multiples projets de capture de carbone, avec des coûts sociaux élevés, pour permettre que de grands émetteurs tels que la Chine et les États-Unis ainsi que les sociétés transnationales continuent de produire et de s'industrialiser. En plus d'opérer dans des secteurs tels que l'extraction minière (charbon, minéraux, gaz), les cultures (eucalyptus, pin, caoutchouc, etc.) et l'agriculture industrielle à large échelle, portant atteinte à des milliers de paysans, ces entreprises bénéficient également des marchés du carbone. Cette stratégie sert à assainir l'image de ces entreprises qui se qualifient de « neutres en carbone » (*carbon neutral*).

Les projets de résolution de la crise climatique par le haut peuvent être attrayants pour la paysannerie rurale en raison des promesses monétaires qui sont lui faites et des espérances d'une amélioration de ses conditions de vie. Cependant, comme le montre l'expérience de Nhambita, ce modèle ne semble pas durable. Outre

les effets néfastes de ces politiques, le Mozambique a été le théâtre d'événements météorologiques extrêmes aux effets dévastateurs. Cela signifie que les pays qui ont le moins contribué à la crise environnementale sont ceux qui souffrent le plus de ses impacts et qui accueillent les « fausses solutions » au changement climatique.

C'est dans ce contexte qu'est soulignée la nécessité d'approfondir la notion et le concept de justice climatique, en visant des politiques et des solutions à la crise environnementale qui soient économiquement durables et socialement équitables, en tenant compte de l'historique de l'empreinte environnementale et des différentes priorités des pays dotés de niveaux d'industrialisation et de développement économique distincts. En d'autres mots, la conception et la projection de politiques de mitigation et d'adaptation au changement climatique ne doivent pas être étrangères aux principes qui guident la justice climatique.

Boaventura Monjane

Chercheur associé au Centre d'études africaines (CEA, UEM) et chercheur de post-doctorat à l'Institute for Poverty, Land and Agrarian Studies (PLAAS, UWC).  
Boursier du Groupe international sur l'Autoritarisme et les Contre-Stratégies (IRGAC), de la Fondation Rosa Luxemburg.

Natacha Bruna

Chercheuse à l'Observatoire du Milieu Rural.

Euridse Samuel

Assistante de recherche.

Photos: Elton Júlio

Puzzle Pictures

1 Cet article est le résultat d'une recherche académique financée par la Queen Elizabeth Scholarship (QES), York University, Canada, avec le soutien éditorial du World Rainforest Movement. Les auteurs de cet article se sont rendus à Nhambita en juillet 2021 et ont mené des entretiens semi-structurés et des groupes de discussion avec environ 20 membres de la communauté, dont d'anciens producteurs, d'anciens techniciens d'Envirotrade, des dirigeants locaux et le gouvernement local.

2 [https://mer.markit.com/br-reg/public/project.jsp?project\\_id=100000000000169](https://mer.markit.com/br-reg/public/project.jsp?project_id=100000000000169)

3 Interview, ancien technicien local d'Envirotrade.

4 <https://omrmz.org/omrweb/wp-content/uploads/DR-135-Mercado-de-carbono.pdf>

5 Interview 1, ancien producteur.

6 Interview 2, ancien technicien et producteur d'Envirotrade.

7 <https://viacampesina.org/en/mozambique-carbon-trading-and-redd-farmers-grow-carbon-for-the-benefit-of-polluters/>

**8** Certains agriculteurs interrogés ont associé le fait que Nhambita et les communautés voisines avaient subi des effets atténués du cyclone tropical IDAI - qui a dévasté la province de Sofala en mars 2019 - à l'existence de nombreux arbres dans la région.

**9** [https://www.fern.org/fileadmin/uploads/fern/Documents/Nhambita\\_internet.pdf](https://www.fern.org/fileadmin/uploads/fern/Documents/Nhambita_internet.pdf)

**10** En effet, ce projet et Envirotrade n'apparaissent pas sur les portails virtuels où sont vendus les crédits-carbone.

**11** <https://redd-monitor.org/2019/02/15/recent-academic-review-describes-redd-readiness-in-indonesia-as-a-failure/>

**12** <https://indices.ihsmarket.com/#/Carbonindex>

Zone du projet REDD à Mai Ndombe, RDC.

Photo : WRM



## **Le Projet REDD+ PIREDD/Plateaux à Mai-Ndombe, RDC : conflits et mécanisme de gestion des plaintes**

**Le projet abordé dans cet article s'inscrit dans le cadre de l'une des plus grandes initiatives de REDD+ juridictionnelle au monde : le Projet REDD+ PIREDD/Plateaux. Comme la plupart des projets REDD+, il dispose d'un mécanisme de gestion des plaintes. Les témoignages des communautés affectées révèlent la fausse promesse selon laquelle ce mécanisme contribuerait à la redevabilité du projet par rapport aux populations concernées. La conception du mécanisme de plainte s'est traduite par un échec systématique du règlement des plaintes des communautés. Mais alors, pourquoi ce mécanisme existe-t-il ?**

La République démocratique du Congo (RDC) possède la plus grande superficie de forêts tropicales en Afrique et, par conséquent, elle est particulièrement ciblée par les promoteurs de REDD+ tels que la Banque mondiale et les ONG de conservation. Au cours des 10 à 15 dernières années, ils ont diffusé un récit qui désigne les populations forestières de RDC comme les responsables de la déforestation et les projets REDD+ comme une solution pour y remédier. Ce récit donne une identification erronée des principaux facteurs de la déforestation et cible les communautés plutôt que les industries forestières ou minières, en imposant des restrictions sur la façon dont ces communautés peuvent utiliser leur forêt. Cela se traduit à la fois par une augmentation du taux de déforestation et de nombreux conflits entre les communautés et les promoteurs de projets REDD+ (voir, par exemple, cet article du

bulletin WRM : [www.wrm.org.uy/fr/autres-informations/le-projet-foret-tropicale-du-bassin-du-congo](http://www.wrm.org.uy/fr/autres-informations/le-projet-foret-tropicale-du-bassin-du-congo))

Le gouvernement de la RDC a adopté sa stratégie cadre REDD+ en 2012, notamment pour ouvrir la voie à l'accès à davantage de financements de la Banque mondiale et d'autres partenaires. Un plan d'investissement visant à rendre opérationnelle la stratégie REDD+ a été élaboré pour la période 2016-2020 et plusieurs instruments juridiques liés à la REDD+ ont été adoptés.

Cet article porte sur un projet qui s'inscrit dans l'une des plus grandes initiatives de REDD+ juridictionnelle au monde : le Projet REDD+ PIREDD/Plateaux dans la province de Mai-Ndombe<sup>1</sup>. Comme la plupart sinon tous les projets REDD+, la mise en œuvre du projet a entraîné des conflits avec les communautés dont l'utilisation des terres a été restreinte par le projet. Là encore, comme la plupart sinon tous les projets REDD+, le projet REDD+ PIREDD/Plateaux dispose d'un mécanisme de gestion des plaintes et recours. Bien que ce mécanisme soit censé définir une redevabilité vis-à-vis des personnes affectées par un projet REDD+, en réalité, la mise en place du mécanisme montre que sa conception n'offre aucune possibilité réelle de responsabiliser les exécutants des projets.

L'échec du mécanisme de gestion des plaintes décrit dans cet article soulève donc une question plus générale sur le rôle que jouent ces mécanismes dans l'acceptation par les donateurs et le public d'initiative REDD+ qui est censée être participative. Le dysfonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes du Projet REDD+ PIREDD/Plateaux n'est pas une simple question de mauvaise mise en œuvre. Malgré l'idée derrière sa conception, sa mise en œuvre est faite de manière à ce qu'il ne fonctionne pas et pour ne pas répondre aux plaintes et recours de la communauté.

## **Le Projet REDD+ PIREDD/Plateaux**

La province de Mai-Ndombe s'étend sur 12,3 millions d'hectares, dont 80 % sont couverts de forêts. En 2016, le Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF) de la Banque mondiale a approuvé un montant 13,1 millions de dollars pour le projet REDD+ PIREDD/Plateaux. Il s'agit de la principale composante d'un financement plus important convenu avec le gouvernement de la RDC. Le projet REDD+ PIREDD/Plateaux est la première phase du programme REDD+ de Mai Ndombe et il est considéré comme l'initiative de REDD+ juridictionnelle la plus avancée en RDC. Il est mis en œuvre dans quatre territoires administratifs (Mushie, Kwamouth, Bolobo et Yumbi).

Le WWF est ce qu'on appelle « l'agence d'exécution locale » qui est chargée de mettre en œuvre le projet dans les quatre territoires précités. Avec l'objectif affiché de « réduire la pression sur les forêts », les activités du projet se concentrent sur le reboisement, l'agriculture et la lutte contre les incendies<sup>2</sup>. Les activités s'inscrivent dans le cadre du Projet de gestion améliorée des paysages forestiers (PGAPF). En échange de la réalisation de semis et de la protection des savanes, les communautés se voient promettre des paiements basés sur les résultats, ou des avantages financiers à la suite d'une prestation comme l'entretien de route de desserte agricole, repiquage,

réalisation de parc à bois. Les paiements sont censés être versés annuellement par le Programme d'investissement forestier (PIF) de la Banque mondiale par l'entremise de WWF.

Pour les relations avec les communautés, le WWF a mis en place des Comités de développement local (CLD) dans chaque village. Le CLD représente les communautés, sert de point de contact communautaire pour les responsables de la mise en œuvre du projet, soumet des plaintes et reçoit et distribue les paiements aux membres de la communauté pour des tâches particulières. Le projet a prévu de structurer 175 CLD dans la zone. Chacune de communautés à l'intérieur de la zone du projet est censée préparer un plan de gestion durable des ressources naturelles. Le plan est censé identifier, entre autres, les zones à protéger et celles où des arbres devraient être plantés.

## Conflits avec les communautés

Le gouvernement de la RDC affirme que l'un des piliers de la stratégie REDD+ de la RDC, outre la réduction de la déforestation, est l'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres et les plus vulnérables du pays.

Des recherches menées par un réseau de groupes locaux et soutenues par l'organisation congolaise Action pour la promotion et protection des peuples et espèces menacées (APEM) en partenariat avec la Rainforest Foundation UK (RFUK), laissent cependant penser que la réalité est très éloignée de cette ambition. Les chercheurs de Boluki luki ont rencontré les membres des populations locales dans plus de vingt communautés des territoires administratifs de Mushie, Bolobo et Kwamouth en 2018-2019. Lors de leurs rencontres avec les femmes notamment, une longue liste de problèmes et de conflits liés au projet REDD+ a été exposée. Divers griefs apparaissent dans cette liste :

- **Les femmes ne sont pas autorisées à poursuivre les pratiques agricoles traditionnelles**

Au cours des réunions, les femmes ont décrit comment elles gèrent traditionnellement les savanes. Après avoir labouré la parcelle qu'elles envisagent d'utiliser pour les cultures, de petits **feux** sont allumés pour brûler les herbes qui ont été déterrées. Ces petits **feux** créent également un environnement idéal pour la collecte des champignons, des fruits, des chenilles, des feuilles et d'autres plantes. Avec le projet REDD+ interdisant ce brûlage, les familles sont privées de sources alimentaires vitales. Les femmes de la communauté Bosina ont dénoncé le manque d'espace pour pratiquer des cultures vivrières dans les savanes. Il n'y a eu aucune consultation avec la communauté sur l'utilisation de ces zones pour les activités de reboisement REDD+. En conséquence, les femmes doivent maintenant parcourir des distances beaucoup plus longues pour trouver des zones où elles peuvent cultiver du manioc. La plupart de ces endroits sont boisés et les femmes ont donc besoin de l'aide des hommes pour les défricher. Cela crée non seulement une nouvelle dépendance à laquelle les femmes n'étaient pas confrontées auparavant, mais cela entraîne

également davantage de déforestation. À la suite du projet REDD+, la production de manioc des femmes a chuté. Les femmes du village de Maa ont expliqué que l'interdiction d'utiliser la savane les prive aussi d'autres sources de nourriture et de revenus, notamment la cueillette de champignons. Le projet REDD+ a aggravé la situation économique des familles. Cela se répercute ensuite, par exemple, sur leur capacité à payer les frais de scolarité de leurs enfants. Dans le même temps, le risque d'insécurité alimentaire et de maladies a augmenté. Des situations similaires ont été décrites par des habitants d'autres villages, notamment Bompensole, Mbala II, Camp Ferrera, Twa à Kwamouth, Lovwa, Nkô, Mbali et Bopaka.

- **Aucun paiement pour les activités de reboisement**

Les femmes des communautés de Bosina et Komambi ont indiqué qu'elles n'avaient pas reçu d'argent pour le reboisement avec des espèces d'arbres à croissance rapide et des arbres fruitiers qu'elles ont planté pour le projet.

- **Un choix inadéquat des essences d'arbres pour le reboisement**

Les membres de la communauté de Maa ont expliqué que les espèces à croissance rapide choisies dans le cadre du projet, comme l'acacia et l'eucalyptus, ne sont pas dans l'intérêt des communautés. Les femmes ont fait valoir qu'elles ramassaient du bois mort comme bois de chauffage pour cuisiner pour leurs familles et qu'elles n'avaient pas besoin d'acacias ou d'eucalyptus pour cela.

- **Aucun paiement pour l'entretien des routes**

Même si les membres de la communauté de Komambi avaient travaillé à l'entretien des routes et mené à bien leur tâche clairement définie, ils n'ont pas été payés pour ce travail. Des personnes vivant dans les communautés de Maa, camp Molart, Komambi ont signalé le même problème. Elles ont expliqué que leur travail avait même été validé par les représentants du projet, mais elles n'ont pourtant pas reçu leurs paiements.

- **Des retards de paiements pour la fourniture de « services environnementaux »**

Les paiements aux membres de la communauté de Bosina classés comme « services environnementaux » (mise en defens de savane : protection de la savane par la suppression de pratique des **feux de brousse**) n'ont pas été versés depuis deux saisons. Les communautés de Masiambio, Lovwa, Komambi, Bompensole, Mbala II et Maseke se sont également plaintes de retards de paiement pour la réalisation de coupe-feu. En juin 2019, après avoir souffert d'une pénurie alimentaire due au délaissement de leur champs au profit des tâches dans la zone mise en defens de savane et aux affectations faites dans les plans de gestion durable des ressources naturelles et n'ayant toujours pas reçu les paiements, les communautés ont décidé de protester en brûlant les savanes qu'elles étaient censées protéger dans le cadre du projet. Dans la communauté de Maa, le président du CLD, qui a signé le contrat avec

le projet REDD+ portant sur ces paiements, a ajouté qu'il se sentait menacé en raison de cette situation. Les communautés de Masiambio, Lovwa, Bosina, Bompensole, Komambi et Maseke se sont également plaintes de retards de paiement pour la réalisation de coupe-feux.

- **Contrats de paiement décidés unilatéralement par le WWF**

Le président du CLD de Komambi a expliqué que les contrats du projet REDD+ portant sur la rémunération des services rendus par les membres de la communauté sont décidés unilatéralement par les promoteurs de REDD+. Il a expliqué qu'il ne disposait d'aucune assistance pour l'aider, lui et la communauté, à évaluer les termes des contrats proposés par le projet. Les membres de la communauté de Lovwa ont ajouté que bien qu'il n'y ait pas de disposition prévoyant une amende ou un montant majoré à payer en cas de retard de paiement du projet, le contrat prévoit des pénalités pour les communautés qui n'effectuent pas bien leur travail, dans le cas présent : supprimer les **feux de brousse**.

- **Des paiements extrêmement faibles**

Les membres de la communauté à Komambi se sont plaints du très faible montant du paiement pour les savanes mise en defens et l'entretien des coupe-feux : 5 dollars par hectare et par an. Les membres de la communauté de Maa ont également indiqué qu'ils recevaient très peu en échange de plusieurs activités du projet dans lesquelles ils étaient engagés. Ils ont fait valoir qu'avec les activités pastorales et de métayage qu'ils pratiquaient avant le projet, ils gagnaient beaucoup plus. Ils ont expliqué que c'était l'une des raisons de ne plus participer au projet REDD+.

- **Manque de transparence dans la sélection des « animateurs des organes » et du président du CLD**

Les membres de la communauté de Lovoa ont critiqué le manque de transparence dans la sélection des animateurs des organes du Comité de développement local (CLD) par le projet REDD+. De nombreuses communautés ont dénoncé le fait qu'elles n'avaient pas eu la possibilité d'élire les présidents de leurs CLD. Elles ont également désapprouvé l'absence de la transmission de rapports financiers du CLD aux communautés. Ces problèmes ont été signalés au WWF, mais l'ONG n'est pas intervenue et les problèmes persistent.

- **Des conflits fonciers qui existent depuis longtemps sont exacerbés**

Les promoteurs du projet REDD+ ont exacerbé un conflit foncier de longue date sur les frontières entre les communautés Komambi et Maa. Dans le cadre de la création du Plan de gestion des ressources naturelles pour chaque communauté, les promoteurs de REDD+ ont produit une carte qui attribue une partie des terres coutumières de Komambi aux terres coutumières de la communauté Maa. Cela a finalement rallumé le conflit jusqu'à un procès.

- **La création de nouveaux conflits fonciers**

Un nouveau conflit foncier sensible est apparu lorsque les cartes produites dans le cadre du plan de gestion des ressources naturelles pour chaque communauté ont été établies. La limite indiquée sur la carte entre les villages Mongana et Nkó était incorrecte. Bien que les deux communautés sachent exactement où se trouve la limite entre leurs territoires coutumiers, les autorités des deux communautés ont vu les cartes avec des limites erronées. Les membres de la communauté de Nkó ont expliqué que cela a renforcé la méfiance entre les deux communautés, d'autant plus que les promoteurs du projet REDD+ n'ont pas corrigé le problème en rectifiant les cartes. Une autre plainte liée à la terre a été mentionnée par le chef de Masiambio qui a affirmé que leurs droits fonciers sur leurs terres coutumières n'avaient pas été respectés. De même dans la communauté Nkuru où les villages ont refusé de signer le procès-verbal de validation de plan de gestion durable des ressources naturelles parce que ce dernier attribuait une partie de son terroir au communauté de Hebi<sup>3</sup>.

- **Le manque d'information et de participation**

Les membres de la communauté de Bosina ont indiqué qu'ils n'avaient pas participé à l'élaboration de leur plan de gestion des ressources naturelles. Les membres de la communauté de Komambi ont ajouté qu'ils n'avaient même pas été consultés sur le projet. Par ailleurs, ils ont dénoncé le fait que le WWF utilise souvent une autre communauté, Maa, pour les représenter. Le chef de la communauté Maa a à son tour déclaré qu'il n'avait jamais autorisé le projet. Après avoir consulté les membres de sa communauté, il a décidé d'écrire une lettre et de faire savoir que sa communauté ne veut plus participer au projet REDD+. Les villageois de Mongana ont déclaré qu'ils ne savaient pas ce qu'était le projet REDD+ PIREDD/Plateaux, et les recherches de Boluki luki ont constaté que seulement 20 % de la population des villages consultés dans la zone Piredd-Plateau avait déjà entendu parler de REDD+.

**Le mécanisme de gestion des plaintes a été élaboré sans les communautés qui devraient en être les premières bénéficiaires**

## **Un mécanisme de gestion des plaintes et recours inopérant**

En théorie, les mécanismes de gestion des plaintes mis en place devraient devenir un outil très important dans les cas où surviendraient des conflits, ou plutôt, un dernier recours pour que les communautés puissent compter sur une certaine redevabilité sur les avantages et droits sociaux promis et convenus. Le dysfonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes mis en lumière dans le Projet REDD+ PIREDD/Plateaux interroge sur la véritable finalité de ces mécanismes dans les projets REDD+ en général. Sont-ils vraiment mis en place pour résoudre les conflits qui découlent de la mise en œuvre du projet ? Quels sont les intérêts dissimulés derrière la mise en place de ces mécanismes ?

En 2014, alors que le gouvernement de la RDC était encore en phase préparatoire

du processus REDD+, la Banque mondiale a versé 5,2 millions de dollars au gouvernement afin de rendre opérationnelles les **mesures de sauvegarde** REDD+, notamment un mécanisme de gestion des plaintes. Quatre ans plus tard, l'arrêté du 9 mai 2018 n°047 fixant la procédure d'homologation des investissements REDD+ en RDC et les **sauvegardes** et ces normes en cours d'élaboration, prévoient la mise en place d'un mécanisme de gestion des plaintes et recours comme un impératif au processus. Les standards nationaux REDD+ en attente de validation le reprends dans son principe 3 : Les activités REDD+ minimisent les pertes et dommages, prévoient des voies de recours et mettent en place des mécanismes de réparations justes et équitables d'éventuelles pertes et/ou dommages subis par les communautés et autres parties prenantes. Cependant selon les informations officielles en 2020, le mécanisme est encore en phase expérimentale.

Pourtant, les promoteurs de REDD+ donnent l'impression que les mécanismes de gestion des plaintes sont bien en place et fonctionnent. Le Programme d'investissement forestier (PIF) de la Banque mondiale a élaboré un modèle de fonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes pour ses projets REDD+, composé de sept étapes détaillées sur la manière dont les plaintes doivent être reçues, évaluées, examinées et traitées <sup>4</sup>. Le projet REDD+ PIREDD/Plateaux affirme qu'il a renforcé les capacités des communautés sur le mécanisme de gestion des plaintes.

Mais les missions, visites de terrain coordonnées par l'APEM ont montré que les communautés n'ont pas été pleinement informées de ce mécanisme ; elles ne savent pas comment l'utiliser et ne reçoivent pas l'assistance ou les conseils nécessaires. Dans la pratique, il en résulte que le mécanisme de gestion des plaintes n'est pas vraiment accessible aux populations qui subissent un impact négatif du projet REDD+. Les visites ont également montré que les autorités locales identifiées comme les entités chargées de recevoir et/ou de traiter les plaintes ne sont pas informées ou pas disposées à transmettre les plaintes qu'elles reçoivent.

Le mécanisme de gestion des plaintes a été élaboré sans les communautés qui devraient en être les premières bénéficiaires. Il est donc conçu de façon à bénéficier à la partie contre laquelle la plainte est déposée. Par exemple, aucun mécanisme ne facilite la tâche pour les communautés qui souhaitent déposer leurs plaintes, en ayant, par exemple, des informations et des formulaires disponibles dans les langues locales. De la même manière, il n'y a pas de définitions claires concernant les délais, l'accès à l'information et la transparence dans l'ensemble de la procédure. Les visites sur le terrain ont également noté que, au niveau des 26 villages visités, seuls les présidents des CLD de Bosina et Nkô connaissaient le mécanisme de gestion des plaintes.

Tout cela indique que, dès le début, l'intention et l'intérêt réels n'étaient pas de créer un mécanisme de gestion des plaintes accessible. Cela s'est traduit par le renforcement de relations de pouvoir inégales et la création d'un mécanisme de façade qui ne fonctionne qu'au détriment des plaignants : les communautés. Le développement et la conception du mécanisme de gestion des plaintes offrent un autre exemple de l'approche descendante qui définit l'ensemble de l'architecture de REDD+.

## Test du mécanisme

L'équipe de l'APEM a décidé d'aider plusieurs communautés à tester le fonctionnement du mécanisme de gestion des plaintes. Elle a aidé les communautés à présenter des plaintes officielles aux autorités compétentes, en veillant à ce que les plaintes soient préparées et présentées conformément aux directives du mécanisme de gestion des plaintes. En concertation avec l'APEM, les communautés ont choisi de se concentrer sur des questions telles que la reconnaissance des droits fonciers coutumiers ; le manque d'espace pour que les femmes puissent pratiquer leurs cultures vivrières ; la méthode descendante utilisée pour le choix des espèces d'arbres pour le reboisement ; les méthodes non participatives de production des cartes dans chacune des communautés ; l'absence de participation communautaire au projet ; le manque d'informations appropriées à destination des communautés et/ou le manque de consentement au projet REDD+.

Les communautés de Komambi et Maa ont été les premières à déposer leur plainte auprès de l'autorité compétente le 10 novembre 2019 à Mushie. Dans un premier temps, leur plainte a été refusée, au motif que le mécanisme n'était pas encore opérationnel. Après que les plaignants ont insisté, la personne qui n'avait pas voulu recevoir la plainte la première fois a mis en avant un autre argument : Il a affirmé qu'il n'avait reçu aucune directive sur la manière de traiter les plaintes et qu'il n'avait reçu aucune plainte jusqu'à présent.

Après que les plaignants ont insisté pendant 5 jours, la plainte a finalement été reçue et une confirmation a été remise aux plaignants. Le document de confirmation manquait cependant d'un numéro d'enregistrement permettant d'identifier clairement la plainte qui venait d'être déposée. Les plaignants n'ont reçu qu'une promesse verbale que leur plainte serait examinée. Apparemment, il ne s'est rien passé par la suite. Lors d'une visite au bureau du PIF à Kinshasa pour obtenir des informations sur l'état d'avancement de la plainte, le 18 décembre 2019, le responsable des « **sauvegardes** » a déclaré n'avoir reçu aucune plainte.

## Remarques de conclusion

Le cas du projet REDD+ PIREDD/Plateaux montre que toutes ces années et les millions de dollars dépensés pour soi-disant préparer les pays à mettre en œuvre des projets REDD+ conformément aux garanties adoptées par les conférences des Nations Unies sur le climat pour éviter les conflits et les violations des droits humains, ont été largement gaspillés. Les problèmes sociaux et les conflits locaux qui sont systématiquement apparus depuis le démarrage des premiers projets REDD+ ont démarré il y a près de 15 ans <sup>5</sup>. Par ailleurs, l'analyse préliminaire du projet REDD+ PIREDD/Plateau montre que les activités du projet n'ont pas réduit la déforestation annuelle.

Ce cas montre également que les promoteurs de REDD+ ne se soucient vraiment pas des communautés et de ce qu'elles ont à dire sur la défense de la forêt.

Les promoteurs de REDD+ comme la Banque mondiale et le WWF imposent leurs propres idées et leurs propres plans. Ils ne semblent pas se soucier de protéger les communautés des impacts sociaux, culturels, économiques et environnementaux et des violations des droits de l'homme en général. Les **sauvegardes** sont restées lettre morte. Pire encore, elles ouvrent la porte à davantage de conflits lorsque les conflits existants ne sont pas résolus et que les partisans de REDD+ peuvent prétendre qu'ils utilisent des normes sociales et environnementales pour leurs projets de compensation.

En d'autres termes, les mécanismes de gestion des plaintes et les discussions autour des **sauvegardes** semblent très bien fonctionner pour permettre aux donateurs de continuer à financer des programmes conflictuels et controversés comme REDD+. Ces faux mécanismes de gestion des plaintes créent une apparence de redevabilité en cas de problème. En réalité, il n'y a aucune intention de redevabilité, car les conflits sont inévitables dans le cadre de la logique actuel de mise en œuvre de la REDD+, qui consiste à rejeter sur les communautés la responsabilité de la déforestation et à leur imposer des changements et des restrictions d'utilisation des terres. Alors que ces communautés ont si bien géré ces mêmes forêts sans intervention des tiers. Si telle est l'intention des projets REDD+, pourquoi s'attendre à ce qu'un mécanisme de gestion des plaintes fonctionne pour résoudre les conflits découlant des objectifs poursuivis par le projet REDD+ – les restrictions d'utilisation des terres imposées aux communautés ?

Prince LUNGUNGU

APEM - Action pour la promotion et protection des peuples et espèces menacées, DRC

[lungprince@gmail.com](mailto:lungprince@gmail.com)

**1** Article basé sur les informations du rapport inédit de l'APEM « *Retour d'expérience de suivi des plaintes et recours des communautés locales dans la mise en œuvre de la REDD+ dans la Province de Mai-Ndombe en République Démocratique du Congo : Cas de PIREDD/Plateaux* » Les informations contenues dans le rapport APEM sont basées sur plusieurs visites de terrain effectuées par des membres de l'ONG au cours de la période 2018-2019 dans les communautés du projet REDD+ PIREDD/Plateaux. Les visites ont été entreprises pour comprendre si le mécanisme de gestion des plaintes du projet fonctionne et comment. Pour plus d'informations, voir également « REDD-MINUS: The Rhetoric and Reality of the Mai Ndombe REDD+ Programme », Norah Berk and Prince Lungungu, décembre 2020 <https://www.rainforestfoundationuk.org/media.ashx/redd-minus.pdf>

**2** WWF, REDD+: PIREDD-plateaux, an encouraging model in the fight against deforestation in the DRC, <https://www.wwfdrc.org/?26981/REDD-PIREDD-plateaux-an-encouraging-model-in-the-fight-against-deforestation-in-the-DRC>

**3** Sur 24 PGRN élaborés dans le territoire de Bolobo, 9 ont été validés sans objection, 11 validés sous réserve en attendant les correctifs et 4 non validés au vu de la gravité des conflits créés. Et jusqu'à ce jour les conflits sont pendants.

4 Programme d'investissement pour la Forêt de La Republique Democratique Du Congo  
PIF RDC, [https://pifrdc.org/glis\\_c/MGPR\\_PIF](https://pifrdc.org/glis_c/MGPR_PIF)

5 REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges, [https://  
www.wrm.org.uy/fr/publications/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-  
mensonges](https://www.wrm.org.uy/fr/publications/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges)



## **Dangereuses pour les communautés et le climat : les solutions fondées sur la nature au Gabon**

---

**Lors de la conférence de l'ONU sur le climat en 2021, le gouvernement gabonais s'est présenté comme un champion de la lutte contre la dégradation du climat. L'extraction des énergies fossiles au Gabon allait-elle prendre fin ? Non. Ce discours n'était rien d'autre que du greenwashing. À la base de ce discours se trouve un accord signé en 2019 avec la Norvège, un pays producteur de combustibles fossiles, et le projet Grande Mayumba. Les communautés craignent que le projet de compensation carbone n'aggrave les difficultés des familles qui ont vu la pêche artisanale le long de la côte fortement restreinte et qui subissent également des destructions non indemnisées de leurs cultures par des éléphants, qui sont poussés à proximité par l'exploitation forestière industrielle et les plantations de palmiers à huile.**

Dans les mois qui ont précédé le sommet des Nations Unies sur le climat de novembre 2021 à Glasgow, en Écosse, les médias britanniques ont souligné

l'importance des forêts, et des forêts du Gabon en particulier, pour le climat<sup>1</sup>. Ils défendent l'affirmation selon laquelle, pour protéger le climat, des pays comme le Gabon doivent être payés pour conserver leurs forêts et le carbone qui y est stocké<sup>2</sup>. L'ONG britannique Chatham House a même diffusé un podcast d'une heure dans lequel le ministre gabonais des forêts, des océans et du changement climatique, Lee White, a exposé cette argumentation<sup>3</sup>.

L'intérêt soudain des médias britanniques pour les forêts du Gabon est très lié à la question des émissions de carbone. Les gouvernements des pays industrialisés, les entreprises et les grandes ONG de conservation prétendent que les forêts peuvent compenser les dommages (climatiques) causés par destruction des réserves souterraines de carbone occasionnée par l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz. Comment ? En protégeant des forêts qui risquaient soi-disant d'être détruites. En empêchant cette destruction prétendument planifiée, on maintient le carbone dans la forêt – et donc hors de l'atmosphère (voir l'article dans cette publication : *Le carbone est-il le même, quelle que soit son origine ? Carbone fossile, violence et pouvoir*). Cette argumentation a du succès auprès des entreprises, car elle leur permet de continuer à tirer profit des combustibles fossiles pourvu qu'elles paient un projet qui prétend protéger les forêts en péril, planter des arbres supplémentaires ou restaurer des tourbières endommagées. Cette idée dangereuse selon laquelle la destruction des stocks de carbone du sous-sol peut être compensée en revendiquant le stockage dans les forêts du carbone aérien a été promue sous le nom de REDD – ou, plus récemment, de « solutions fondées sur la nature » (voir *REDD : pas seulement un échec*)<sup>4</sup>.

Deux exemples en provenance du Gabon montrent pourquoi les « solutions fondées sur la nature » aboutiront à une aggravation du chaos climatique parce qu'elles ne contribuent pas à l'arrêt de l'extraction du charbon, du pétrole et du gaz. Comme REDD au cours des 15 dernières années, ces prétendues solutions exposeront également les communautés à davantage de conflits et de violences et ne feront rien pour réduire les émissions provenant de l'exploitation forestière industrielle ou de l'agro-industrie.

## **L'accord Norvège-Gabon : payer pour une réduction de la déforestation pendant que la déforestation augmente**

Dans un accord signé en septembre 2019, le gouvernement norvégien s'engage à verser 150 millions de dollars au gouvernement gabonais si ce dernier peut prouver qu'il a réduit la déforestation en deçà d'un niveau convenu<sup>5</sup>. Le raisonnement consiste à dire qu'en évitant la déforestation, une certaine quantité de dioxyde de carbone n'est pas rejetée dans l'atmosphère parce que les arbres qui étaient prétendument sur le point d'être coupés resteront sur pied. Donc, éviter ces émissions aide à réduire les émissions dans l'atmosphère.

Les avantages d'un tel accord pour le gouvernement norvégien sont évidents : pour une petite somme (petite par rapport aux bénéfices tirés de la destruction des réserves souterraines de carbone au large des côtes norvégiennes), le gouvernement

norvégien peut se présenter au monde comme un champion de la lutte contre le dérèglement climatique. Pendant ce temps, ce même gouvernement qui exhorte les populations gabonaises à protéger leurs réserves de carbone forestier en surface parce qu'elles sont importantes pour la protection du climat, continue de détruire ses réserves de carbone souterraines pour extraire le pétrole et le gaz et tirer encore plus de profits de la vente de ces combustibles fossiles<sup>6</sup>.

L'accord a également été salué par le ministre gabonais des forêts, des océans et du changement climatique<sup>7</sup>. Ce grand pays producteur de pétrole a ainsi pu utiliser l'accord pour détourner l'attention des dommages climatiques causés par le forage de du pétrole et du gaz en mer, et faire preuve de leadership dans les solutions fondées sur la nature et la protection du carbone stocké dans les forêts du Gabon. L'accord a même permis au gouvernement norvégien de verser les premiers 17 millions de dollars en juin 2021<sup>8</sup>, alors que la déforestation au Gabon – un pays dont 60 % des routes servent à l'exploitation forestière et dont 44 % des forêts ont été cédées à des entreprises en tant que concessions forestières<sup>9</sup> – est en hausse.

Il convient de noter que de telles perversités ne sont pas des exceptions lorsqu'il s'agit de paiements pour des prétendues réductions des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD)<sup>10</sup>. Régulièrement, des pays et des entreprises qui figurent parmi les premiers responsables de la dégradation du climat en paient d'autres, qui prétendent avoir réduit les émissions dues à la déforestation, même si la déforestation dans un pays ou dans le cadre d'un projet REDD est en



Des communautés de la province de Nyanga, au Gabon, demandent la suspension du projet SFN de Grande Mayumba. (Novembre, 2021)

augmentation <sup>11</sup> ; ou bien des paiements sont effectués sur la base d'affirmations selon lesquelles la déforestation de forêts menacées de destruction a été évitée, même si rien n'indique de manière plausible que le risque de déforestation existait. La conséquence : les entreprises et les pays qui sont les principaux responsables de la dégradation du climat, peuvent prétendre que leurs accords commerciaux, leurs produits et leurs services sont en quelque sorte « neutres en carbone » – **et** continuent à profiter de la combustion des combustibles fossiles et de la déforestation qui leur est toujours associée.

Pour Lee White, l'accord de 150 millions de dollars avec la Norvège n'est qu'un début. Dans le podcast de Chatham House d'octobre 2021, L. White explique aux auditeurs que « *chaque année, le Gabon absorbe environ 100 millions de tonnes de dioxyde de carbone, net. Donc, nous compensons toutes nos émissions. Nous ne visons pas à la neutralité carbone, nous sommes neutres en carbone. Nous sommes même bien meilleurs que cela. Nous absorbons environ un quart à un tiers des émissions annuelles du Royaume-Uni dans nos forêts tropicales.* <sup>12</sup> »

Il n'y a pas grande différence entre cette argumentation et celle des pays industrialisés et des multinationales, qui affirment qu'elles n'ont pas besoin d'arrêter de brûler du charbon, du pétrole et du gaz chez eux pour prétendre à la « neutralité carbone » ; au lieu de cela, ils peuvent simplement payer un autre pays, par exemple le Gabon, pour protéger le carbone stocké dans ses forêts. Selon ce raisonnement, cela est tout aussi efficace que d'arrêter la destruction des réserves de carbone souterraines restantes ; pas besoin pour les pays industrialisés et les entreprises d'arrêter de les brûler comme combustibles fossiles.

Évidemment, la compensation n'est pas du tout aussi efficace que l'arrêt de la destruction des gisements de carbone souterrains. En fait, la compensation signifie que les communautés dont les terres sont détruites par les mines de charbon et les champs de pétrole continueront d'être exposées à la violence et à la pollution toxique qui sont inextricablement liées à l'extraction des combustibles fossiles. La compensation signifie également que les communautés dont la région est impactée par des raffineries continuent d'être exposées à des effets sanitaires désastreux. Enfin, la compensation se traduit par le fait que davantage de terres, du côté compensation de l'équation, sont contrôlées pour servir les intérêts des entreprises – en tant que réservoirs de carbone, dans ce cas – tandis que les familles paysannes et les populations forestières doivent cesser de produire leur nourriture dans la forêt.

## **Le projet Grande Mayumba : une menace pour les moyens de subsistance des communautés déguisée en 'solution fondée sur la nature'**

En septembre 2021, le gouvernement du Gabon a présenté une proposition qui permettra aux entreprises de profiter de projets de compensation carbone sur la base du même raisonnement que celui de l'accord entre les gouvernements de Norvège et du Gabon : si le projet démontre que les forêts couraient le risque d'être détruites et que ces forêts sont protégées par le projet, il peut vendre le carbone

économisé grâce à cette protection forestière à des entreprises qui souhaitent continuer à brûler des combustibles fossiles, et en même temps faire valoir que les dommages climatiques causés par cette combustion de combustibles fossiles ont été compensés<sup>13</sup>. Il existe déjà un projet de ce type dans la province de la Nyanga dans le sud-ouest du Gabon : le projet de Grande Mayumba.

Le projet Grande Mayumba remonte à 2011, lorsque le gouvernement du Gabon et une société alors appelée SFM Africa Ltd.<sup>14</sup> ont créé la Grande Mayumba Development Company (GMDC) sous la forme d'un partenariat public-privé. Le gouvernement gabonais détient 34 % de la société, tandis que 66 % sont aux mains de SFM Africa Ltd., aujourd'hui connu sous le nom d'African Conservation Development Group (ACDG)<sup>15</sup>.

Comme d'autres sociétés créées par l'homme d'affaires sud-africain Alan Bernstein, SFM Africa Ltd. et l'African Conservation Development Group sont enregistrées dans des pays souvent qualifiés de paradis fiscaux. Ce sont des pays très appréciés des fraudeurs fiscaux, entre autres parce que les entreprises qui y sont enregistrées paient très peu d'impôts et doivent divulguer très peu d'informations sur les entreprises et leurs propriétaires. En 1999, Bernstein a enregistré sa société SFM International Ltd. aux Bermudes. L'African Conservation Development Group, qu'il a créé plus tard, est enregistré à Maurice. Selon le portail web d'investigation Ojo Público, SFM International Ltd. faisait partie d'un réseau d'entreprises impliquées dans la vente de crédits de carbone et l'évasion fiscale dans le cadre d'un projet de reboisement dans la province d'Uyacali au Pérou<sup>16</sup>. En 2011, SFM International Ltd. a fait faillite.

## **Des documents clés portant sur le projet sont tenus secrets**

Très peu de documents détaillés sont publiquement accessibles sur la Grande Mayumba Development Company ou le projet de Grande Mayumba. En fait, le seul document public détaillé est un contrat signé le 20 octobre 2011 entre la Grande Mayumba Development Company et sa filiale d'exploitation forestière à 100 %, Nyanga Forestry Operations. Ce contrat fait référence à un autre contrat qui a été signé le 20 avril 2011 et a créé la Grande Mayumba Development Company. Or, ce contrat concernant la Grande Mayumba Development Company ne semble pas avoir été rendu public.

Des membres de la communauté et des représentants d'organisations de la société civile qui se sont réunis dans la ville de Mayumba en septembre et novembre 2021, se sont alarmés du secret entourant le projet Grande Mayumba. Un communiqué de presse du 5 mars 2021 publié par l'African Conservation Development Group (ACDG) affirme que « le projet a été conçu avec soin au moyen d'un vaste processus de consultation durant un certain nombre d'années »<sup>17</sup>. À l'inverse, les membres de la communauté présents aux réunions ont déclaré qu'ils n'étaient au courant d'aucune consultation, et certainement aucune qui aurait présenté le projet de manière exhaustive. Ils ont déclaré n'avoir jamais vu de carte détaillée de la zone de concession, ne pas savoir qui se cache derrière ACDG ni que la Grande Mayumba

Development Company est un partenariat public-privé dont l'État gabonais est actionnaire. Ils ignoraient également que Nyanga Forestry Operations (NFO), la société qu'ils ne connaissaient qu'en tant qu'entreprise d'exploitation forestière peu fiable, est en fait une filiale de la Grande Mayumba Development Company. Comme toute autre entreprise d'exploitation forestière, NFO est légalement tenue de négocier et payer une contribution financière aux communautés impactées par ses activités. L'article 251 du Code forestier du Gabon exige qu'une société forestière accepte cette contribution dans le cadre de la négociations des cahiers de charge<sup>18</sup> avec les communautés touchées par ses activités. NFO doit encore honorer cette obligation légale. Par ailleurs, les représentants des communautés se sont demandé combien d'argent NFO avait déjà versé d'argent au cours des dix dernières années à la Grande Mayumba Development Company pour le bois qu'elle a extrait de la concession forestière située sur leurs terres ancestrales (il faut se souvenir que NFO est une filiale de la Grande Mayumba Development Company)<sup>19</sup>.

**Le projet de Grande Mayumba consiste apparemment en six grands contrats de concession distincts, couvrant une zone équivalente à 3 % de la superficie terrestre du Gabon.**

## Lodges de luxe

Dans une interview de 2019, Alan Bernstein mentionne le projet d'un complexe de lodges de luxe dans le parc national de Loango, au nord des concessions du projet Grande Mayumba<sup>20</sup>. Dans son communiqué de presse du 12 janvier 2021, l'ACDG déclare que dans le parc national de Loango, un « lodge est en cours d'aménagement par l'African Conservation Development Group (ACDG) sous concession de l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN) ». <sup>21</sup> Un rapport sur l'industrie du tourisme au Gabon note également qu'« en février 2013, l'ANPN a signé un accord de concession de tourisme de conservation sous la forme d'un PPP (partenariat privé-public) avec Sustainable Forestry Management (SFM) Safari Gabon, une filiale de la société mauricienne de conservation et de développement des paysages SFM Africa. L'accord verra la création d'un circuit de lodges de safari de luxe et durables, en commençant par deux lodges dans les parcs nationaux de Loanga et Pongara, qui viseront à attirer 2000 visiteurs par an. » <sup>22</sup>

Les parcs nationaux de Loango et Pongara sont situés nettement à l'extérieur de la vaste zone de concession du projet Grande Mayumba. Un article du 2 mars 2021 établissant un lien entre la construction du lodge et le fonds d'investissement du gouvernement gabonais FGIS, ainsi qu'avec sa filiale Luxury Green Resorts, ne mentionne ni ACDG ni le projet de Grande Mayumba <sup>23</sup>. Mais le commentaire d'Alan Bernstein dans l'interview de 2019 mentionne des lodges dans le parc national de Loango. Il est difficile de savoir exactement comment la construction du lodge de luxe à Loango Park est liée au projet Grande Mayumba, et si SFM Safari Gabon fait partie de la Grande Mayumba Development Company ou exerce des activités commerciales au Gabon en tant qu'entité distincte détenue par Alan Bernstein.

## Des annonces spectaculaires, mais pas d'argent ?

Le site internet de SFM Africa, aujourd'hui disparu, décrivait la Grande Mayumba Development Company comme un partenariat « visant à consolider et mettre en valeur une superficie forestière de 631 100 ha et une zone marine de 260 900 ha sur la base d'un plan de gestion des terres à long terme écologiquement sain et économiquement optimal (Plan de développement durable de Grande Mayumba) ».

Les représentants des communautés vivant à l'intérieur de la zone de concession de Grande Mayumba et des organisations de la société civile qui se sont réunis en septembre et novembre 2021 ont été surpris d'apprendre que le projet de Grande Mayumba consiste apparemment en six grands contrats de concession distincts, couvrant une zone équivalente à 3 % de la superficie terrestre du Gabon. Ils ne savaient pas que les terres situées dans cette vaste zone de concession seraient consacrées à « cinq composantes commerciales principales : foresterie, agro-industrie, pêche, écotourisme et développement des infrastructures »<sup>24</sup> et qu'une partie substantielle de la concession forestière serait transformée en une « forêt de conservation », voire une nouvelle **Aire protégée**.

Dans les reportages des médias, les interviews et les articles de blog, Alan Bernstein mentionne de nombreuses activités commerciales en lien avec ses sociétés et le projet de Grande Mayumba. Cela aussi était nouveau pour les représentants de la communauté. Les activités mentionnées par A. Bernstein vont d'un projet de plantation de canne à sucre qui, selon lui, devrait produire 250 000 tonnes de sucre par an, à une nouvelle<sup>25</sup> usine de transformation du bois à Mangali (un village près de la ville de Mayumba), en passant par une chaîne de lodges écotouristiques de luxe, la construction d'installations portuaires dans la lagune de Mayumba, et la mise en place d'une ferme ostréicole pour soutenir la pêche artisanale.

En dehors de l'exploitation forestière conduite par Nyanga Forestry Operations, les membres de la communauté n'ont été informés d'aucune des activités prévues ; ils ne savent pas quand elles commenceront ou comment elles affecteront leur vie et leurs moyens de subsistance. Les gens sont particulièrement préoccupés par les activités de pêche et de conservation mentionnées dans les rares informations qui existent sur le projet Grande Mayumba.

Les moyens de subsistance des pêcheurs artisanaux de Mayumba sont déjà menacés depuis plusieurs mois par l'extension du parc national de Mayumba, une aire marine protégée. Ils doivent maintenant aller pêcher à 10 km de la côte. Pour eux, la pêche devient impossible – et dangereuse – car la plupart des pêcheurs artisanaux utilisent de petits bateaux, beaucoup sans moteur hors-bord. Pendant ce temps, on peut voir depuis le rivage les flottilles de pêche commerciale, qui ont récemment obtenu une autorisation du gouvernement, opérant jour et nuit, apparemment sans être dérangées. Les restrictions imposées par l'administration du parc marin sur la pêche artisanale affectent la souveraineté alimentaire dans la ville de Mayumba et au-delà. « On ne peut même plus acheter de poisson ici à Mayumba », font remarquer les habitants, expliquant que Mayumba avait toujours été l'endroit où aller pour tous ceux qui cherchaient du poisson frais dans le sud du Gabon.

Il est difficile de dire si les projets de Berstein se concrétiseront un jour. Depuis une décennie, il utilise le présent pour parler de la plupart de ces activités. Pourtant, seules la construction d'un lodge de luxe dans le parc national de Loango et l'exploitation forestière par NFO sont déjà en cours, et certaines activités préliminaires seraient en cours sur le site de la plantation de canne à sucre.

La lenteur du démarrage de la plupart des activités semble notamment tenir au fait que l'African Conservation Development Group, et SFM Africa/SFM Gabon avant lui, n'ont pas encore trouvé l'argent pour concrétiser leurs grands projets. Dans un article de juillet 2021, son « directeur du financement par emprunt » explique que l'entreprise espère lever jusqu'à 300 millions de dollars en vendant des obligations (les investisseurs privés prêtent de l'argent à l'entreprise et reçoivent des paiements d'intérêts réguliers pendant que l'entreprise utilise leur capital) <sup>26</sup>. Une partie de ces obligations serait liée à des crédits carbone que l'entreprise espère générer grâce au projet Grande Mayumba. Il y a environ 10 ans, le cofondateur de SFM Africa, Kevin Leo-Smith, avait déjà écrit que la société était sur le point de lancer une obligation verte pour lancer le projet Grande Mayumba. Il reste à voir si les projets de levée de fonds de la société se concrétiseront cette fois.

## **Un scénario de déforestation invraisemblable remet en question la revendication de réduction d'émissions**

Dans son récit sur ce qui serait arrivé aux forêts sans le projet Grande Mayumba, l'ACDG écrit sur son site Internet que 52 % (225 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>) du carbone stocké dans la forêt seraient perdus au cours des 25 prochaines années. Avec leur projet de Grande Mayumba, ils affirment qu'au lieu de 52 %, seulement 5 % du carbone de la forêt à l'intérieur de leur concession sera rejeté dans l'atmosphère sur une période de 25 ans. Cela signifie que l'ACDG espère vendre 200 millions de crédits carbone à des entreprises ou à des pays comme la Norvège qui souhaitent continuer à tirer profit de la combustion de combustibles fossiles et prétendent ne pas nuire au climat. La différence entre les 52 % de carbone forestier qui, selon eux, auraient été détruits sans le projet Grande Mayumba et les 5 % avec leur projet correspond à la quantité de carbone que le projet prétend économiser : des émissions représentant environ 200 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> <sup>27</sup>. Cela signifie que l'ACDG espère vendre 200 millions de crédits carbone à des entreprises ou à des pays comme la Norvège qui veulent continuer à tirer profit de la combustion de combustibles fossiles **et** prétendent ne pas nuire au climat.

Les chiffres figurant dans ce paragraphe soulèvent de nombreuses questions auxquelles l'ACDG ne fournit pas de réponses. Le fait est que pendant dix des 25 années prises comme référence dans les calculs, NFO (filiale de la Grande Mayumba Development Company) a exploité le bois à l'intérieur de la concession du projet Grande Mayumba. Et les calculs sur le site web de l'ACDG placent la déforestation à l'intérieur de la concession de Grande Mayumba à 2 000 % au-dessus de la déforestation annuelle moyenne d'environ 0,1 % au Gabon. Aucune autre information n'est fournie quant à la raison qui permettrait de croire qu'il s'agit d'une hypothèse plausible.

L'affirmation selon laquelle les forêts que le projet Grande Mayumba a l'intention de préserver sous la forme d'une forêt de conservation auraient été exploitées est également invraisemblable<sup>28</sup>. Un rapport sur l'extension des **aires protégées** au Gabon montre qu'une grande partie de ces forêts pousse sur des terrains impropres à l'exploitation forestière : « SFM reconnaît qu'une grande partie de la zone proposée présente une pente prohibitive pour l'exploitation forestière, en particulier le long de la frontière avec le Congo et des crêtes montagneuses de l'est. »<sup>29</sup> Le rapport suggère que cette partie de la concession pourrait bien convenir à une future extension de **l'aire protégée**.

Supposer que 52 % du carbone stocké dans les forêts qui recouvrent ces crêtes montagneuses et les zones frontalières avec la République du Congo semble extrêmement peu plausible, voire ridicule. La situation climatique sera pire si les crédits carbone générés par le projet de Grande Mayumba arrivent un jour sur le marché.

Il y a aussi un gouffre entre les réalités auxquelles les communautés paysannes et les pêcheurs artisanaux sont confrontés dans la région de Mayumba aujourd'hui et le projet qu'Alan Bernstein présente comme étant « à l'avant-garde de la valorisation des services écosystémiques » et « œuvrant à l'amélioration du niveau de vie des communautés »<sup>30</sup>. L'expérience des communautés en matière de conservation est loin de correspondre à une amélioration du niveau de vie. C'est une expérience de conflits et de destructions non indemnisées de leurs cultures par les éléphants, poussés à se rapprocher des communautés parce que les plantations de palmiers à huile et les exploitations forestières commerciales empiètent sur la forêt. Les communautés sont particulièrement préoccupées par le projet de « forêt de conservation ». Elles craignent de se voir interdire d'utiliser la forêt qu'elles protègent depuis des générations une fois celle-ci déclarée **aire protégée**.

Cette inquiétude n'est pas étonnante étant donné que le ministre du pays, Lee White, affirme que « *artificiellement, une grande partie du Gabon rural est vide. une grande partie du Gabon rural est vide. Nous avons donc pu créer ces parcs nationaux avec presque personne à l'intérieur.* »<sup>31</sup> Lee White se trompe sur les deux aspects. Même si les communautés ont été contraintes sous la domination coloniale française, d'abandonner leurs villages et de s'installer au bord des routes, afin de faciliter la collecte des impôts, elles ont maintenu les liens avec leurs terres ancestrales et des villages sont encore présents dans des endroits qui ont été déclarés parcs nationaux. Ce serait aussi le cas dans la forêt que le projet de Grande Mayumba a identifiée comme une « forêt de conservation ».

Le 5 novembre 2021, les communautés du département de la Basse-Banio et de la commune de Mayumba, qui seraient impactées par le projet de Grande Mayumba, ont publié une déclaration intitulée « *NON au projet de Grande Mayumba* ». Les communautés œuvrent pour la survie des zones qui les entourent et de leurs villages, luttent contre les inégalités sociales, environnementales et climatiques, et ont appelé à la suspension du projet de Grande Mayumba<sup>32</sup>.

- 1 Voir par exemple Sky News, 13 octobre 2021. Gabon: ‘Very difficult’ to protect Great Congo Basin unless country rewarded for conservation efforts, minister warns. <https://news.sky.com/story/gabon-very-very-difficult-to-protect-great-congo-basin-unless-country-rewarded-for-conservation-efforts-minister-warns-12407143>; Financial Times, 20 juillet 2021. Africa’s green superpower: why Gabon wants markets to help tackle climate change. <https://www.ft.com/content/4f0579ac-409f-41d2-bf40-410d5a2ee46b>
- 2 lbd 1
- 3 Chatham House Podcast (2021): Episode 7. Climate Change in Africa with Minister Lee White. <https://soundcloud.com/chathamhouse/episode-7-climate-change-in>
- 4 WRM, REDD : Une collection de conflits, de contradictions et de mensonges, <https://www.wrm.org.uy/fr/publications/redd-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges>
- 5 Gabon signs US\$150 million REDD deal with Norway. Shhh... Don’t mention corruption. <https://redd-monitor.org/2019/09/24/gabon-signs-us150-million-redd-deal-with-norway-shhh-dont-mention-corruption/>
- 6 Pour plus d’informations, voir “Payment for non-performance”: Norway pays Gabon US\$17 million for increasing deforestation. <https://redd-monitor.org/2021/07/07/payment-for-non-performance-norway-pays-gabon-us17-million-for-increasing-deforestation/>
- 7 Payment for non-performance”: Norway pays Gabon US\$17 million for increasing deforestation. <https://redd-monitor.org/2021/07/07/payment-for-non-performance-norway-pays-gabon-us17-million-for-increasing-deforestation/>
- 8 NICFI, Gabon receives first payment for reducing CO2 emissions under historic CAFI agreement: <https://www.nicfi.no/current/gabon-receives-first-payment-for-reducing-co2-emissions-under-historic-cafi-agreement/>
- 9 Olivier Hymas (2015). L’Okoumé, fils du manioc: Post-logging in remote rural forest areas of Gabon and its long-term impacts on development and the environment. <https://co-re.ac.uk/download/pdf/79498104.pdf>
- 10 Ben Elgin (2020). These Trees Are Not What They Seem. How the Nature Conservancy, the world’s biggest environmental group, became a dealer of meaningless carbon offsets. Bloomberg Green. <https://www.bloomberg.com/features/2020-nature-conservancy-carbon-offsets-trees/>
- 11 Le site REDD-Monitor répertorie de nombreux exemples : [www.redd-monitor.org](http://www.redd-monitor.org)
- 12 lbd 3, minute 39ff.
- 13 Journal Officiel de la République Gabonaise. 16 September 2021. Dossier 777.
- 14 SFM Africa management team <https://is.gd/vUPR3o>
- 15 AIHITDATA, Grande Mayumba: <https://www.aihitdata.com/company/027E21B0/grande-mayumba/overview>

- 16** Ojo Público, 05 November 2017. Carbon Credits: The multimillion dollar offshore scheme in the Peruvian Amazon. <https://is.gd/mhwjtV>
- 17** Grande Mayumba Development Company Signe un Accord de Convention Portuaire Avec l'OPRAG. <https://afcondev.com/media/grande-mayumba-development-company-signs-port-convention-agreement-with-oprag/>
- 18** Les cahiers de charge peuvent être considérés comme une reconnaissance des droits coutumiers des communautés sur la terre par les États de la région qui ont maintenu la politique coloniale selon laquelle toutes les terres appartiennent à l'État. Les cahiers de charge sont des accords qui énumèrent les obligations financières de l'entreprise envers une communauté dont des terres coutumières se retrouvent à l'intérieur de la concession d'une entreprise.
- 19** L'article 6 du contrat du 20 octobre 2011 oblige NFO à payer, entre autres, une redevance de 5 000 FCFA par mètre cube de bois d'okoumé dont la qualité est égale ou supérieure à CS et de 5 000 FCFA par mètre cube coupé pour les autres essences, lorsque le bois est de qualité égale ou supérieure à B.
- 20** Gorillas, Forest Elephants Lure SFM Investment in Gabon's Forest. <https://www.bloombergquint.com/onweb/gorillas-forest-elephants-lure-sfm-investment-in-gabon-s-forest>
- 21** Construction of ACDG's First Lodge in Gabon Under Way. <https://panafricanvisions.com/2021/01/construction-of-acdgs-first-lodge-in-gabon-under-way/>
- 22** Oxford Business Group. A more sustainable approach: Development and promotion with an eye on the longer term. <https://oxfordbusinessgroup.com/overview/more-sustainable-approach-development-and-promotion-eye-longer-term>
- 23** Le Fonds gabonais d'investissements stratégiques veut valoriser le potentiel de l'écotourisme. <https://www.lenouveaugabon.com/fr/economie/0303-16540-le-fonds-gabonais-d-investissements-strategiques-veut-valoriser-le-potentiel-de-l-ecotourisme>
- 24** SFM Africa, Gabon <https://web.archive.org/web/20181102061505/http://www.sfmafrica.com/projects/gabon>
- 25** Le site web de SFM Africa, aujourd'hui disparu, indiquait déjà, au présent, que « les arbres récoltés dans la zone de concession de GMDC sont transformés localement dans la scierie de GMDC ». Aucune installation de ce type n'existait au moment d'écrire ces lignes.
- 26** Financial Times, 20 July 2021. Africa's green superpower: why Gabon wants markets to help tackle climate change <https://www.ft.com/content/4f0579ac-409f-41d2-bf40-410d5a2ee46b>
- 27** Africa Conservation Development Group.
- 28** « Le Plan de développement durable de Grande Mayumba, élaboré en partenariat avec la République gabonaise, classe 29 % de Grande Mayumba en zone d'exploitation à impact réduit dans les zones forestières existantes et 13 % en zone d'agriculture mixte sur des prairies largement dégradées, tandis que 30 % des concessions forestières de Grande

Mayumba seront retirées de la foresterie commerciale et décrétées zone de conservation, en raison de leur haute valeur de biodiversité. Cela signifie que plus de 220 000 ha des 730 000 ha de terres seront réservés de manière permanente à la conservation, y compris des écosystèmes forestiers et de savane représentatifs, ainsi que des environnements marins et d'eau douce. » Alan Bernstein (2021). The convening power of natural capital. <https://forestlab.partners/perspective/perspective-01/natural-capital-investment-provides-a-new-development-model-for-africa>

**29** CAFI. Accélérateur de réformes en Afrique centrale. Version 2019-18-12 Expansion des aires protégées et optimisation de l'utilisation des terres aux fins de production de cultures vivrières au Gabon. [https://www.cafi.org/sites/default/files/2021-03/05\\_Gabon%20Parks\\_Ag\\_Final%20prodoc\\_23.04.pdf](https://www.cafi.org/sites/default/files/2021-03/05_Gabon%20Parks_Ag_Final%20prodoc_23.04.pdf) pg 75/76

**30** Putting a price on our natural environment could give Africa the edge. <https://www.businesslive.co.za/bd/opinion/2021-05-19-putting-a-price-on-our-natural-environment-could-give-africa-the-edge/>

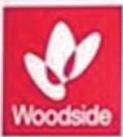
**31** Ibd 3

**32** Gabon : les communautés disent NON au projet de Grande Mayumba. <https://www.wrm.org.uy/fr/actions-en-cours/gabon-les-communautes-disent-non-au-projet-de-grande-mayumba>

## Founding Members of Markets for Natural Climate Solutions



**BHP**



IETA

En 2019, lors de la COP25 à Madrid, l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA) a organisé une réunion parallèle pour lancer son initiative intitulée Markets for Natural Climate Solutions (les marchés pour les solutions climatiques naturelles).

Photo: REDD Monitor

## Grands pollueurs, compensation carbone et REDD+

La compensation est une dangereuse diversion par rapport aux causes profondes de la crise climatique. Cette fausse solution est le pendant de la réaction initiale de l'industrie pétrolière face aux données scientifiques sur le climat : le déni. Les grands pollueurs n'ont pas inventé le marché du carbone. Mais ils l'ont soutenu, ont plaidé activement en sa faveur, et ils l'ont promu. Ils sont également d'importants acheteurs de crédits carbone. Ces dernières années, les achats de crédits carbone par les grands pollueurs sont passés d'un petit filet régulier à un déferlement, et les ONG de conservation figurent parmi les principaux fournisseurs et des plus fervents soutiens. Leur soutien au marché du carbone s'est également manifesté sous des formes moins visibles.

Le déni du changement climatique et la **compensation carbone** ont le même objectif : permettre aux grands pollueurs de continuer à profiter du statu quo aussi longtemps que possible.

Mais la **compensation carbone** est peut-être encore plus dangereuse que le déni du changement climatique, car elle semble reconnaître que la crise climatique est réelle et donne l'impression que les grands pollueurs prennent des mesures pour

y remédier.

La **compensation carbone** est actuellement en plein essor. Pourtant, plus de trois décennies d'expérimentations du commerce du carbone révèlent que la **compensation** est un échec spectaculaire. Du moins, en matière de lutte contre la crise climatique. La **compensation** constitue une dangereuse diversion qui permet aux gros pollueurs de poursuivre leurs activités comme si de rien n'était.

Aujourd'hui, plus de 1 500 entreprises ont pris des engagements « **net zéro** »<sup>1</sup>. Près des deux tiers des pays ont également des engagements « **net zéro** ». Mais ces engagements « ne sont rien de plus qu'une grande escroquerie », comme le souligne Sara Shaw des Amis de la Terre International. Les grands pollueurs prévoient de continuer à polluer, tout en espérant redorer leur blason avec des **compensations** et des programmes de plantation d'arbres.

Le secteur du transport aérien a développé son propre système d'échange de carbone appelé Régime de compensation et de réduction du carbone pour l'aviation internationale (CORSIA). Dans le cadre de ce système, les émissions augmenteront sans aucune limite et l'industrie aéronautique utilisera les **compensations** pour justifier la poursuite de la pollution.

Les compagnies pétrolières ont adopté avec enthousiasme les solutions climatiques naturelles (parfois appelées solutions fondées sur la nature), afin de donner l'impression qu'elles se soucient soudainement de l'environnement<sup>2</sup>. Dans le même temps, elles continuent d'explorer de nouvelles sources de profit dans certains des écosystèmes les plus menacés de la planète.

En 2019, le PDG de Shell, Ben van Beurden, a annoncé qu'il fallait « un autre Brésil en termes de forêt tropicale » pour lutter contre le changement climatique grâce à ces solutions climatiques naturelles<sup>3</sup>.

Total a acheté des **compensations** pour créer l'illusion d'un gaz naturel liquéfié « neutre en carbone »<sup>4</sup> et prévoit de dépenser 100 millions de dollars<sup>5</sup> par an pour la protection des forêts et la plantation d'arbres<sup>6</sup>.

Pendant ce temps, Eni prévoit d'utiliser 8,1 millions d'hectares de terres en Afrique pour compenser la poursuite de ses émissions<sup>7</sup>.

Les grandes entreprises technologiques ont également suivi le mouvement : Microsoft, Apple, Amazon et Facebook ont tous pris des engagements « net zéro ».

## **Exxon savait**

Ces fausses solutions à la crise climatique sont le pendant de la réaction initiale des grands pollueurs aux données scientifiques sur le climat : le déni.

En 2015, Inside Climate News a réalisé une enquête de huit mois<sup>8</sup> sur l'histoire des relations d'Exxon et d'autres compagnies pétrolières avec la science du climat depuis plus de 40 ans.

Les compagnies pétrolières ne connaissaient pas seulement les données scientifiques, elles participaient activement à la réalisation d'études de pointe sur les

impacts de la combustion des combustibles fossiles sur le climat. Exxon, par exemple, a dépensé plus d'un million de dollars sur un projet de tanker visant à déterminer la quantité de CO<sub>2</sub> absorbée par les océans.

Dès 1977, James Black, responsable scientifique à Exxon, a expliqué au comité de direction de l'entreprise :

« Tout d'abord, les scientifiques s'accordent à dire que la manière la plus probable dont l'humanité influence le climat mondial est le rejet de dioxyde de carbone à partir par la combustion de combustibles fossiles. »

Il a prévenu que le doublement de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère augmenterait les températures mondiales moyennes de deux ou trois degrés. Il a exhorté Exxon à agir, affirmant que l'entreprise disposait d'« une fenêtre d'opportunité de cinq à 10 ans avant que la nécessité de prendre des décisions difficiles concernant les changements dans les stratégies énergétiques ne devienne critique ».

Au lieu d'agir, Exxon est devenu un leader du déni climatique. Environ dix ans après avoir commencé ses recherches sur le changement climatique, Exxon a soutenu des campagnes visant à mettre en doute les données scientifiques sur le climat et à retarder la réglementation de son secteur industriel. En 1989, Exxon a été l'un des membres fondateurs de la Global Climate Coalition. La GCC a dépensé environ 1 million de dollars par an pour faire du lobby contre les limites imposées aux émissions de gaz à effet de serre. Elle s'est opposée au Protocole de Kyoto.

Comme George Monbiot l'a exposé dans son livre intitulé « Heat » en 2006, Exxon a également financé<sup>9</sup> un vaste groupe d'organisations qui soutenaient que la science du climat n'était pas établie, que les écologistes étaient des nazis, des communistes, des fous, des terroristes ou des imposteurs, et que si les gouvernements prenaient des mesures contre le changement climatique, l'économie mondiale s'effondrerait.

L'industrie pétrolière a utilisé les mêmes tactiques que celles auxquelles l'industrie du tabac avait eu recours pour nier que le tabagisme causait le cancer. Elle a même eu recours à certaines des mêmes personnes<sup>10</sup>, comme Frederick Seitz, qui était président du George C. Marshall Institute. F. Seitz a fondé<sup>11</sup> le George C. Marshall Institute en 1984, initialement pour soutenir l'initiative de défense stratégique du président Reagan, connue sous le nom de « Guerre des étoiles ». À la fin des années 1980, l'Institut est passé au déni du changement climatique - avec un généreux financement d'Exxon.

Avant cela, Seitz avait été consultant permanent pour la compagnie de tabac RJ Reynolds, où il finançait des recherches visant à « réfuter les critiques contre les cigarettes ».

## GIEC

L'une des réponses des défenseurs du climat à la campagne niant l'existence des changements climatiques, en particulier dans les pays du Nord, a été d'élever les publications du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à un statut qui échapperait à toute possibilité de critique. À leurs yeux, le GIEC est devenu

la seule autorité sur tout ce qui touche à la science du climat.

Le GIEC est un organisme des Nations Unies, créé en 1988, dans le but d'évaluer les connaissances scientifiques liées aux changements climatiques<sup>12</sup>. Il fournit aux gouvernements des informations scientifiques afin qu'ils puissent développer des politiques pour faire face à la crise climatique. Le GIEC a produit une série de rapports d'évaluation complets, dont le premier a été publié en 1992. Le rapport le plus récent a été publié en août 2021.

Les évaluations du GIEC ont pour le moins tendance à être prudentes. Comme George Monbiot le souligne, ce n'est pas surprenant, étant donné le nombre des personnes qui doivent approuver les évaluations du GIEC avant leur publication<sup>13</sup>.

Cependant, comme le fait remarquer Larry Lohmann dans son livre « Carbon Trading: A critical conversation on climate change, privatisation and power », beaucoup de choses sont laissées de côté dans les rapports du GIEC<sup>14</sup>. Le livre de Lohmann a été publié en 2006, mais il est plus pertinent que jamais aujourd'hui.

Lohmann note qu'avant que le GIEC ne publie son rapport sur « L'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie »<sup>15</sup> en 2000, plusieurs gouvernements, dont les États-Unis, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Norvège, avaient fait pression pour être autorisés à comptabiliser le carbone stocké sur leurs terres forestières en déduction des émissions continues provenant de la combustion de combustibles fossiles. De nombreux gouvernements du Nord étaient également désireux d'acheter des crédits carbone provenant de projets visant à réduire la déforestation dans les pays tropicaux.

« Il ne devrait pas être totalement surprenant », écrit Lohmann, « que le rapport du GIEC ait fourni aux États-Unis et à leurs alliés exactement les conclusions dont ils avaient besoin ». Mais pour ce faire, écrit Lohmann, le rapport « a dû abandonner les critères normaux de rigueur technique ».

« Il manquait des milliers de références pertinentes évaluées par des pairs – sur la déforestation, l'histoire des projets de développement forestier, la résistance des paysans, les régimes de biens communs forestiers, le comportement des investisseurs, etc. »

Les auteurs du GIEC partent du principe que le carbone stocké temporairement dans les arbres et le sol est identique au carbone enfoui sous terre dans les combustibles fossiles. Mais en termes d'impact sur le climat, les deux sont complètement différents. Le carbone des combustibles fossiles reste stocké en toute sécurité sous terre et n'interagit avec l'atmosphère que lorsqu'il est extrait et brûlé.

Le carbone stocké dans les arbres et les sols n'est stocké que temporairement et est libéré dans l'atmosphère lorsque les arbres meurent, ou lorsque la forêt est abattue, ou défrichée pour faire place aux plantations de palmiers à huile, ou lorsque la forêt brûle (ce que nous voyons de plus en plus fréquemment à mesure que la crise climatique s'intensifie).

**Si la CCNUCC a discuté à plusieurs reprises des mécanismes de marché, la question de laisser les combustibles fossiles dans les sols reste clairement absente de l'ordre du jour.**

Dans un récent article<sup>16</sup> publié dans la revue « Social Anthropology », Lohmann décrit comment les climatologues des Nations Unies se comportent comme si les combustibles fossiles et l'extractivisme n'étaient tout simplement pas pertinents pour la science du climat :

« En 2014, Sir John Houghton, membre fondateur du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a accordé une interview expliquant que les climatologues de l'ONU n'étaient pas autorisés à mentionner le carbone séquestré dans les combustibles fossiles dans leur analyse des changements climatiques, mais uniquement le carbone qui était devenu plus mobile sous forme de CO<sub>2</sub>. Suivre ce qui se passe lorsque des atomes de carbone traversent l'une des frontières internes du système géophysique terrestre dans l'atmosphère relève de la 'science', a déclaré J. Houghton. Mais l'analyse de leurs mouvements vers cette frontière 'n'est pas une question scientifique'. »

Et si la CCNUCC a discuté à plusieurs reprises des mécanismes de marché, la question de laisser les combustibles fossiles dans les sols reste clairement absente de l'ordre du jour. Les mots 'combustibles fossiles' n'apparaissent nulle part dans l'Accord de Paris<sup>17</sup>.

## Les grands pollueurs et les crédits carbone



Greenwash zéro net, Solutions fondées sur la nature, Ouvert 24h/24 7j/7 jusqu'à +3°; Crédits REDD+.

Illustration : Ethan Cornell / Clara.earth

Les grands pollueurs n'ont pas inventé le commerce du carbone. Mais ils ont soutenu et promu ce commerce du carbone, et ils sont les principaux acheteurs de **compensations carbone**. Ces dernières années, les achats de crédits carbone par les grands pollueurs sont passés d'un petit filet régulier à un déferlement.

Le premier projet de compensation carbone du monde était un projet d'agroforesterie au Guatemala<sup>18</sup>. Le financement est venu d'Applied Energy Services (AES), une compagnie d'électricité basée aux États-Unis, à hauteur de 2 millions de dollars. Dès la fin des années 1980, AES a financé la plantation d'arbres dans le cadre d'un projet géré par CARE au Guatemala pour compenser les émissions d'une nouvelle centrale électrique au charbon de 181 MW qu'AES construisait dans le Connecticut.

Le projet au Guatemala a été un échec cuisant<sup>19</sup>. Hannah Wittman, professeure au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Simon Fraser en Colombie-Britannique, a étudié les impacts de ce projet de plantation d'arbres sur les moyens d'existence des agriculteurs. H. Wittman a constaté de fréquents conflits d'utilisation des terres. Lorsque les agriculteurs ont commencé à planter des arbres, il y avait moins de terres disponibles pour les cultures vivrières, ce qui a entraîné des pénuries alimentaires dans la région.

Des activités telles que la collecte de bois de chauffage pour la cuisine ont été criminalisées, ce qui a entraîné des conflits sur les droits d'accès aux arbres. Dix ans après le début du projet, une évaluation de Winrock International a révélé que les résultats du projet de plantation d'arbres restaient très en deçà de ce qui était nécessaire pour l'objectif de compensation d'AES. Les agriculteurs n'ont reçu aucun paiement direct pour la plantation d'arbres, et beaucoup ne savaient pas que les arbres stockaient du carbone pour compenser la centrale électrique au charbon d'AES.

Mais les grands pollueurs n'ont pas seulement financé des projets de compensation pour donner une image plus verte de leurs opérations destructrices.

En 1999, 11 hommes et une femme ont organisé une réunion au siège de Shell. Il s'agissait de la première réunion de l'International Emissions Trading Association. Depuis lors, l'IETA, fondée par les gros pollueurs, fait pression en faveur des systèmes d'échange du marché du carbone. L'IETA a placé ses membres dans les délégations nationales aux négociations des Nations Unies sur le climat.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a également participé à la mise en place de l'IETA. De 1990 à 1999, Frank Joshua a dirigé le Groupe international des experts de l'ONU sur les échanges d'émissions. Après avoir aidé à la création de l'IETA, il en est devenu le premier directeur exécutif.

L'IETA est l'une des associations professionnelles les plus importantes et les plus influentes de la CCNUCC. Parmi les membres de l'IETA figurent des banques, des négociants de crédits carbone, des sociétés de conseil, des développeurs de projets, des sociétés pétrolières (y compris BP, Chevron, Eni, Equinor, Shell et Total), des sociétés minières, ainsi que des normes et des registres portant sur le carbone. L'IETA existe « pour s'assurer que les politiques sur le changement climatique n'aient pas d'impact négatif sur les profits des grands pollueurs », comme le souligne un rapport 2018 de Corporate Accountability<sup>20</sup>.

De toute évidence, il n'est pas surprenant que les grands pollueurs fassent campagne en faveur de distractions dangereuses comme le commerce du carbone. Mais ils le font avec le soutien de plusieurs organisations dites environnementales.

Pour ne donner qu'un exemple, en 2019, l'IETA a lancé ses marchés pour les solutions climatiques naturelles lors des négociations des Nations Unies sur le climat à Madrid<sup>21</sup>. Les membres fondateurs sont quatre sociétés pétrolières et gazières (Shell, Chevron, BP et Woodside Energy, une société minière (BHP) et une organisation américaine de plantation d'arbres (l'Arbor Day Foundation).

Le groupe consultatif de l'IETA comprenait des représentants de Conservation International, de l'Environmental Defense Fund, de l'Earth Innovation Institute et de The Nature Conservancy.

## L'arrivée des grands pollueurs norvégiens et de REDD

Le soutien d'ONG au commerce du carbone s'est également manifesté sous une forme moins directe.

Le 27 septembre 2007, deux hommes appelés Lars ont adressé une lettre à Jens Stoltenberg, alors Premier ministre de Norvège. Le titre était : « Il n'est pas trop tard. Sauvez la forêt tropicale – Sauvez le climat ! »

La lettre émanait de Lars Løvold, alors directeur de la Rainforest Foundation Norvège, et de Lars Haltbrekken, alors président de la Société norvégienne pour la conservation de la nature (Amis de la terre Norvège).

Lars et Lars ont demandé à Stoltenberg de dépenser 1 milliard de dollars chaque année pendant cinq ans pour protéger les forêts tropicales afin de lutter contre le changement climatique. Ils ont fait valoir que l'argent ne devrait pas être utilisé pour créer un mécanisme de compensation des émissions de carbone, mais devrait s'ajouter à la réduction des émissions.

Mais ensuite, ils ont invité Márcio Santilli de l'organisation brésilienne Instituto Socioambiental à rencontrer des politiciens norvégiens et à promouvoir leur idée. C'était un choix étrange. En 2005, M. Santilli avait écrit en faveur d'un « échange international des émissions de carbone pour la protection des forêts tropicales »<sup>22</sup>.

Le 10 décembre 2007, le gouvernement norvégien a annoncé que le pays était « prêt à porter son soutien à la prévention de la déforestation dans les pays en développement à un montant d'environ trois milliards de couronnes [environ 550 millions de dollars] par an ».

Le Premier ministre Jens Stoltenberg a présenté la stratégie norvégienne de prévention de la déforestation lors d'une réunion à Oslo, en compagnie du ministre de l'Environnement, Erik Solheim, et de la ministre du Pétrole et de l'Énergie, Åslaug Haga. L'industrie pétrolière était à l'origine du soutien de la Norvège à REDD depuis le début<sup>23</sup>.

Le gouvernement norvégien possède deux tiers des actions du géant pétrolier norvégien Equinor. Jusqu'en juillet 2021, les actions étaient gérées par le ministère du Pétrole et de l'Énergie – elles ont depuis été transférées<sup>24</sup> au ministère du Commerce

et de l'Industrie.

Au cours des 30 dernières années, Equinor a foré plus de 100 puits au nord du cercle polaire arctique. L'entreprise n'a pas l'intention de s'arrêter. « La production de pétrole et de gaz dans les régions nordiques », déclare la société sur son site Web, « contribuera de manière importante à garantir l'approvisionnement face à une demande énergétique mondiale croissante »<sup>25</sup>.

Dès le début, l'industrie pétrolière norvégienne a été impliquée dans les plans de la Norvège pour sauver les forêts tropicales. C'est la face cachée de REDD : l'utilisation des forêts tropicales humides pour reverdir l'image de la poursuite des activités de forage et de la pollution.

Le 13 décembre 2007, J. Stoltenberg était à Bali pour les négociations de l'ONU sur le climat (COP 13). Dans son discours<sup>26</sup> à la conférence sur le climat, J. Stoltenberg nous a dit que l'arrêt de la déforestation serait rapide et bon marché :

« Grâce à des mesures efficaces contre la déforestation, nous pouvons réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre – rapidement et à faible coût. La technologie est bien connue et est disponible depuis des milliers d'années. Tout le monde sait comment ne pas abattre un arbre. »

J. Stoltenberg n'a laissé aucun doute sur le fait qu'il proposait un mécanisme d'échange de carbone pour sauver les forêts tropicales :

« Pour mobiliser les ressources nécessaires, nous devons fixer un prix pour le carbone. Ensuite, nous créons des incitations à adopter un comportement respectueux du climat. Puis, nous faisons payer les pollueurs pour leurs émissions. Par conséquent, nous devons créer un système mondial de commerce du carbone et de taxes sur le CO<sub>2</sub>. »

La Banque mondiale a également lancé son Fonds de partenariat pour le carbone forestier lors de la COP 13 à Bali. Benoît Bosquet, spécialiste senior de la gestion des ressources naturelles à la Banque mondiale, a dirigé le développement du FCPF et a été le coordinateur du FCPF de 2008 à 2014. « L'objectif ultime de ce mécanisme est de lancer un marché du carbone forestier qui fait pencher la balance économique en faveur de la conservation des forêts », a déclaré Bosquet dans un communiqué de la Banque mondiale à propos du lancement du FCPF à Bali<sup>27</sup>.

BP Technology Ventures Inc. a apporté un financement de 5 millions de dollars pour le FCPF, tout comme The Nature Conservancy. Au fil des ans, la plupart des financements du FCPF sont venus des gouvernements de Norvège, d'Allemagne et du Royaume-Uni.

Bien qu'il ait collecté plus d'un milliard de dollars, le FCPF s'est « avéré être un moyen incroyablement inefficace de réduire la déforestation, avec des coûts administratifs astronomiques et rien à montrer en matière de prévention de la déforestation », remarquait un commentaire anonyme en 2017 sur le site web de REDD-Monitor<sup>28</sup>.

## **Légitimer les compensations carbone**

Récemment, on a beaucoup parlé de la nécessité de « bien faire REDD ». Par exemple, la société de compensation finlandaise, Compensate, affirme que 91 % des projets qu'elle a examinés ont été recalés lors de son processus d'évaluation<sup>29</sup>. Une start-up appelée Sylvera déclare que près de la moitié des projets REDD qu'elle a étudiés « ne répondaient pas aux attentes »<sup>30</sup>. Et le portail d'information Bloomberg Green a expliqué<sup>31</sup> comment les projets de compensation forestière de The Nature Conservancy aux États-Unis n'étaient en réalité pas menacés par la déforestation. The Nature Conservancy est devenu « un revendeur de **compensations carbone** dénuées de sens », a écrit Bloomberg Green.

Mais ces arguments légitiment la compensation carbone, car ils donnent l'impression que les 9 % ou 50 % restants sont en quelque sorte de « véritables compensations ». Bloomberg Green soutient que « scientifiquement, elles [les **compensations de carbone**] ont du sens. » On pourrait en déduire que la compensation a juste besoin de plus de réglementation (ou d'une meilleure réglementation).

Mais en réalité, aucune réglementation ne peut faire abstraction du fait que ce ne sont pas seulement certaines **compensations** (les mauvaises, celles qui n'ont aucun sens) qui retardent l'action climatique. Le problème réside dans le concept même de **compensation** qui, pendant des décennies, a réussi à retarder toute action significative contre la crise climatique. Les compagnies pétrolières achètent même des **compensations carbone** afin de créer des combustibles fossiles « neutres en carbone ». Ce qui est clairement absurde.

Les **compensations**, REDD et les solutions climatiques naturelles fournissent aux grands pollueurs les outils parfaits pour donner l'impression d'agir pour le climat, tout en permettant la poursuite de leur extractivisme destructeur.

Chris Lang

[REDD-Monitor.org](https://redd-monitor.org)

1 REDD-Monitor: <https://redd-monitor.org/tag/net-zero/>

2 REDD-Monitor: <https://redd-monitor.org/tag/natural-climate-solutions/>

3 REDD-Monitor, Shell boss says “Another Brazil in terms of rainforest” is needed to address climate change. Meanwhile, Shell continues to profit from fossil fuels, 2019, <https://redd-monitor.org/2019/03/22/shell-boss-says-another-brazil-in-terms-of-rainforest-needed-to-address-climate-change-meanwhile-shell-continues-to-profit-from-fossil-fuels/>

4 REDD-Monitor, How Total's fantasy of carbon neutral fossil fuel is helped by offsets from the Kariba REDD+ Project in Zimbabwe, 2021, <https://redd-monitor.org/2021/08/18/how-totals-fantasy-of-carbon-neutral-fossil-fuel-is-helped-by-offsets-from-the-kariba-redd-project-in-zimbabwe/>

5 REDD-Monitor, Total greenwash: Total CEO announces oil company will spend US\$100 million a year on forest protection and reforestation, 2019, <https://redd-monitor.org/2019/10/23/total-greenwash/>

- 6** REDD-Monitor, Anatomy of a ‘Nature-Based Solution’: Total oil, 40,000 hectares of disappearing African savannah, Emmanuel Macron, Norwegian and French ‘aid’ to an election-rigging dictator, trees to burn, secret contacts, and dumbstruck conservationists, 2021, <https://redd-monitor.org/2021/04/16/anatomy-of-a-nature-based-solution-total-oil-40000-hectares-of-disappearing-african-savannah-emmanuel-macron-norwegian-and-french-aid-to-an-election-rigging-dictator-trees/>
- 7** REDD-Monitor, Oil company Eni plans 8.1 million hectare land grab in Africa for carbon offset plantations, 2019, <https://redd-monitor.org/2019/03/17/oil-company-eni-plans-8-1-million-hectare-land-grab-in-africa-for-carbon-offset-plantations/>
- 8** Inside Climate News, Exxon. The Road Not Taken, <https://insideclimatenews.org/project/exxon-the-road-not-taken/>
- 9** The Guardian, The denial industry, 2006, <https://www.theguardian.com/environment/2006/sep/19/ethicalliving.g2>
- 10** James L Powell, The Inquisition of Climate Science, Columbia University Press, 2021, <https://cup.columbia.edu/book/the-inquisition-of-climate-science/9780231157193>
- 11** Science Progress, Distorting Science While Invoking Science, 2010, <https://web.archive.org/web/20100919104142/http://www.scienceprogress.org/2010/08/distorting-science-while-invoking-science-2/>
- 12** BBC News, Climate change: UN to reveal landmark IPCC report findings, 2021, <https://www.bbc.com/news/science-environment-58141129>
- 13** George Monibot, The Heat of the Moment, 2012, <https://www.monibot.com/2012/08/27/the-heat-of-the-moment/>
- 14** The CornerHouse, Carbon Trading. A Critical Conversation on Climate Change, Privatisation and Power, 2006, <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/carbon-trading-0>
- 15** IPCC, Land Use, Land-Use Change, and Forestry, 2000, <https://www.ipcc.ch/report/land-use-land-use-change-and-forestry/>
- 16** The CornerHouse, White Climate, White Energy. A Time for Movement Reflection?, 2020, <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/white-climate-white-energy>
- 17** REDD-Monitor, COP21 Paris: REDD and carbon markets, 2015, <https://redd-monitor.org/2015/12/15/cop21-paris-redd-and-carbon-markets/>
- 18** REDD-Monitor, REDDheads: Sheryl Sturges and a coal-fired power plant in the USA “offset” by tree planting in Guatemala, 2016, <https://redd-monitor.org/2016/12/11/reddheads-sheryl-sturges-and-a-coal-fired-power-plant-in-the-usa-offset-by-tree-planting-in-guatemala/>
- 19** Idem **18**
- 20** Corporate Accountability, Primer: IETA, Big Polluters, and the UNFCCC, [https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2018/04/CA\\_Bonn\\_Cop24\\_2018\\_webEN.pdf](https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2018/04/CA_Bonn_Cop24_2018_webEN.pdf)

- 21 REDD-Monitor, Launched at COP25, IETA's Markets for Natural Climate Solutions is greenwash for the oil industry, 2019, <https://redd-monitor.org/2019/12/11/launched-at-cop25-ietas-markets-for-natural-climate-solutions-is-greenwash-for-the-oil-industry/>
- 22 Santilli, M., Moutinho, P., Schwartzman, S. et al. Tropical Deforestation and the Kyoto Protocol. *Climatic Change* 71, 267–276 (2005). <https://doi.org/10.1007/s10584-005-8074-6>
- 23 REDD-Monitor, Norway's oil industry has been right behind REDD from the start, 2018, <https://redd-monitor.org/2018/12/07/norways-oil-industry-has-been-right-behind-redd-from-the-start/>
- 24 Regjeringen flytter Equinor og Petoro til Næringsdepartementet: – Har jobbet med dette i over ett år, <https://e24.no/boers-og-finans/i/6zmOVO/regjeringen-flytter-equinor-og-petoro-til-naeringsdepartementet-har-jobbet-med-dette-i-over-ett-aar>
- 25 Equinor, <https://www.equinor.com>
- 26 Tale til FNs klimakonferanse på Bali, <https://www.regjeringen.no/no/dokumentarkiv/stoltenberg-ii/smk/taler-og-artikler/2007/Tale-til-FNs-klimakonferanse-pa-Bali/id493899/>
- 27 Forest Carbon Partnership Facility Takes Aim at Deforestation, 2007, <https://archive.is/BDXmG#selection-659.0-659.61>
- 28 REDD-Monitor, The most cost-inefficient tree-saving scheme ever: The Forest Carbon Partnership Facility, 2017, <https://redd-monitor.org/2017/03/29/the-most-cost-inefficient-tree-saving-scheme-ever-the-forest-carbon-partnership-facility/>
- 29 REDD-Monitor, Finnish carbon offsetting firm Compensate finds 91% of carbon offset projects fail its evaluation process. Of course the remaining 9% will also not help address the climate crisis, 2021, <https://redd-monitor.org/2021/08/11/finnish-carbon-offsetting-firm-compensate-finds-91-of-carbon-offset-projects-fail-its-evaluation-process-of-course-the-remaining-9-will-also-not-help-address-the-climate-crisis/>
- 30 Bloomberg Green, Startup That Rates Carbon Offsets Finds Almost Half Fall Short, 2021, <https://archive.ph/wdhGh#selection-3669.0-3669.62>
- 31 The Nature Conservancy's fake forest offsets <https://redd-monitor.org/2020/12/14/the-nature-conservancys-fake-forest-offsets/>

## Documents recommandés

**1. Les « solutions fondées sur la nature »: dissimuler un immense accaparement des terres**

[www.wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-255](http://www.wrm.org.uy/fr/bulletins/numero-255)

**2. Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ?**

[www.wrm.org.uy/fr/publications/quels-rapports-y-a-t-il-entre-les-forets-le-changement-climatique-le-marche-du-carbone-et-redd](http://www.wrm.org.uy/fr/publications/quels-rapports-y-a-t-il-entre-les-forets-le-changement-climatique-le-marche-du-carbone-et-redd)

**3. Déclaration « Non aux solutions fondées sur la nature ! »**

<https://www.wrm.org.uy/fr/declaraciones/declaracion-non-aux-solutions-fondees-sur-la-nature>

**4. Golpe Verde – Falsas Soluções para o desastre climático**

En Portugais (<https://cimi.org.br/2022/02/golpeverde/>)

**5. Offsetting: climate-neutral through forest protection? An assessment of the ‘climate neutral’ claims related to the Tambopata-area: REDD project in Brazil nut concessions in Madre de Dios, Peru. Foodwatch**

[https://www.foodwatch.org/fileadmin/-DE/Themen/Windbeutel/Bilder/2021/Dokumente/foodwatch2021\\_Tambopata-offset-project\\_Assessment.pdf](https://www.foodwatch.org/fileadmin/-DE/Themen/Windbeutel/Bilder/2021/Dokumente/foodwatch2021_Tambopata-offset-project_Assessment.pdf)

**6. REDD-Monitor pour des informations (en Anglais)**

<https://redd-monitor.org/>

